## Supplément Radio-Télévision



- FONDATEUR : HUBERT PELIVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUR

sein lui-même. Ce dernier, la veille, eveit désigné

euperavant) l'un de ses fidèles, M. Teha Yessine

Ramaden. A New-York, le Conseil de sécurité de

l'ONU e décidé, en raison dee menaces de femine,

d'essouplir l'embargo décrété contre l'Irek en pré-

voyant des dérogetions pour faciliter l'entrée dans le

C'EST VRAI QUE NEUILLY

peys de produits alimentaires.

DIMANCHE 24 - LUNDI 25 MARS 1991

A la suite d'une manifestation d'étudiants et de chômeurs

## Alors que l'embargo contre l'Irak est assoupli M. Saddam Hussein abandonne son titre de chef du gouvernement

## Des émeutes au Mali ont été violemment réprimées Le calme semblait ravenu, samedi 23 mars,

## Un régime aux abois

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14357 - 8 F

DOUR ne pas avoir voulu comprendre que, même en l'Etat : la force. Et, eu bout du sur le continent noir, hormis du côté de Juhannesburg, pareille manifestation pour plus de liberté aura été aussi durement réprimée,

Cet emploi de la manière forte aux abois et de son chef, un mili-taire sans imagination qui e mai vieilli au pouvoir. On l'e bien vu, l'an dernier, lorsque les eutorités de Bamako unt usé en vain des

AUJOURD'HUI, à chaud, le Achef de l'Etat promet le alogue » à ceux qui le contesl'ordre du jour du prochain congrès du parti unique au pouvoir. On voit met comm pourrait ne pas satisfaire les qu'au sein de la classe dirigeante des voix se sont récemment élevées pour que soit enfin opérée

Pour renvoyer eux calendes grecques tout infléchissement de son régime, le général Tracré avait coutume de répliquer que la prit», laissant ainsi entendre que son peuple n'était pas encore prêt à endosser l'habit occidental. Certes, la population de Bamako, et singulièrement sa population scolaire et étudiante, ne résume pas à elle seule la diversité du peuple mallen. Mais, comme al-leurs en Afrique, elle est une « minorité s écieirée qui sert d'utile aiguillon pour forcer le pou-voir à sortir de son immobilisme.

A tout le moins, ce que récla-ment les contestataires, c'est d'abord une plus grande transpa-rence et une plue grande honnêteté dans la gestion des affaires de l'État. C'est eussi un respect beaucoup plus scrupuleux des droits de l'homme.

A leçon de La Baule n'e pas encore été entendue à Bernako. Lors du sommat franco-africain, en juin dernier, M. Mit-terrand avait clairement invité ses homologues du continent noir à s'engager davantage sur le voie de la démocratie. Le président du Mali fit alors partie de ces emeu-vaises têtes», notamment avec ses homologues tchadien, togolais et marocain, qui critiquèrent ces recommandations, à leurs yeux

Le tragique vendredi de Barnako prouve que les consells du président français avaient quelque fon-dement. Alors que le Bánin achève, dimanche, per une élec-tion présidentielle, son parcours démocratique, et que d'autres pays africains à sa suite, du Congo eu Niger, se lancent dans cette aventure, le Mali ferait eujourd'hui piètre figure si ses dirigeants l'empêchaient de vivre avec son temps.

dans les rues de Barnako qui avaient été, le veille, le théâtre de violents affrontements entre jeunes émeutiere et forces de l'ordre, celles-ci n'hésitant pas à utiliser des blindés et à tirer à le mitrailleuse sur la foule. Selon un bilan provisoire, au moins une vingtaine de manifestants ont été tués.

Une semaine oprès les violents affrontements qui ont opposé jeunes manifestants et forces de l'ardre dans les rues de Lomé, eu Togo, ce sont les écoliers, les étudiants et les jeunes chômeurs de Bamako qui ont été victimes, vendredi 22 mars, d'une répres-sion brutale, sans précédent dans l'histoire du Mali. Soldats et policiers ont tiré sur la foule, feisant, selnn des bilans concordants, entre dix-neuf et vingt-cinq marts, ainsi que plusieurs centaines de blessés. Selan certaines sources, les jeunes manifestants, qui s'étaient rassemblés très tôt dans divers points de la capitale, ont surpris les forces de l'nrdre - celles-ci n'ettendant apparemment pas de manifestation evant 8 heures du matin.

Les affrontements et les fusilledes ont presque eussitôt éclaté. Des émeutiers ont mis le feu eu ministère de l'emploi et à une annexe du service des douanes, tandis que d'autres se livraient au pil-lage ou érigeaient des barricades. De nombreux édifices publics unt été attaqués - untamment les ministères des finances, de la justice, de l'intérieur, de l'hydraulique, des eaux et forêts.

Lire la suite page 5

Radio-Bagdad e ennoncé, samedi 23 mars en milieu comme vice-président de le République (titre vacent de journée, que M. Saddam Hussein evait formé un nouveau gouvernement, dont le chef est M. Saadoun Hammedi, musulman chiite membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et encien vicepremier ministre. Le poste de chef du gouvernement était jusque-là détenu par le président Saddem Hus-

## Retour au Koweït

KOWEIT-VILLE

de natre envoyée spéciale

Il est 8 heures du matin dans ce quartier périphérique de la capitale kowe tienne et il fait sombre comme à la tombée de la nuit. Le veni pousse les fumées des puits de pétrale qui continuent de brûler et dannent à la scène un caractère encore plus dramatique.

Depuis 6 h 30, heure prévue pour l'arrivée du premier avinn ramenant le deuxième contingent de prisonniers libérés par l'Irak (1 500 personnes), les familles arrivent une par une. Femmes au tehadur unir, enfants en bas âge, vieux et jeunes en langue robe grise ou blanche et keffieh tournent en rond sur le trottnir pour rromper leur angoisse. La radin n'a dnnné aucun détail. Militaires nu civils, offi-eiers ou soldats? Nul ne sait, chacun espère.

FRANÇOISE CHIPAUX Lire la saite et nos informations page 3

# VA PAYER POUR KOWEIT-VILLE?

## Les députés ont adopté le texte sur la solidarité entre les communes

La projet de loi sur le solidarité financière entre les communes e été edopté, le samedi 23 mars, à l'Assemblée netionele, par 288 voix contre 135. Les socialistes ont voté pour. Les communistes se sont ebstenus, ainsi que le plupart des centristes, des députés UDF, et neuf députés RPR, dont M. Chaban-Delmas. A la demande des centristes, le gouvernement e accepté de mettre en plece un système de solidarité entre les départe-

Lire page 7 l'article de JEAN-LOUIS SAUX

#### HEURES LOCALES

■ La nnuvelle croisede dee Albigeois. ■ La dérengeante « débrouillerdiee » d'une élue euvergnate. ■ Toute le lumière sur lee mauvais payeurs. 

Dee élus veulent réveiller l'exe Centre-Europe-Atlantique. 

La montée en puiesance des mie-

# Jours meilleurs en Bulgarie

Le gouvernement de coalition de M. Popov bénéficie d'un état de grâce inespéré

de notre envoyé spécial

« Cela va mieux, bien-sûr. Mais cela pouvait difficilement aller plus mal!» : à Sofia, si l'heure n'est pas encore à l'optimisme, le population paraît «un peu moins» désespérée qu'en décembre dernier. Une nuance suffisante pour evnir rendu un semblant de sonrire à tous ceux qui avaient participé evec enthousiasme à la révolution pacifique qui e mis fin à quarante ans de dictature communiste, et

qui commençaient à dnuter de l'avenir de leur pays.

La Bulgarie pouvait-elle tomber plus bas qu'en décembre? La capitale, comme la plupart des villes dn pays, était privée d'électricité une heure sur deux, les étals de tous les magasins étaient désespérement vides et l'essence drastiquement rationnée. « C'était plus dur que pendant la guerre », n'hésitaient pas à dire ceux qui avaient eonnn les privetions des années 40. La crise politique empêchait le gouvernement « post-

communiste» de M. Andreï Loukanov de prendre la moindre décision. Victorieux eux élections générales de juin 1990, l'ancien Parti communiste, rebaptisé Parti socialiste, ne voulait pas gouverner tout seul, en dépit de sa majnrité

absolue à la chambre. Quant à l'opposition, elle refusait de partager la responsabilité d'une politique impopulaire evec les ex-communistes, conpables. selon elle, des maux qui accablent

> JOSÉ-ALAIN FRALON Lire la suite page 6

# Le Monde

ENQUÊTE

## QUI CONTROLE LES PROFS **DE VOS ENFANTS?**

Également au sommaire :

- ACTUALITÉ : NOS ENFANTS **DÉCOUVRENT LA GUERRE**
- ÉVALUATION : LE PALMARÉS DES CLASSES PRÉPARATOIRES
- . JEUNESSE: VIVRE L'AMOUR AU TEMPS

# Un entretien avec M. Charles Fiterman

« Je ne me suis jamais senti aussi libre ni aussi déterminé » nous déclare l'ancien ministre communiste des transports

M. Cherles Fitermen, membra du bureeu politique du Parti communiste, s'était abstenu lora de l'adoption par cette instance, le 12 mars, d'un long document relatif à la guerre du Golfe (le Monde du 15 mars). Il s'en explique dans l'entretien qu'il nous e eccordé et réitare ee demande d'un congrès extraordinaire deetiné à traneformer les statuts du PCF.

« Quel bilan faites-vous de la guerre du Golfe, compte tenu des réserves que vous aviez formulées par rapport aux analyses et aux prises de position de le direction de votre parti ?

- Il y e eu d'abord, dans cette crise, un droit à faire respecter : le droit d'un peuple et d'un Etat snaverain à disposer d'euxmêmes, droit qui a été bafnué

par la politique expansionniste, guerrière, inecceptable de Sad-dam Hussein. Ce premier trait spécifique a marqué fortement et jusqu'au bout toute la crise. Si on en fait ebstractinn nu si on le sous-estime si pen que ce soit, alors, on est conduit à une appreeiation sommaire, schématisée, dn rôle de l'ONU et du comportement des différents pays, notamment de celui de l'Union soviétique, et, plus généralement, à lire l'état du monde à travers une grille déformante.

» En second lieu, je suis de ceux qui persistent à penser que, pour faire respecter ce droit, rien n'obligeait à ponsser l'action internationale nécessaire jusqu'à la guerre. Il y a eu nn dérapage. L'ONU e été détnurnée de son rôle, dépossédée de son actinn nécessaire ou bénéfice de la coalitinn dominée par les Etats-Unis. Il n'en reste pas moins - cela ne doit pas être oublié - que l'ONU

e joué un rôle intéressant, nouveau, notamment dans la première phase de la crise. Il faut en tirer des enseignements pour l'avenir.

» Enfin, ce conflit est révélateur des exigences nouvelles de notre époque même si elles s'expriment de facon contradictoire Il y a des risques graves. Mais dens cette situation d'après guerre froide, les besnins des individus et des peuples peuvent plus librement s'exprimer, fournir le base de rassemblements nouveaux, allant dans le sens de la construction d'un monde de droit. Ce n'est plus le jeu des deux grandes puissances, tel qu'on l'avait connu dans le passé. L'ai noté, à ce propos, différentes déclarations qui donneient le sentiment d'une sorte de regret de ce passé.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT Lire la suite page 8

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: [1] 40-85-25-99 Télex: 206-806 F

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVS-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Télécopieur: [1] 40-60-25-25
Télécopieur: [1] 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Edité par la SARL le Monde
Durée de la société;
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social:
620 000 F
Principaux associés de la société:
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Beuve-Méry ».
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne. gérant.

Le Monde

Télex MONDPUB 206 136 F

Imprimerie da « Monde « 12. r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

et publications, or 57 437 USSN: 0395-2037

lenseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-5UR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

FRANCE

BELGIQUE LUXEMB.

PAYS

Des milliers de réfagiés sur les routes...

Le 27 février demier, deux femmes se disputaient les suffrages de soixante millions d'électeurs du Bangladesh. Dans ce paya musulman, le fait que des élections se limitent au duel entre deux personnes du sexe dit « faible » était à lui seul un événement. Mais, derrière ce symbole, il fallait aussi voir l'affrontement entre la compagne d'un héros de la lutte de libération du Bangladash, le général Ziaur Rahman, et la fille du « père de l'indépendance », Cheikh Mujibur Rahman. Et ce, vingt ans, à un mois près, après la déclaration d'indépendance du Bangladesh, le 26 mars 1971.

A «veuve» et l'«orpheline», la bégum Kbaleda Zia – qui l'a emporté – et Cheikha Hasina Wajed, ne faisaient que poursuivre – à coups de bulletius de vote – la vieille rivalité entre les deux hommes. En janvier 1972, après one guerre meurtrière, «Mujib» était parvenu au pouvoir, mais fut assassiné en 1975. Le général Zia lui avait succèdé, avant de tomber à son tour sous les conps de tuenrs en 1981, Zia n'était qu'un obscur major de l'armée pakis-tanaise; son appel à l'insurrection à la radic le propulsa vers la célébrité, tandis que Mujib, l'homme le plus populaire du Ben gale, était le chef charismatique de la ligu

Awami.

Tout avait commence par une de ces journées funestes auxquelles le sort semble avoir abonné certains pays du tiers-monde, pauvres parmi les pauvres, dans ce qui était. alors la partie orientale du Pakistan. Un cyclone tropical suivi d'un raz-de-maréc dévastateur, un de ceux qui ravagent à intervalles irréguliers le delta du Gange, s'était abattu en novembre 1970 sur ce pays où la terre gorgée d'eau et l'eau boueuse s'interpé-nètrent sans que l'on sache très bien où commence l'une et où s'arrête l'autre.

> Elections confisquées

Des centaines de milliers de paysans, plus d'un million peut-être - le bilan officiel fut de 148 116 victimes, mais on avança aussi le chiffre de 1,5 à 2,5 millions – avaient été emportés par des vagues gigantesques avec leurs paillotes, leur bétail et leurs récoites, mais aussi les routes; ponts et voies ferrées, les bateaux et même plusieurs îles, rayées de la carte.

Quand les caux se retirerent, elles aban-indonnèrent derrière elles des cadavres par grappes dans les rizières dévastées, une misère encore plus grande dans un pays déjà misérable, la faim, le choléra. Dans des zones sinistrées, sculs 2 % des enfants de moins de deux ans avaient survéeu. Avec cet humour douloureux qui fleurit souvent dans les temps de malbeur, certains Bengalis disaient : « Cette nanée, les crevettes seront particulièrement savoureuses! e

La communauté internationale fut bouleversée par le drame qui se déroulait dans ce « coin perdu d'Asie, hors du temps, utopique. mal connu », comme l'écrivit le jeune Ber-nard-Henri Lévy, qui y fera l'apprentissage de la célébrité (1). Mais l'aide fut mal distri-buée. Tandis que des bordes affamées et en haillons erraient à la recherche de nourriture, mourant d'épuisement le long des routes, l'administration et l'armée, tenues par les Pakistanais de l'Ouest (2), montraient leur incompétence et leur mépris pour les souffrances des Bengalis, transfor-

mant leur résignation en colère. Cette colère trouva vite l'occasion de s'exprimer, et fut exploitée par les politieiens bengalis. Après de longues années sous la férule du général-président Ayoub Khan, le Pakistan était en pleine campagne électorale pour le renouvellement du Parlement, le 7 décembre. Le triomphe de la ligue Awami fut presque total : contre l'attente des autorités, elle remporta les trois quarts des sièges à l'Est, s'assurant par là-même une courte majorité à l'Assemblée nationale.

Pour la première fois au Pakistan, le pouvoir semblait à la portée des Bengalis, isolés géographiquement et politiquement de la capitale, Islamabad. Jusque-là, pouvoir et richesses avaient été accaparés par les grandes familles et les généraux de l'Ouest. Un grand marebandage s'engagea entre Mujib et Zulficar Ali Bhutto qui, avec son partielle de la capital de l'Ouest. Parti du peuple (PPP), avait remporté la

victoire à l'Ouest, sous l'œil intéressé du général-président Yahya Kban. Bhutto, qui croyait tenir enfin sa victoire, avait trouvé plus fort que lui ebez ce Bengali que l'esta-blishment du Pakistan-Occidental regardait

Mais les dés étaient pipés, Mujib le réalisa vite. Les dirigeants d'Islamabad n'avaient aucune envie de partager le pouvoir avec la aucune envie de partager le pouvoir avec la ligue Awami, ni d'accepter un quelconque fédéralisme. Le Pakistan se trouvait plus écartelé que jamais. En janvier, Mujib échappait à une tentative d'attentat. Peu après, Yahya Khan déclarait que le leader bengali pourrait devenir premier ministre, avant d'ajourner sine die dix jours plus tard la réunion du Parlement. Tandis que le leuter que indereture re un crie dont il Bhutto - qui ne refusait pas une crise dont il pensait sortir vainqueur - dénonçait l'éclatement du pays. Mujib posait des conditions draconiennes pour le maintien du Bengale au sein du Pakistan. L'intransigeance des deux camps allait précipiter le drame.

Les atermoiements d'Islamabad et l'impossibilité d'obtenir le respect des résultats issus des urnes transformèrent les revendications autonomistes de la ligue Awami en un sentiment indépendantiste, qui fit tache d'buile. Au début de mars, le delta du Bengale avait pratiquement fait sécession. En face, Islamabad ne pouvait compter que sur l'armée, de rares « collaborateurs », les émigrés indiens biharis et les tribus chakmas de la frontière birmane.

> « Dacca a brilé pendant trois jours »

Le 23 mars pourtant, un « accord général » était annoncé. Ce ne fut qu'un faux espoir. Le 26, l'armée, qui avait massivement renforcé ses effectifs à l'Est, occupait Dacca et arrêtait Cheikh Mujibur Rahman peu après qu'il eut proclamé à la radio l'indépendance du Pakistan-Oriental. La guerre du Bangla-desh avait commencé, la tragédie n'avait pu

Les soldats venus de l'Ouest se livrèrent à un véritable massaere dans les rues de Dacca. Mais la politique de terreur voulue par Yahya Khan ne fit que retourner les derniers hésitants. Des unités locales de l'armée se mutinèrent, passant avec armes et bagages du côté des Mukti Bahini (résistants). On ne comptait plus les morts, disparus et prisonniers. La population n'était pas épargnée, bien an contraire; les élites semblaient systématiquement visées, pour décapiter la révolte.

Un témoin français raconta qu' a après l'intervention de l'armée à Dacca, toute la

ville a brille pendant trois jours ». Les com-bats les plus durs eurent lieu à l'université, dont « les bâtiments ont été complètement détruits. Mais, dit-il, je n'al pas pu évaluer le nombre des victimes ». Un autre témoln ajoutait que les insurgés n'avaient pour armes « que des bambous millés en pointe ». Un étudiant déclara que « les militaires ont mis le feu aux maisons, et lorsque les gens fityaient, ils tiraient dessus (...). En me rendant à l'aéroport, j'ai vu des centaines de cadavres décomposés, rassemblés en tas ».

> Les ambitions . de M Gandhi

Le général Tikka-Khan, le « boucher du .. Bengale», n'y était pas allé de main morte dans la répression. Huit millions de Bengalis – devenus Bangladeshis depuis l'in-dépendance – se réfugièrent de l'autre côté de la frontière indienne chez leurs frères bengalis hindous, dont ils s'étaient séparés vingt-quatre ans plus tot pour incompatibilité religieuse. Cette fuite dramatique émut le monde entier; on parla de «génocide», on vint au secours de ces foules désespérées. cibles pitoyables des bombes, des épidémies et de la famine.

Malraux s'indigna, appelant le Bangladesh à suivre l'exemple du Vietnam et lançant l'idée de nouvelles brigades internationales. Le président Pompidou se contenta de paroles apaisantes : « Vous savez que in France a pour principe de ne se mêter en nucun cas des querelles internes d'un pays, déclara-t-il le 25 septembre. Nous constatons simplement qu'il se produit un certain nom-bre d'événements au Pakiston-Oriental qui se traduisent par une grande misère pour beau-coup de gens, soit à l'intérieur de ses fron-tières, soit en Inde, où beaucoup se réfugient [...]. Nous sommes prêts à appuyer tous les efforts internationaux qui seront faits (...)
pour soulager la misère.

L'Inde fut débordée par cet afflux imprévu, par ce cyclone humain qui s'abat-tait sur elle et sur ses maigres ressources. Indira Gandbi, alors premier ministre, sut rapidement en tirer profit. New-Delbi n'avait jamais vraiment accepté la partition, et deux guerres avaient déjà opposé les deux Etats. L'occasion était trop bonne pour «casser» une fois pour toutes le rival pakistanais. L'Inde, qui soutenait en sous-main la résistance de la République populaire du Bangladesh, proclamée le 17 avril, signa le 9 août un traité de « paix, d'amitié et de coopération» avec l'URSS. Au Pakistan, soutenu par Washington et Pékin. M. Gandhi opposait l'alliance du Kremlin.

et Eric LE BOUCHER (le Monde)

et Catherine MANGIN (RTL)

Jean-Yves HOLLINGER

Chaque camp s'était assuré le sontien d'un Super-Grand. Il faut dire aussi que les Etats-Unis de MM. Nixon et Kissinger, comme la Chine de Mao Zedong, avaient un besoin pressant du Pekistan. C'est en effet d'Islamabad que M. Kissinger s'envola secrètement le 9 juillet pour ses premiers contacts avec Mao à Pékin, préinde à une normalisation sino-américaine qui allait bouleverser l'équilibre mondial, Wasbington manifessera sa gratique à Yabya Khan en manifestera sa gratiande à Yahya Khan en suspendant ses ventes d'armes à l'inde et en envoyant son porte-avions nucléaire Enterprise dans le golfe du Bengale au début de la guerre.

La gesticulation entre New-Delhi et Islamabad durera plusieurs mois. L'Inde multi-pliait les déclarations alarmistes et sou armée a bésitait plus à prêter main-forte aux Mukti Bahini. Il devenait de plus en plus clair qu'Indira Gandhi, derrière ses protestations pacifiques, n'attendait que le moment de frapper, tandis que Yahya Khan s'obstinait à réprimer. Après une tournée dans les capitales occidentales - à Paris, un journal titra « Cette femme veut la paix » - et en dépit d'ultimes efforts des Nations unies poor éviter la guerre, elle lança ses troupes le 4 décembre 1971 dans une offensive généralisée au Bangladesh.

La guerre ne dura pas deux semaines, les Pakistanais, isolés, débordés, ne pouvant faire face au cyclone de fer et de feu indien. Le 17 décembre, Yahya Khan jeta l'éponge, et céda sans gloire le pouvoir à un Bhutto rentré triomphalement de Pékin. Le chef du PPP avait perdu le Pakistan-Oriental, mais il devenzit premier ministre. Il le restera six ans, avant d'être renversé par un autre général, Zia Ul Haq, qui l'enverra à la potence.

Mujib sera libéré au début de janvier Mujio sera uncre au debut de janvier 1972, pour devenir le président à poigne du nouvel Etat qu'il avait largement contribué à créer. La carte du sous-continent indien était remodelée. Le Baogladesh se rapprochait d'une Inde, qui avait contribué à sa maissance au forcers. Mais il ne fandra que naissance au forceps. Mais il ne faudra que quelques années pour que Dacca recentre sa politique, renouant avec Islamabad, et avec politique, renouant avec issamabau, et avec Pékin, pour faire contrepoids au géant régio-nal. L'impact d'un cyclone tropical sur l'avenir d'un pays, voilà qui aurait en son temps fort intéressé Montesquieu.

PATRICE DE BEER

Bernard-Henri Lévy, Bangladesh, nationalisme dans la révolution. François Maspéro, Cabiers libres 53-54, 1973.

12) Lors de la partition des Indes britanniques en 1947, le Pakistan avait été constitué par les régions musulmanes de l'Ouest et de l'Est, séparées par 2 000 kilomètres de territoire indien.

M. Saa

été formé en irak, dant le si de chief du gouvernement de jusque la détain par le précide Saddam Hussein.

Le président Saddam Hussein nommé, vendredi soir, vice-pet dent de la République M. Taha Y sine Ramadan, un de ses facèles a passe pour fore l'inn des durs les ses facèles.

passe pour être l'un des thers olgime. Agé de cinquante deux a M. Romadas, un sumbte, est sue inte du Constil de consumedent de la révolution (CCR, la plus ha instance dirigeante en Irak).

Il est également l'un des tr vice-premiers ministrez, les de autres étant M. Tarek Aziz, o détient en ontre le porteferille d affaires étrangères, et M. Sando

Le gouvernen pour lin

a appelé « la guerre des e teaux », les altantais airengle l'arme blanche course lles la liens n'ont pas passé. Peur us d'enrayer un phistomème accroît les tempions, les peur les helnes antre les comments Palestiniens de moins de vi cinq ans ainsi qu'ain céilbata de traveiller dons l'Etat juit.

· de notre envoyé spěciel Les autorités israéliennes ava un montent espéré qu'après le ge du Golfe les agressions maient diminuant. Mais depuis l'écras défaite militaire subse par l'Itale, douzaine de juifs israéliens out poignardés, et aix, mortelless attents.

Mélange de désespoir, de geance et de révolte, les jeunes m palestiniens, bien que soutenu même glorifiés par le souvest islamique Hamas, ne semblest d à aucun ordre. Ce qui rend le si tion à la fois plus dangereuse et inquiétante encore, c'est que le part de ceux qui ont été arit n'ayant rien à perdre ou si pou, a blaient avoir accepté de mouse s leurs victimes.

Interrogés vendredi 22 mins à pos de ces épisodes mentriers premier ministre, M. lizhek Sum a obsessé que « le phénomens. ing squeet que « le plenament». In propriée de la promis que son gouverness allair prendre « toutes-les prendre « toutes-les prendres à la dimination de néter dans les cités israèlienness ». Copadant invités l'opadan « à distribution » à distri guer entre ceux qui viennent pa hous pour gagner leur vie - ceu 

La «ligne verte»

es en landi et qu'un nimat ce, de crainte et de h

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 RAYMOND en direct sur animé par Henri MARQUE avec André PASSERON

790 F 572 F "1 1Z3 F 1 400 F **ÉTRANGER:** par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en quant leur numém d'abonné. BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE** 3 mois 6 mois

Prénom : Adresse:

Code postal: Localité : Pays:

111 MQN 02

Le Monde Edité per la SARL Le Monde Comité de direction :

Rédacteurs en chef :

Daniel Vernet

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA RÉGIE RENAULT

## M. Saadoun Hammadi, musulman chiite, devient chef du gouvernement

Un nouveau gouvernement a été formé en Irak, dont le chef est M. Saadoun Hammadi. musulman chiita, mambre du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et ancien vicepremier ministre, a annoncé Radio-Bagdad, samedi 23 mars an miliau de journée. Le poste de chef du gouvernement était jusque-là détenu par le président Saddam Hussein.

Le président Saddam Hussein n' nommé, vendredi soir, vice-prési-dent de la République M. Taha Yassine Ramadan, un de ses fidèles qui passe pour être l'un des durs du régime. Agé de cinquante-deux ans, M. Ramadan, un sunnite, est membre de Conseil de commandement de la révolution (CCR, la plus haute instance dirigeante en Irak).

Il est également l'un des trois vice-premiers ministres, les deux antres étant M. Tarek Aziz, qui détient en outre le porteseuille des affaires étrangères, et M. Saadoun

Six mois après la tuerie sur l'es-

planade des mosquées à Jérusa-

lem, qui avait fait dix-huit morts

palestiniens et déclenché ce qu'on

a appelé « la guerre des cou-

teauxa, les attentats aveugles à

l'arme blanche contre des Israé-

liens n'ont pas cassé. Pour tenter

d'enrayer un phénomane qui

accroît les tensions, les peurs et

les haines entre les communau-

tés, le gouvernement envisage -

d'interdire dorénavant aux jeunes

Palestiniens de moins de vingt-

cind ans ainsi qu'aux célibataires

**JÉRUSALEM** 

de notre envoyé spécial

un moment espéré qu'après la guerre du Golfe les agressions iraient en diminuant. Mais depuis l'écrasante

défaite militaire subie par l'Irak, une douzaine de juifs israéliens ont été poignardés et six mortellement

Mélange de désespoir, de vengrance et de révolte, les jeunes tueurs palestiniens, bien que soutenus et

nême glorifiés par le mouvement istamique Hamas, ne semblent obéir à aucun ordre. Ce qui rend la situation à la fois phis dangereuse, et plus inquiétante encore, e'est que la plu-

part de ceux qui ont été arrêtés, n'ayant rien à perdre ou si peu, sem-

blaient avoir accepté de mourir avec

meurtriers qui exploitent leur pré-sence (en Iscaël) pour tuer.»

lears victimes.

Les autorités israéliennes avaient

dent, une fonction jusqu'à présent honorilique, était vacant depuis la révocation, il y a plusieurs mois, de M. Taha Mohieddine Maarouf, un M. I and monicodine magnon, in-kurde, qui est resté membre du CCR. Récemment, des dirigeants de l'opposition irakienne avaient affirmé que M. Ramadan avait été tué par les gardes du corps de Sad-dan Hussein arche conic tenté d'acdam Hussein après avoir tenté d'as-sassiner celui-ci.

M. Ramadan devient ainsi théoriquement le «numéro deux» du régime, à la place de M. Ezzat Dra-him, vice-président du CCR, récem-ment nommé vice-commandant général de l'armée. C'est lui qui, an cours du sommet arabe tenn le 10 août au Caire, avait iancé son plateau à la figure du prince-héritier koweltien, cheikh Saad, lorsque les délégations irakienne et kowellienne en étaient venues aux mains.

Le nom du nouveau vice-président de la République avait circulé au cours des dernières semaines dans certains milieux diplomatiques

ISRAEL : alors que « la guerre des couteaux » continue

Le gouvernement envisage de nouvelles mesures

pour limiter l'entrée des Palestiniens

donc non pas d'interdire mais de res-

treindre un pen plus l'accès des

Palestiniens au périmètre israélien

Partant du constat que la quasi-to-

talité des « poignardeurs » arrêtés sont jeunes et célibataires, le ministre

de la police, M. Ronnie Milo.

(Likoud) devait donc présenter

dimanche 24 mars au conscil des

ministres un catalogue de mesures

visant à restreindre l'accès en Israel aux Palestiniens appartenant à ce qu'il appelle « des groupes de popula-tion à haut risque». Selon les quoti-

diens hébreux Davar et Mauriv, il

plement l'entrée en Israel des céliba-

taires et des jeunes de moins de

Le ministre de la police, réputé

favorable, avec bien d'autres, au réta-

vingt-cinq ans.

internationalement reconnu

jours, Washington a mis sa menace à exécution. Deux chasseurs américains F-t5 ont abattu, vendredi 22 mars, dans le nord de l'Irak, un chasseur-bombardier SU-22 irakien qui volait, a-t-on indiqué à Washington, en violation de l'accord provisoire de cessez-le-fen. Cet incident s'est produit dans les environs de Kirkouk, où l'armée irakienne se beurte à la rébellion lorde.

M. Martin Fitzwater, le porte-pa-role de la Maison Blanche, a souli-gné que les chasseurs-bombardiers irakiens, du fait de leur vitesse et de leur rayon d'action, pouvaient repré-senter un danger pour les forces américaines qui occupent toujours le sud de l'Irak. « C'est pourquoi nous jugeons important de répondre à ces intrusions aériennes le plus rapidement possible », a-t-il dit, a Nous continuerons d'abattre tout avion qui décolle, mais je ne pense pas que cela nous implique dans les affaires intérieures de l'Irak de quelque façon que

Interrogé à propos des hélicop-tères irakiens, M. Frizwater a souli-

les «tueurs aux couteaux», ferait

également préparer de nouvelles listes d'indésirables, incluant, seion le

Jerusalem Past, « les proches de tous

ceux qui ont été arrêtés par les force

de sécurité », ainsi que les Palesti-niens nyant notamment participé à

des manifestations contre le pouvoir

La police serait également munie

d'un plus grand nombre de détec-teurs portables de métaux, les bar-

dredi le journal Hadashot, « la nor-

«ligne verte» qui revient...»

gné que les alliés, qui ont interdit les vols militaires de ces appereils mais ne les abattent pas, entendaient garder leurs options onvertes et laisser planer le doute sur leurs intentions.

Pour sa part, le département d'Etat a indiqué vendredi que l'in-tenaité des combats dans le sud de Firak semblait avoir diminué et que le gouvernement transférait des forces du sud vers le nord, où les rebelles imrdes progressent.

Le porte-parole du département, M. Richard Boucher, a également amonce qu'un grand nombre de soldats et d'agents de sécurité avaient été déployés à Bagdad pour y main-tenir un calme relatif. « Nous croyons que des heurts se produisent maigré tout », a-t-il déclaré sans confirmer toutefois une information de source iranienne scion laquelle le convre-feu aurait été imposé dans la capitale. Il n'a pas également pu confirmer les déclarations de l'opposition irakienne scion laquelle le gonvernement aurait perdu le contrôle de Kirkonk et de Mossoul, - (AFP, AP.)

Des cérémonies à Toulon

#### Prochain retour d'unités du dispositif « Daguet »

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, présidera, mercredi 27 mars, à Toulon (Var), les cérémonies qui doivent marquer le retour en France des premières unités de l'opération « Daguet » en Arabie saoudite. Ces détachements sont partis au début de la semaine du port de Yambu, en mer Rouge, à bord de navires civils affrétés et

de bateaux de la marine nationale, Ces cérémonies comprennent une revue des troupes suivie d'un défilé auquel participent des élé-ments à pied et motorisés (infanterie de marine, parachutistes, légionnaires, commandes-marine rages de sécurité seraient multipliés sur la famicuse «ligne verte» et des patrouilles opéreraient plus systéma-tiquement des contrôles surpriser et de l'air, spahis et service de santé) et des détachements aériens (avions Jaguar, Mirage-2000 et FI CR, hélicoptères, appareils de transport et de ravitaillement en En résumé, comme l'écrivait venvol). La plupart des unités qui arrimalisation ayant échoué, c'est bien la vent à Toulon avaient été envoyées dès le début de l'automne dernier PATRICE CLAUDE | en Arabic saoudite.

## Le Conseil de sécurité de l'ONU assouplit l'embargo

**NEW-YORK** 

de notre correspondant

Le Conseil de sécurité des Nations unies, qui s'est réuni vendredi 22 mars ponr examiner le projet de résolution américain sur un eessez-le-feu définitif avec t'Irak (le Monde du 23 mars), a reporté à la semaine prochaine la suite de ses discussions.

Dans le même temps, le Conseil a adopté une décision inspirée par l'urgence de la situation économique en Irak et comportant un assouplissement important de l'embargo appliqué à ee pays. Cette mesure ne léve pas pour autant de facon définitive les sanctions économignes, ee qui n'interviendrait que lors de la signature définitive du cessez-le-

#### Fournir l'eau potable

Désormais, sur simple notification au comité des sanctions, les livraisons de nourriture à l'Irak sont autorisées et il sera également possible de livrer à ce pays des produits a civils et humanitaires », (autres que les médicaments qui n'étaient pas concernés par l'embargo) à condition que

vent aueune objection de la part du Conseil. Cette réserve permettra au Conseit de continuer à vérifier d'éventuels approvisionnements qui pourraient contrihuer à renforcer l'effort de guerre sons converture d'nide humani-

Dans les faits, Bagdad pourrait recommencer à recevoir par exemple, sons réserve d'une interdiction des membres da Conseil. des engrais pour l'agriculture ou eneore des pièces de rechange destinées aux travaux d'irrigation ou d'adduction d'eau. La France a ainsi suggéré l'envoi de matériels destinés à fournir très rapidement a la population t'eau potable dont elle a besoin.

Les membres dn Conseil ont admis que la situation du pays, telle qu'elle était présentée dans le rapport établi par M. Martti Ahtisaari, scerétaire général adjoint, à son retour de Bagdad, était suffisamment « proche de l'Apocalypse», selon les propos du rapporteur qui parlait égale-ment d'un retour à « l'âge prè-industriel en Irak », pour autoriser immédiatement l'envoi de produits et d'artieles de première

SERGE MARTI

#### Selon un responsable militaire américain

## Les pertes de l'armée irakienne s'élèveraient à cent mille morts

Plus de cent mille soldats irakiens ont été tués pendant la guerre du Golle, a déclaré vendredi 22 mars un hant responsable militaire américain à Ryad.

Selon ce dernier, qui a pu avoir accès aux rapports des services de renseignement, entre soixante et quatre-vingt mille Irakiens ont dans leurs bunkers effondrés sous les bombes. Entre ouinze et vingtcinq mille autres auraient été tués durant les quatre jours de l'offensive terrestre. Officiellement, les fre sur ses pertes militaires. - (AP.)

autorités américaines n'ont pas l'intention de dénombrer les viotimes an sein de l'armée irakienne. Le général Schwarzkopf, après s'être : refusé : à faire un tel décompte qui avait suscité critiques et doutes pendant la guerre du Vietnam, s'était contenté de parier d'un « très, très grand nombre ». Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a déclaré récemment ou's il est peu probable que nous sochions iomais combien d'Irakiens ont été tués ». Bagdad; pour sa part, n'a fourni aucun chif-

## Après un accord entre les alliés et le régime de Bagdad

## Mille prisonniers devraient être échangés chaque jour

Irakiens et alliés sont parvenus vendredi 22 mars à un compromis sur le rapatriement des prisonniers de guerre (nos dernières éditions). A l'occasion de réunions tenues à Ryad jeudi et vendredi, les deux parties sont convenues que l'échange des prisonniers devnit commencer samedi sur la base de « mille prisonniers par jour de chaque côté », a annoncé un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Selon ce

koweltiens, eivils et militaires, toujours détenus en Irak.

L'accord intervenu vendredi est un compromis. Les responsables militaires américains souhaitaient en effet que le rapatriement s'effectue à la cadence de cinq mille hommes par jonr. Mais les Irakiens affirmaient ne ponvolr accoeillir quotidiennement plus de cinq cents des leurs, par mandernier, cet accord touche environ soixante que de moyens de transport et de carburant.

mille prisonniers irakiens et cinq mille Les deux parties se sont finalement mises kowertiens, eivils et militaires, toujours d'accord sur le chiffre de mille. Les échanges se feront par voie de terre, au poste-frontière saoudo-irakien proche de la localité d'Arar. Selon le CICR, chaque Irakien sera interrogé « au dernier moment, juste avant le départ ». pour savoir s'il désire être rapatrié ou s'il

demande à bénéficier du droit d'asile. Des incertitudes demeurent toutefois sur le nombre de prisonniers koweltiens, dont 2 200 ont déjà été libérés (lire l'article de Françoise Chipaux). Les Koweitiens estiment en effet que le nombre de leurs concitoyens déportes dépasse largement le chiffre de cinq mille fourni par Bagdad.

Les irakiens se sont enfin engagés à mener immédiatement des enquêtes sur le sort des soldats disparus pendant les combats, dont les corps n'ont pas été retrouvés et qui ne figurent pas parmi les prisonniers. - (AFP.

#### Interrogés vendredi 22 mars à pro-pos de ces épisodes meurtriers, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a observé que « le phénomène s'est trop souvent répété ces derniers jours » et il a promis que son gouvernement allait prendre « toutes les mesures Retour nécessaires à la diminution de ces actes dans les cités israéliennes». Il a cependant invité l'opiniou «à distin-guer entre ceux qui viennent parmi nous pour gagner leur vie – ceux-là au Koweït doivent être accueillis comme des gens désireux de vivre en paix - et les

dats qui étaient détenus à Takrit, la ville natale du président irakien.

Aucun civil n'est là. Peine perdue, chacun essaie d'interpeller un de ces hommes, dans l'espoir qu'il ait vu un

des siens, ou qu'il sache quelque chose. Des jeunes gens crient des noms dans l'attente d'une réponse

qui se perd dans le bronhaha. A

La « ligne verte » rétablie? Comment faire, alors que plus de cent mille Palestiniens des territoires occupés viennent quotidiennement travailler en Israël et qu'un climat de mériance, de crainte et de haine côté les regards se cherchent. Une mère soulève son petit garçon à bont de hras nvant d'éclater en sanghots. Quelques vieux, le visage ridé, écra-sent furtivement leurs larmes. entre les communantés paraît s'enra-ciner de plus en plus profondément? Dans la plus grande pagaille, les C'est la question qui, entre mille autres, oppose farouehement la soldats ouvrent un chemin aux pri-sonniers vers la salle décorée des por-

droite et la gauche israéliennes. Cette dernière plaide pour une séparation nette entre les deux communautés, ce qui reviendrait - et ceci est cohérent avec la ligne travail-liste – à rétablir de facto toute la réalité de la «ligne verte» qui sépare Israel des territoires occupés.

Pour sa part, la droite au pouvoir rejette évidenment une solution qui risquerait d'aboutir tôt ou tard à un retour du pays dans ses frontières d'avant 196?. Pris dans ce dilemme, le gouvernement, qui a plus d'une fois été contraint par la violence des événements à rétablir de fait la sépa-

l'extérieur, «On veut savoir tout de suite...» On interpelle un jeune sol-A 10 h 30, les sirènes des voitures dat en faction devant la porte. Bientôt ce sont des femmes qui hurde police escortant les trois premiers cars ramènent quelques instants de calme avant que la foule ne se précilent: « On veut des listes, on a le droit de savoir. » pite dans nne tentative désespérée d'apercevoir un des siens. De chaque

Dans la foule, les représentants de la toute nouvelle Association koweltienne pour la défense des victimes de la guerre ont beau jeu de dénon-cer « la manuaise organisation » de ce retour et, affirme Moubarak Adweni, « le manque de détermination du gou-sernement koweitlen face à ce pro-bième. traits de l'émir, du prince béritier et de posters sur le Kowelt enchaîné puis libéré. Le verdict tombe très vite: tous ces arrivants sont des sol-

Traversée de l'Irak

» C'est en effet une question hau-tement sensible qui touche chaque famille, chaque maison, dit-il, nous voulons savoir exactement comblen de personnes détient l'Irak. Nous voulons des listes, des noms, des dates d'enlèvement, tout ce qui nous per-mettrait de mieux envrer et d'aider les familles. Le gouvernement ne rèpond pas avec assez de vigueur à cette question et pour obtenir plus vite la libération de ces gens.»

Selon le Croissant-Rouge kowei-tien, 14000 noms de personnes détenues ou disparues ont été jusqu'à maintenant enregistrés, soit le double des chiffres avancés, officiellement 7000 personnes environ, et dont 2200 ont été libérées. Dans la salle, les ex-prisonniers enregistrent de nouveau leur nom et adresse, et racontent leur longue détention.

Soldat de la défense anti-aérienne, Agim Hadhan, trente ans, affirme : « Les premiers jours cela a été dur, mais cela s'est amélioré ensuite. La plupart des soldats nous ant traités comme des frères. » La nourriture? « Nous avons mangé ce que nous donnons, nous, à nos animaux. Un bout de pain par jour, et encore, quel pain! Mais avec l'argent que nous faisaient parrenir nos familles, on arrivait à améliorer l'ordinaire. Les soldats prokiens sont très pauvres, alors on leur donnait de l'argent et ils nous apportaient des provisions, des supplé-

Quand out-ils appris qu'ils allaient être libérés? «La veille même de notre libération, raconte Khatif El Tarfi. Ils nous ont dit: demain vous serez libres. » Comment cela s'est-il passé concrètement? « On nous a emmenès en car de Takrit à Arrar en Arabie saoudite. Ensuite, ce fut une longue traversée de l'Irak. Dut-ils vu des troubles? « Nous avons entendu des explosions, spécialement près de Bagdad v, dit-il, ajoutant : « Il y a des barrages routiers partout et dans toutes les villes. Les trakiens une grande tension. « Comme la plupart des prisonniers interrogés, il affirme : « Les Irakiens ne nous ont pas battus, ni maltraités, seulement ils n'ont rien et leurs camps étaient

#### Le sort des bédouins

Marié, père de huit enfants, Khatif

attend de retrouver sa famille qu'il n'a pas encore revue. Pour Moha-med, le problème est différent : ses deux semmes et ses dix enfants sont en Arabie saoudite, et il ne sait pas comment les rejoindre. Sans passeport, sans carte d'identité, il ne peut sortir du Koweit et pourtant e'est la seule chose qu'il veut. Nous le retrouvons à minuit, alors que plusieurs centaines de personnes attendent encore le dernier des neuf avions de l'armée de l'air koweitienne qui ont fait la liaison Irak-Koweit

« Vo au ministère de l'intérieur ». lui conseille le représentant du Crois-sant-Rouge. « J y suis allé, crie-t-il, mais ils ne veulent pas m'aider. Ils m'ont dit d'attendre les nouveaux passeports, mais nul ne sait quand ils seront faits. » Encore Mohamed. Koweitien d'origine, est-il chanceux. Son nom figure surement sur l'ordi-nateur du ministère de l'intérieur, et il pourra récupérer ses papiers. Ce n'est qu'une question de temps.

Pour tes non-Koweitiens, pour les « bidouns » (littéralement les « sans »), ces bédouins sans nationalité, dont beaucoup servaient dans l'armée ou la police, l'affaire est besucoup plus compliquée. Divisés en trois groupes par les autorités kowcītiennes, ils ne sont pas traités avec les mêmes égards. Les Koweitiens qui peuvent prouver leur natiqnalité grâce aux ordinateurs du ministère ne rencontreront pas de graves problèmes.

Mais, ceux qui se prétendent tels, sans pouvoir le prouver, - dont les a bidouns a et les pon-Koweltiens sont pour l'instant parqués dans des camps près de Jahra dans l'attente de papiers. Leur situation devrait être étudiée au cas par cas, mais ils ne sont pas certains de pouvoir réintégrer le Kowcit. Si la volonté des autorités de déterminer avec certitude qui est qui peut se comprendre. il ne fait pas de doute qu'avec ces prisonniers s'amorce une nouvelle politique, beaucoup plus restrictive, vis-à-vis des étrangers.

En attendant, le problème des disparus et des prisonniers risque de rester encore longtemps une préoccupation majeure pour les Kowcitiens qui esperent des autorités le maximum de pressions poor savoir ce qu'il est advenu des leurs.

FRANÇOISE CHIPAUX



## Les anglophones préféreraient se séparer du Québec plutôt que de lui accorder un statut spécial

Les Canadiens anglophones préférent envisager la séparation du Québac plutôt qua da fui accorder un statut spécial, ils rejettent la politiqua de bilinguisme des services fédéraux et ne font plus confiance à leurs dirigaants politiques. Tal eat le constat peu encourageant que la commission sur l'avenir du Canada a dressé à mi-mandat, jeudi 21 mare à Ottawa. MONTRÉAL

de notre correspondante

En créant une commission itinérante appelée «Forum des citoyens», quatre mois après t'échec du processus qui aurait permis au Québec d'adhèrer à la Constitution du Canada, le premier ministre fédéral Brian Mulroney avait voulu tenter de « jeter des ponts » entre la majorité anglophone et la minorité francophone du pays. Or les points de vuc semblent toujours aussi irréconciliables. D'un côté, la grande majorité

En Floride

Un ancien ministre

bolivien condamné

des anglophones tient plus que tout au principe de l'égalité entre les dix provinces du pays et ne voit pas pourquoi le Québec devrait bénéficier d'un a traitement présérentiel », selon les premières conclusions de la commission, effectuées à mi-mandat et qui confirment ainai ptusieurs récents sondages. D'un autre côté, le gouvernement tihéral du Québec s'apprête à demander au reste du Canada des «changements constitunonnels substantiels », de manière à ce que la province à majorité francophone obtienne une sorte de statut autonome. A défaut de quoi, un référendum pourrait être tenu sur la souveraineté politique du Québec, que le Parti québécois (opposition) ne cesse

Politique jugée coûteuse et inutile

Le bilinguisme (aoglais-français) des inatitutions fédérales imposé en 1969 par Ottawa pour tenter de dissuader le Québec de se séparer ne trouve pas davantage grâce aux yeux des Canadiens. «La logique de cette

politique, jugée coûteuse et inutile, échappe à la plupart des personnes» qui se sont exprimées jusqu'à présent, indique le rapport de la com-mission. Le concept des « deux peuples fondateurs» du Canada, sur lequel a'appuyait cette politique est considéré par les anglophones « comme un anachronisme » Qui empêche de reconnaître « comme il se doit » les droits des autres communautés, en particulier ceux des Amé-rindiens. Ces derniers, pensent unanimement les Canadiens, ont été « traités injustement », ce qui « a terni lo réputation du Canada à l'évranger . Pour régler tous ces problèmes, les Canadiens bors Québec s'en remettent à leur gouvernement mais disent, pour la plupart, que le sys-tème politique n'est plus adéquat et que les dirigeants du pays ne sont pas dignes de confiance. Le président de la commission, M. Keith Spicer mise sur le rapport, attendu dans les prochains jours, d'une autre commis-sion - celle que le Québec a formée sur son propre avenir constitutionoel - pour relaocer, d'ici juin pro-chain, le débat dans un Canada en

CHILI: le débat au sein de l'armée sur les exactions de la dictature

## Les carabiniers et l'aviation appuient le président Aylwin

Trois semaines après la publication du rapport de la commission a pour la vérité et la réconciliation » sur lea crimes commis par la dictature du général Pinochet, la président da la républiqua, M. Patricio Aylwin, a affirmé, vendredi 22 mars, qua tous les coupables de violations des droits de l'homme devraient être « sanctionnés », et que les nombreux militaires at policiers amnistiés en 1978 par le régime du général Pinochet davraient être également jugés. Le rapport a provoqué das réactions diverses parmi les corporations militaires concernées.

SANTIAGO

de notre correspondant

Le commandant en chef de l'aviation, le général Fernando Matthei, a été le premier haut responsable mili-MARTINE JACOT sur les exactions commises pendant

la dictature du géoéral Pinochet. Tout en s'abstement de toute critique à l'égard de ses conclusions, il a exprimé soo « soutien à l'effort réalisé par le président Aylwin en rue de parvenir à la réconciliation nationale». Le haut commandement des carabiniers a fait part aussi de sa position dans un communiqué publié ven-

Contrairement à l'aviation, moins incriminée que les autres armes dans te rapport, les carabiniers oot souvent été chargés des basses besognes sous le régime militaire, et ils doivent repoodre aujourd'hui de nom-breux crimes. Or leurs commandants breux crimes. Or leurs commandants expriment eux aussi leur «désir de contribuer à lo réconciliation entre les Chillens» et de «faire les gestes pratiques nécessaires» pour y parvenir. Tout en refusant que «l'on préjuge de la responsabilité du personnel», ils disent s'en remettre aux «tribunaux compénents».

L'armée de terre et la marine, elles, o'ont pas encore réagi officielle-ment. Généraux et amiraux ont pris le temps d'étudier le texte volumineux du rapport et de pesufiner leurs déclarations, qui seroot communi-

quées prochainement aux autorités et à l'opinion. Feront-elles « un geste en faveur de la réconciliation nationale», comme les y a invités le présinale », comme les y a invités le prési-dent? Rien n'est moins sûr, à en juger par la conférence de presse donnée jeudi par le colonel Labbé, officier de réserve considéré comme le porte-parole officient du général Pinochet. Le colonel, en effet, a'en est pris vivement aux conclusions de la commission, coupable à ses yeux de ue pas reconnaître que les mili-taires avaient du a livrer à partir de 1073 une querre non conventionnelle 1973 une guerre non conver contre l'ennemi intérieur».

Les innombrables cas d'exécutions sommaires, ou de traitements inhu-mains infligés par les militaires à leurs prisonniers, seraient-ils assimilables à des actions de guerre? «Je ne vous suivrai pas sur le terrain de la casuistique», s'est contenté de répon-dre l'officier. « L'armée de terre n'a aucune raison de se repentir », a-t-il conclu : puisque le rapport de la commission l'outrage dans son hon-neur, elle se réserve même le droit de saisir le conseil national de sécurité

**GILLES BAUDIN** 

## **ÉTATS-UNIS**

## La police sur la sellette

pour trafic de cocaine cières à Los Angeles et à New-L'ancien ministre bolivien de l'intérieur, le colonel Luis Arce York ont contraint les autorités fédérales à passer au crible les méthodes des forces de l'ordre américaines.

Gomez, cioquante-deux ans, a été condamné, vendredi 22 mars, à Fort-Lauderdale (Floride), à treote ans de prisoo pour avoir introduit de la cocaine aux Etats-Unis et organisé sa distribution. Le colonel Arce Gomez, sur-

nommé le « ministre de la cocaine », avait été extradé aux Etats-Unis en décembre 1989. Il a nié les charges retenues contre lui. Il est également accusé de violations des droits de l'homme dans son pays pour avoir contribué à organiser des escadrons de la mort dit «le boucher de Lyon », extradé en France où il a été condamné à la prisoo à perpétuité pour crimes contre l'humanité. - (AFP.)

#### **EN BREF**

BRESIL : tentative d'assassinat da président Cotlor, - Un chômeur de vingt-deux ans, armé d'un couteau de cuisioe, a tenté d'atteindre le président Collor, veodredi 22 mars, au cours du «bain de foule » hebdomadaire à la sortie du palais du gouvernement. Repéré et maîtrisé alors qu'il se trouvait à 2 mêtres de M. Fernando Collor, te jeune homme a laissé tomber une tettre qui devait être remise à la presse après sa tentative d'homicide, si l'on en croit la radio Jornal do Brasil. - (AFP).

D VENEZUELA: deux étudiants tués dans des affrontements avec la potice. - Des affrontements violents ont eu lieu vendredi 22 mars, pour la troisième journée consécu-tive, entre des manifestants étudiants et des forces de police, à Caracas et dans d'autres villes du Venezuela. Les jours précédeots, deux étudiants avaient été tués et trais autres blessés sur les campus universitaires de Trujillo et de

□ SRI-LANKA : L'armée affirme avoir tué trois cents magnisards tamouts. - Un porte-parole militaire sri-lankais a déclaré vendredi 22 mars qu'au moins trois cents maquisards des Tigres tibérateurs de l'Eelam Tamoul (LTTE) avaient été tués au cours de quatre jours de violents combats dans le district de Mannar, dans le nord-ouest du pays. Des affrootements sporadiques se poursuivaient vendredi autour de deux camps de l'armée, attaqués par les séparatistes tamouls. - (AFP.)

Le Monde **PUBLICITÉ** LITTERAIRE Renseignements:

45-55-91-82, peste 4356

Une série da bavures polirités fédéreles ont ouvart une anquêta nationale sur les quelque WASHINGTON correspondance Depuis longtemps, les feuilletons

télévisés entratiannant dans la grand public américain l'image de policiers justes exerçant leur matier avec un détachement professionel. mais toujours équitables at protecteurs des faibles et des innocents Mais cetta image a été bouleverséa par la séquence de vidéo d'un amateur de Los Angeles (le Monde du 7 mars 1991), projetée à plusieurs reprises sur le petit écran. Des millions d'Américains ont été surpris at choqués par le spectacia d'un automobilista noir, à terre, les menottes aux mains, frappé plus de cinquante fois avec achamement à coups de bâton, at brutalement piétiné par plusieurs policiars blancs da Los Angalas, qui trouvaient, semble-t-il, un certain plaisir à dis-

traira una dizaina da leurs cama-

radas qui ne bronchèrant pas

devant ce passaga à tabec d'une

axceptionnelle violence. Depuis,

quinze mille plaintes pour brutalités policières déposàes dans tout le pays. Mais ces violencas continuant. A Naw-York, au cours des demières semaines, cinq policiers sont accusés d'avoir bettu puis étranglé en le serrant trop fort à la gorge un homme suspect d'avoir volé une automobile. Beaucoup de victimes da ces violences policières, en grande majo-rité des Noirs ou das hispaniques. sont sortis da leur réserva pour

racontar en détail les sévices qu'ils avaient subis. Du coup, les grandes s minorités dénoncent le racisme des policiars et damandant avec vigueur le renvoi de M. Gates, chef de la polica de Los Angeles. La Maison Blancha a pris

conscianca des retombées politiques de l'incident da Los Angeles. La têche du président Bush, s'efforcant d'obtanir du Congrès une législation ami-crima, invitant las policiers et les juges à une pression plus vigoureuse, s'en trouve compliquéa. En outra, ses lians avac M. Gates sont embarrassants. Le chef de la police a en effet active-

quatre policiers ont àté arrêtés pour ment participé à la campagne élec-être traduits en iustice, et les auto-torale de M. Bush en 1988. Et par une malheureuse colincidence, deux jours après l'affaire da Los Angelas, le présidant féliciteit M. Gates comme eun des héros de 

#### Déclarations provocantes

Dans ses déclarations ultérieures, la présidant Bush certes s'est déclaré «indigné», mais il a refusé de condamner son ami politique. «Il a été un chef de police exempleire (...) at qui a droit à la perole », a-t-il cit. Mais, prudemment, le président a pris ses distances en rappelant à juste titre qua l'affaira concernait essentiellement les autorités de Los

En fait, M. Gates, qui refuse da démissionner, est bien protégé par un réglement de 1937 prévoyant que ni le maire ni les autorités administrativas ne peuvent renvoyer la chef de la police sauf en cas de « mauvaise conduite » ou de « défaillance délibéréa dans l'exercica da ses fonctions ». Ce qui a conduit la maire noir da la ville M. Bradley, qui a efforçait en vain da modifier ca texte réclementaire, à se déclarer solidaire des organi-

M. Gates est un homme sévère.

sans doute intègra, très rigoureux envers les autres at lui-même mais qui multiplie les déclarations provocantes, il a un jour qualifié de «paresseux» ses subordonnés hispaniques, traité de « grue » une journaliste de la télévision dont il n'aimait pas las commentaires. En 1982, il fut réprimendé pour avoir suggéré que les Noirs étaient plus menacés da succomber qua « des gans normaux » lorsqu'on las maîtrisait par une prise à la gorge. A la même époque, il déclarait qua l'Union soviétiqua envoyait en masse en Californie des espions se présentant comme des luifs ém grés... Bien antendu, M. Gates affirme qu'il compte « besucoup d'emis noirs et juifs... ».

Les anquêteurs fédéreux doivent aussi apprécier les affets négatifs de la représentation inégale des minorités ethniques dans les effectifs policiers de plusieurs grandes villes. Ainsi à Los Angeles, où les non-Blancs représentent 60 % de la population, la proportion des policiars blancs dépasse 61 %. Salon le magazine Newswaak, 62 % des Américains estiment que les groupes athniques minoritaires

sont victimes des violences de la

Certes, les brutalités ne sont pas approuvées mais «expliquées» par les défenseurs de la police qui font valoir que le vague de criminalité, et surtout le surcroît de travail imposé aux policiers par la lutte contre la drogue, créent des réflexes de frostration et de violence. Enfin, un très grand nombre d'Américains, probablement la amajorité silencieuse», éprouve une certaine indulgence et peut-être même un sentiment de solidarité envers la police, qui accomplit un travail difficile. arrêtent les criminels, trop souvent bénéficiaires de la mansuérude des juges et qui, étant donné l'entas ment des prisons, sont libérés bien avant l'expiration da leurs peines. Enfin, peu da policiers accusés de brutalités sont condamnés. Sur anviron deux milla cinq cents affaires soumises chaque annéa è ancuêta, trente-cing inculpations ont été prononcées an 1990. En 1988, à New-York, des photographies de violences policières étavèrent cent vingt et une plaintes, mais aboutirent seulement à six inculpations et à aucune condamnation.

HENRI PIERRE

## **ASIE**

INDE: quarante-sept morts au Pendjab

## Les militants sikhs multiplient les actions terroristes

**NEW-DELHI** 

de notre correspondant

Alors que le gouvernement indien commencait à parler d'une relative amélioratioo de la aituatioo au Pendjab, voire à envisager que des élections puissent s'y tenir en même temps que les élections générales prévues pour ta fin mai, les militants sikhs ont choisi de refaire parler d'eux avec une extrême violence.

Quarante-sept personnes ont été tuées vendredi 22 mars, au cours de plusieurs incidents. L'un d'entre eux était manifestement destiné à prouver que la répression policière était sans effet sur la détermination des « fous du Khalistan » (la patrie mythique des indépendantistes sikhs), qui ont massacré 30 hindous à une douzaine de kilométres de Chandigarh, la capitale de l'Etat.

Une dizaioe de terroristes oot arrêté un autobus transportant des travailleurs. Prenant place à bord du véhicule, ils ont demandé au chauffeur de se rendre dans un lieu retiré. Après avoir intimé l'ordre à la demidouzaine de passagers sikhs de res-ter à bord, ils ont fait descendre les hiodous qu'ils ont massacrés avec leurs fusils d'assaut Kalachnikov. Dans le district de Ferozpur, dans l'ouest du Pendjab, oeuf personnes appartenant à des familles de policiers ont été tuées par un groupe de

La situatioo au Pendjab, où 3 784 personoes ont été tuées en 1990, s'était légèrement améliorée depuis la nomination, en décembre dernier, d'un oouveau gouverneur, le général O.P. Malhotra. Le premier ministre, M. Chandra She avait fait des offres de négociation aux militants sikhs, envisageant même de modifier la Constitution dans le sens d'une plus grande auto-

M. Shekhar avait choisi comme

ioterlocuteur et iotermédiaire M. Simranjit Siogh Mann, uo ancien policier et militant, aujourd'hui député. Répoté modéré, celui-ci a exhorté les représentants des organisations terroristes les plus dures à oégocier avec le gouvernement. Le résultat s'est révélé peu encourageant : à force de vouloir se rendre acceptable par les uns et les autres, M. Mano est rejeté par les militants et, de facto, jugé non représectatif par le gouvernement. Les partis politiques sikhs soot aujourd'hui atomisés en de multiples grou-puscules. Et la crise du Pendjab perdure, notamment parce que ni les modérés oi les militants n'oot de chefs capables d'imposer un semblant d'autorité.

LAURENT ZECCHINI

#### CAMBODGE

#### Le prince Sihanouk accuse le Vietnam d'intensifier les combats

Le prince Norodom Sibanouk a appelé samedi 23 mars l'todonésie, la France – coprésidentes de la Conférence de Paris aur le Cambodge -, ainsi que les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies à faire pression sur le Vietnam, qu'il a accusé d'être responsable de l'actuelle inteosification des hostilités dans son pays. Dans un communiqué publié par son bureau à Pékin, te chef de la résistance khmère seur a demandé de « faire quelque chose » pour ameoer Hanol à retirer sans délai loutes ses troupes du Cambodge et à accepter dans soo intégralité le plan de paix de l'ONU.

all y a au Cambodge une très dangereuse intensification de lo guerre due à l'intervention de plus en plus visible et impudente des troupes du Vietnam », a affirmé le prince. Hanoi « lance offensive sur offensive contre les trois armées de lo résistance », s'efforçaot « d'empecher l'écroulement » du régime de Phnom-Penh et souhaite a détruire totalement le processus de paix conçu par les Cinq du Conseil de sécurité et le secré**JAPON** 

## MM. Bush et Kaifu se rencontreront à Los Angeles le 4 avril

Le président américain et le premicr ministre japonais se rencontreront le 4 avril à Los Angeles, a annoncé vendredi 22 mars la Maison Blanche à l'issue de la visite de deux jours à Washington du chef de la diplomatie nippoone, M. Taro Nakayama. Le porte-parote de la Maison Blanche a indique que M. Bush comptait discuter de l'après guerre avec M. Kaifu et te remercier de la contribution japonaise à l'effort de guerre allic contre t'trak.

Lors de sa visite, M. Nakayama a remia aux autorités américaines environ six milliards de dollars. premier versement sur la somme de prés de neuf milliards promise à Washingtoo. Le reliquat devrait etre verse le moia prochain; une partie est, selon M. Nakayama, destinée à la Grande-Bretagne et à la Fraoce. Le ministre oippon a par ailleurs affirmé qu'il était parvenu à mettre fin à la brouilte nippo-américaine provoquée par l'altitude de Tokyo dans la crise du Golfe et par le différend commercial entre les deux pays.

D'autre part, lo secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir a annonce vendredi à Tokyo qu'il comptait protaire général de l'ONU v. - (AFP.) poser à M. Gorbatchev, lors de sa

prochaine visite à Moscon, un nouveau plan en deux étapes pour ta rétrocessioo au Japon des quatre îles Kouriles qu'il revendique. M. Icbiro Ozawa souhaite que l'URSS rende dana un premier temps deux îles, puis les deux autres plua tard. « Notre position reste que nous voulons la restitution des quatre îles. Mais il y a le problème des habitonts [soviétiques] des deux dernières. Celo prendra du temps pour le régler et pour que ces iles puissent être restituées. »

En échange, M. Ozawa a confirmé que son pays était prêt à aider FURSS, sans toutefois avancer aucun chiffre. Mais le quotidien Yomiuri, citant des a hauts respansobles du Kremlin », a fait état d'une proposition japonaise de vingt-huit milliards de dollars. Cependant, M. Boris Eltsine, président de la Fédération de Russic, a déclaré vendredi que tout accord sur les Kouriles, qui font partie de la Fédération, serait invalidé sans son accord. «Le Jopon est un pays qui partage sa frontière avec la Fédération (...). Si l'on signe un accord sur des territoires concernant la Russie, nous considérerons un tel accord comme invalide», a-t-il prévenu. - (AFP, Reuler, AP.)

SOUDAN : entrée en vi Amputation flagellation

qui, quire la peine de mort, pe la Regulation et la crisificio est entré an vigueur au Soude vendred 22 mars, dans k régions à majorité musulman place la législation . 1983, élaborée par la régime maréchal Gaefer El Nemelry suspendue après le chute dictateur, en 1985.

Ce nouveau texte prevoit tro catégories de crimes et de se tences. Les houdoud (pent islamiques) senctionnent l'ad-tère per le lapidation, le meut et l'apostade par l'exécute capitale, le vol par l'amputate de la main droite au niveau poignet; la consommation d' cool et la differeillen per la f geliation, le voi à main armée la rébellion armée contre l'Es per l'amputation de la ma droite et du pied gesche, sun

Le gases (telion) punit l'acti criminelle per un acte identiq en retour (cell pour cell, de nour dend. Le teazir est l'app cation d'une peine de substit tion moins rigoursuss que l houdoud. La flagalistion pours être appliquée aux pr sonnes de plus de solxante o

## **Emeutes vi** réprimées

Lies manifestants, suivis par également à la réprésentation de BIRD et de la Banque mondule, quartier de l'hôtel de ville et à commercial ont etc mis à sac. Sea route de l'aéroport, une station d' sence, supposée appartenir à dignitaire du régine, était égalere incendice en début de matin a Tout le monde est dans la rue et situation est quasi insurrectionneile résumait un témoin.

L'Association des élèves et é diants du Mali (AEEM); qui av-lance, mexeredi, nat grève de qu tante huit beures, a imaginait sa doute pas que la marche de prote tanon de vendredi, destinée à obte une augmentation des bources et création d'une commission undep dante pour enquêter sur la most plusieurs élèves en janvier et férm pournerait ainsi à la tragédie. Il a fallo artendre 17 heures per qu'un semblant de circulation pun eprendre dans les racs, jouchous

pierres et de poeus mai éteints. L

SUPERFICIE: 1 240 000 kg

POPULATION: 8.1 milli d'habitants, répartis en line vi taine d'athnies dont les p importantes sont les Bands Malitikés, Dogons, Peuls, grafs, Maures et Tourings CAPITALE Bank LANGUE OFFICIELLE - Is ft

HISTOIRE colonia franc sous le nom de Sondan, dest le Mali après l'éclatement d fédération formés avec le Séné iddiration formée avec le Série le pays acquiert son indépende en 1960. Le République en 1960. Le République de 1960 a repaire Montain pais par le général Montain coup d'Ess militaire en 1976 au coup d'Ess militaire en 1976 périeral l'Institut (1977). TONS depais 1976 périeral l'Institut de l'Institut (1978) en paris lunique l'Air paris lunique l'Air paris lunique l'Air paris lunique de l'Air paris lunique de l'Air paris lunique de l'Air paris lunique de l'Air paris l'A

nale Stro. ECONOMIE

## Amputation, lapidation, flagellation, crucifixion...

Le nouveau code pénal fondé sur la charia, la loi islamique, qui, outre la peina de mort, prévoit l'amputation, la lapidation, la flegellation et la crucifixion, est antré en vigueur au Soudan, vandredi 22 mars, dans les régions à majorité musulmane. Il remplace la législation da 1983, élaborée par le régime du maréchal Gaafar El Nemalry et suspandua après la chuta du

Ce nouveau texte prévoit trois catégories da crimes et de sentences. Les houdoud (paines islamiques) sanctionnent l'adultère par la lapidation, le meurtre at l'spostaela par l'axécution capitale, la vol per l'emputation de le main droita eu niveau du poignet, la consommation d'alcool et le differnation par la flageliation, le vol à main armée ou la réballion armée contre l'Etat per l'amputation da le main droite et du pied gauche, suivie

Le gasas (talion) punit l'action criminelle per un acte identique en ratour (cail pour cail, dant pour dent). Le taezir est l'application d'una peina da substitution moins rigoureuse qua les houdoud. Le flagalletion na pourra êtra eppliquée aux perans ou de moins de dix-huit

La nouvelle législation interdit toutefois l'intrusion dans la vie privée. Contrairement à ce qui se passait précédemment, il ne sera pas permis d'exiger d'un homme et d'une femme se promenant ansamble an public da prouvar laur état marital. En outre, selon des informations recueillies dans les milieux spécialisés, les peinas prévues par la nouveau code ne seront pas appliquées rétroactivement.

L'entrée en vigueur de la charis intervient concurremment svec la mise en placa du régima fédéral décidé récemment par le gouvernement militaire soudanais et qui permet aux régions à majorité non musulmana da se doter da leur propra syatèma

Pluaieurs centaines de personnes evaient été amputées, entra 1983 et 1995, an vertu des lois islamiques instaurées par la régima du maréchal Nemeiry. Un célèbre cas d'exécution capitale pour apostasia avalt égelement bouleversé l'opinion internationele, an février 1985, celui de l'humaniste Mahmoud Mohammed Teha, le chef des Frères républicains, égalament sumommé la

ÉTHIOPIE : des dizaines d'Occidentaux quittent le pays

## Les rebelles nordistes progressent vers Addis-Abeba

SOUDAN

KHAPTOUM

sants européens, dont une cinquantaine de Français - épouses d'expatriés et leurs enfants, pour l'essentiel, - ont quitté l'Ethiopie à la fin de semaine demière (1); d'autres pourraient les suivre au cours des prochains jours, en cavançants volontairement la date de départ des vacances de Pâques, viennent d'indiquer des sources autorisées à Addis-Abeba. Estiment la situation suffisamment «sérieuse» pour permettre à ceux de leurs ressortissants qui le souhaitent de bouclar leurs valises, les ambassades européennes, comme celle des Etats

Unis, n'ont cependant donné

aucune consigne formelle d'éva-

«La vie quotidienne est calme, tout fonctionne normalement, mais les gens sont très inquiets», confie un habitant de la capitale, « Depuis la chute des provinces du Godjam et de Gondar, la plupart des Ethiopiens se disent que, cette fois-ci, le régime est fini.» L'absence de réaction de l'ar-mée gouvernementale face aux avancées des maquisards nordistes du Tigré et de l'Erythrée, et, surtont, la facilité apparente avec laquelle les rebelles tigréens out pris, la semaine dernière, le contrôle de la province du Godjam (Nord-Ouest), intriguent et angoissent les habitants d'Addis-

Les hauts plateaux de la province du Godjam ne constituent-ils pas un des fiefs de l'ethnie amhara, très isrgement représentée au sein de l'équipe gouvernementale? Le rallie-ment d'une partie des Amharas ou, du moins, leur complicité avec les rebelles tigréens, serait de bien mau-siès ausure pour le présine du présivaise augure pour le régime du prési-dent Menguistu. Aggravant l'inquie-tud: qui prévaut à Addis-Abeba, la radio des maquisards du Front popu-laire de libération du Tigré (FPLT) a affirmé, dimanche, que deux divi-sions gouvernementales, qui avaient tente une contre-offensive pour reprendre cette province, avaient été « totalement anéanties ».

Mardi 19 mars, la radio rebelle disfusait un nouveau bulletin de vic-toire : la localité de Mezezo, dans le nord de la province du Choa, serait, depuis le 14 mars, aux mains des maquisards. Or Mezezo est située à moins de 150 kilomètres de la capitale éthiopienne. Vendredi, c'est une ville voisine de Mezezo, Sela-Dingay, qui serait, à son tour, tombée sous le qui scrait, à son tour, tombée sous le contrôle des guerilleros du Front populaire révolutionnaire et démo-cratique éthiopien (FPRDE) – qui regroupe quaire mouvements armés, et oû dominent les Tigréeus du FPLT.

La situatinn militaire n'est guère plus brillante dans le Nord-Est, autour d'Assab, le grand port de la mer Rouge, contre lequel les troupes du Front populaire de libération de l'Erythrée ont laucé l'assaut, et sutour de Dessié, importante localité aituée à moins de 300 kilomètres d'Addis-Abeba, que l'armée régulière semble avoir bien du mai à défendre.

#### Bronille avec Israël

Ces difficultés sont d'autant plus préoccupantes pour le pouvoir en place qu'elles ont coïncidé avec une matiques avec Israël. Jérusalem a reproché à Addis-Abeba d'avoir cessé, depais trois semaines, d'accor-der des visas de sortie aux Falachas (juifs éthiopiens) désireux d'émigrer en Israël. L'affaire est devenue à ce point sérieuse que le premier minissans que l'on en connaisse l'ampleur.

Ce n'est qu'en début de soirée que le chef de l'Etat, le président Moussa intervenir « personnellement » pour

règler le litige. Depuis la fin 1989, entre 3 500 à 4 000 juifs éthiopiens auraient réussi à emigrer en Israël. Forte de 12 000, voire 20 000 mcmbres, seion les sources, la enmmunauté falacha constitue un objet de chantage évident entre les deux capi-

ADDIS ABEBA

Le président Menguistu, que l'on soupçonne d'avoir marchandé le départ des Falachas contre un soutien militaire d'Israël, se serait-il moniré trop gourmand ou trop impatient? Jérusalem avait d'abord tenu l'interruption de la délivrance des visas pour une sorte de panne «technique et temporaire». Le ministère israélien des affaires étrangères avait même cru bon d'affirmer que ce dossier n'avait « aucun rapport » avec des demandes de livralson d'armes de l'Ethiopie. Quoi qu'il en soit, le résultat est là : des milliers de Falechas, candidats au départ, se trouvent aujourd'hui bloqués. Gondar pour venir à Addis, et ils ont du accepter, par ècrit, d'abandonner leurs biens », rapporte une source digne de foi. Certains d'entre eux, qui n'ont pas eté reconnus comme puifs», euront donc tout perdu dans leur périple. Après trois semaines d'incertitude, la brouille israéloéthiopienne - la première, officielle, depuis la reprise des relations diplo-matiques en novembre 1989 - vient d'être provisoirement résolue : deux cent vingt Falachas sont arrivés, vendredi, en Israel, et quelque quatre cents autres devraient suivre dans les

CGADEN

BALE

DE DIEGUTI Gold GALON

**CATHERINE SIMON** 

(1) La communauté française en Ethiopie

## Gandhi soudanais. - (AFP.) sonnas de plus da soixante-dix **Emeutes violemment** réprimées au Mali

Les manifestants, suivis par des bandes de casseurs, s'ea sout-pris également à la représentation de la BIRD et de la Banque mondiale. Le quartier de l'hôtel de ville et une route de l'aéroport, une station d'essence, supposée eppartenir à un dignitaire du régime, était également incendiée en début de matinée. «Tout le monde est dans la rue et la

L'Association des élèves et étn-diants du Mati (AEEM), qui avait lancé, mercredi, une grève de quarante-buit beures, n'imagineit sans doute pas que la marche de protes-tation de vendredi, destinée à obtenir une engmentation des bourses et la création d'une commission indépendante pour enquêter sur la mort de plusieurs élèves en janvier et février, tournerait ainsi à la tragédie.

situation est quasi insurrectionnelle»,

résumait un témoin.

Il a fallu attendre 17 heures pour qu'un semblant de circulation puisse reprendre dans les rues, jonchées de

patrouilles de police enntinuaient à quadritler la ville mais le dispositi de sécurité notamment les blindes légers déployés dans la journée, se faisait nellimient plus discret. Tandis que le calme revenait, l'opposition faisait connaître les premiers bilans des victimes.

#### Etat d'urgence dans les villes

Selon le docteur Bokri Treta, membre de l'Alliance pour la démo-cratie au Mali (ADEMA), dix-buit cadavres ont été amenés à la morque de l'hôpital Gabrici-Touré et un dix-neuvième dans une etinique de Bamako. D'anrès un autre opposant, M' Dembe Diallo, président de l'Association malienne des droits de l'homme et membre du Comité national d'initiative démocratique (CNID), vingt-cinq enrps ont èté recensés à la morgue de la capitale.

L'arrivée d'une équipe belge de Médecias sans froutières (MSF) e été annoncée, vendredi soir. Le person-nel médical mahen semble, en effet, totalement débordé par l'afflux des blessés - trois cents à quatre cents, pierres et de pneus mai éteints. Des , selon les sources. Certains de ces

blessés, dont les membres inférieurs ont été déchiquetés par des grenades ou par des balles, ont dû être amputés. Des manifestations ont également eu lieu dans physicurs villes de province, notamment à Kayès, Ségou, Sikasso, Mopti, Gao et Kati, sans que l'on en connaisse l'ampleur.

Traoré, dans un message à la nation, a lancé un appel eu calme et a affirmé sa « totale disponibilité » à onvrir le « dialogue et la consultation y pour trouver « des solutions durables à ces différents problèmes. congrès de l'Union démocratique du peuple malien (le parti unique eu pouvoir), prévu jeudi 28 mars à Bamako, devrait étudier la mise en place du multipartisme, le président Traore s denoncé les violences « que rien ne peut justifier » et a annoncé l'instauration de l'état d'urgence dans

les principales villes du pays. Les syndicalistes de l'Union nationale des traveilleurs du Mali (UNTM, centrale unique) ainsi que les militants de l'opposition ont exprime leur «solidarité» svec les manifestants et ont décidé la création d'une coordination \* pour renforcer l'unité d'action en vue de l'avènement d'une société démocratique et pluraliste au Mali». Aucun mot d'ordre de grève on de manifestation n's cependant été lancé. - (AFP, AP,

# Soleil. Embarquement immédiat.



Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris du 15 mars au 28 avril 1991, sauf sur Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Saint-Martin où les Iarifs sont valables du 15 mars au 5 avril et du 13 mai au 16 juin sur vol Air France ou Aéromaritime, et sur Tel Aviv et la Réunion du 13 mai au 16 juin. Des tarifs exceptionnels existent également au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence

Air France ou de votre agence de voyages.

C'est le moment!

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVIº JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la reglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale,

8,1 millions d'habitants

Le Mali fait pertie des pays riverains du Sahara at du Sahel semidésertique. SUPERFICIE: 1 240 000 kilo-

POPULATION: 8,1 millions d'habitanta, répartis en una ving-teina d'ethnias dont lea plua importentas aont les Sambaras, Malinkés, Dogons, Paula, Son-ghaïs, Maures et Touarega. 8 ameko CAPITALE :

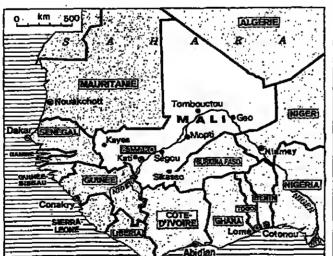
LANGUE OFFICIELLE : le fran-

RELIGIONS : muaulmans 94 % da la population, chrétiens 4 % et animistes 2 %. HISTOIRE: colonia française soue le nom de Soudan, devenue

la Mali après l'éclatament da la fédération formée avec la Sénégal,

la pays acquiert son Indépendance en 1960. La République eat d'ebord présidée par Modibo Keita, puis par le général Moussa mil, sorgho), coton, or. Traoré, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire en 1968. INSTITUTIONS : depuis 1879, le général Traoré e instauré un régime « civil » de type présidentiel evac un parti unique, l'Union démocratique du pauple malien (UDPM), et une essemblée natio- 1 800. nale élue.

ECONOMIE: Ressourcee : céréales (riz,



- PNB/habitant : 230 dollars. - Datte extérieura : 2,2 miltiarde de dollars.

FORCES ARMEES : 7 300 hommes. Gendarmerie :

Le Mali est membre de l'OUA. de l'Organisation de la conférence

nomique de l'Afrique de l'Oues: (CEAO), de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), de la zone franc, du CILSS (Cominé inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel), de l'Organisation de mise en valeur du flauva Sénégal (slamique, de la Communauté éco- (OMVS). - (AFP.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE: malaise au Parlement

## Publication d'une liste de députés ayant collaboré avec l'ancienne police politique

correspondance

L'Assemblée fédérale a connu, ven-dredi 22 mars, sa journée la plus dra-matique depuis la « révolution de velours». Dans un climat pesant, le porte-parole de la commission d'en-quête parlementaire sur la journée du 17 novembre 1989, M. Petr Tnman, a rendu publique une liste de dix députés qui étaient des agents de la STB, l'ex-police politique communiste. Son rapport et le débat, qui a duré huit heures, ont été retransmis en direct par la radio et la télévision.

Devant une assemblée au complet, M. Toman a dévoilé les nums des parlementaires fichés comme collaborateurs dans les archives de la STB, Il n'a toutefois pas révélé les noms de sept autres députés qui ont démissionné après avoir reconnu une

« coopération immorale » avec la STB, ni précisé si d'ex-agents s'étaient infiltrès au gouvernement ou à la chancel-lerie présidentielle.

Les principeux ténors politiques étant absents de la liste, le rapport a provoqué peu de surprises, à l'excep-tion des révélations sur M. Jan Kavan, un ex-dissident membre du Fnrum civique et ancien responsable de Palach Press, l'agence de presse de la dissidence tchécoslovaque à Lon-dres, où il se trouvait en exil.

Bléme et tendu, M. Kavan a nié avoir été un informateur de la STB en 1969 et 1970 en Grande-Bretagne, où il était président de l'Union des étudiants tchécoslovaques émigrés dans ce pays. Il a, en revanche, reconnu avoir été à cette époque en « contact avec le responsable des affaires scolaires de l'ambassade tchécostoraque sans savoir s'il était un

de nombreux exilés et dissidents tché-coslovaques pour son rôle de portemouvement de défense des droits de l'homme fondé par le président Vaclav Havel. M. Petr Uhl, ancien opposant, actuel directeur de l'asence de presse CTK et député de l'aile he du Forum civique, a réclamé a des preuves concrètes» de la collaboration de M. Kavan, qui, à la différence des neuf autres, n'était pas classé dans la rubrique «agents».

La commission n'a d'ailleurs décidé que la veille au soir, et par six voix contre cinq, qu'il ferait partie de la «charrette», avec deux autres députés du Forum civique (l'économiste Rudolf Zukal et l'acteur Petr Burian), quatre communistes, les deux principaux dirigeants des autonomistes moraves et l'ex-numéro un du Parti

cik, déjà accusé de collaboration en juin dernier. Tous ont également rejeté les accusations de collaboration avec la STB et annoncé leur intention de faire appel aux tribunaux pour être lavés de tout soupçon.

Certains estiment à Prague que l'affaire Kavan a été provoquée par certains partis - tout l'échiquier parlementaire est représenté dans la commission - afin de ternir l'image de la commission et de la dissidence Michal Kocab, chanteur de rock et député du Forum civique, n'a pas caché que «le cas Kavan jette une ombre sur les travaix de la commission, qui a mis côte à côte des noms qui n'auraient jamais du l'être, sans nettre de définir les vrais agents».

MARTIN PLICHTA

de notre correspondant

M. Jesn Ziegler, député de

Genève au Parlement belvétique et

professeur de socialogie, pourra

être traduit en justice en Suisse

pour des attaques qu'il a proférées

dans ses écrits contre diverses per-

sonnalités. Ainsi en a décidé, ven-

dredi 22 mars, le Conseil national (chambre basse), en refusant, par 97 voix contre 72, d'étendre son

immunité parlementaire à ses

C'est à la suite d'une plainte en diffamatinn dépasée par un

humme d'affaires genevois,

M. Nessim Gaon, que les chambres

être traduit en justice pour ses écrits

ALLEMAGNE: contre l'avis de la municipalité de Munich

## Un tribunal bayarois autorise la tenue d'un congrès de « révisionnistes »

Le tribunal administratif de Bavière a annnulé, vendredi 22 mars, la décision des autorités municipales de Munich interdisant la tenue d'un congrès d'historiens négateurs de l'Holocauste dana la capitale bava-

BONN

de notre correspondant

Organisée à l'initiative du diricant néo-nazi bavarois Ewald Althans, cette manifestation devait réunir, samedi 23 mars, les principanx porte-parole du courant dit « révisionniste » : le Français Robert Faurisson, le britannique, David Irving, l'Allemand Ernst Zündel et l'Américain Fred Leu-

nancer sur l'ouverture éventuelle

de poursuites judiciaires contre le

conseiller socialiste. Dans une let-

tre parue en 1989, puis à la télévi-sion romande, M. Ziegler avait

traité M. Gaon à la fois de « spécu-

lateur immobilier » et de « trafi-

quant de pétrole et de coton afri-

cain », Entendu par nuc

cummissiun parlementaire, le

député genevuis avait répété qu'il

maintenait ses affirmations. Même

si le Conseil pational n'a pas direc-

tement pris position sur le principe

de l'immunité, sa décision équi-

vant pratiquement à sa levée, ce

qui ne s'était plus produit depuis

Selon M. Ziegler, cette décision

est «un acte de vengeance» de ses

adversaires contre son dernier livre

ouvrage polémique sur le blanchi-

ment de l'argent sale et l'affaire

Kopp, a déjà valu à son auteur et à

son éditeur, Le Seuil, plusienrs

procès en France et en Allemagne.

Personnalité contestée jusque dans

les rangs de son propre parti,

M. Ziegler a été comparé à

M. Jean-Marie Le Pen par un de ses collègues du Parti libéral, qui

lni reprochait des propos « aux

relents d'antisémitisme » et ses

amitiés avec certains dirigeants

1939 en Suisse.

**EN BREF** 

de l'année dernière une salle du Deutsches Museum de Mnnieh d'une capacité de 2400 places pour y organiser un « show multimédia à la gloire du combat pour la liberté

de parole ». Abusée par cet intitulé, la direction du musée avait donné son avai pour la location, d'autant plus facilement qu'elle avait été payée d'avance.

ehter. Dans l'esprit des nrganisa-

teurs, cette rencontre internatio-nale était destinée à donner le plus

large échn au dernier en date des

écrits pseudo-scientifiques visant à nier la réalité des chambres à gaz.

Il s'agit du rapport de l'ingénieur américain Fred Leuchter, publié en

1988 aux Etats-Unis, qui s'attache

à démontrer que l'extermination massive des juifs dans les camps

nazis était impossible pour des rai-

sons « techniques ». Ewald Althans

et ses amis, actifs au sein d'un

Office de formation de la jeunesse

allemande, avaient retenu à la fin

#### « Avenglement politique et moral »

Informés au début de cette semaine de la nature réelle de la manifestation, les responsables du Deutsches Museum annulaient le contrat de location pour « tromperies. La mairie de Munich, compétente pour autoriser les manifestations publiques, interdisait de son côté le eungrès. Les organisateurs avaient porté les deux affaires devant le tribunal administratif de Bavière réuni en procédure d'urgence. Celui-ci a dunné raison an musée, mais annulé l'interdiction municipale. Les organisateurs ont annuncé jeudi soir leur intention de tenir leur réuninn dans une antre salle, sans toutefois en révéler l'adresse pour éviter la tenue de manifestations bostiles, annoncées

Munich. Le ministre bavarois de l'intérieur, M. Edmund Stoiber (CSU). s'est déclaré « extrêmement décu La Suisse lave plus blanc. Cet | que le tribunal administratif n'ait pas vu le danger extremiste d'une réunion de « révisionnistes ». Une loi, votée en 1987 par le Bundestag et comme sous le nom de « loi du mensonge d'Auschwitz » prévoit des poursuites contre les personnes

## Le député Jean Ziegler pourra

par un Furum antifasciste de

qui diffameraient la mémoire des victimes des nazis.

Le président du Conseil central des juifs d'Allemagne, M. Heinz Galinski, a également critiqué très vivement la décision du tribunal bavarois qu'il accuse de « total aveuglement politique et moral». LUC ROSENZWEIG

#### URSS: devant des ouvriers à Leningrad SUISSE : personnalité contestée

## M. Eltsine relance l'offensive contre M. Gorbatchev

cruciale pour lui, du Congrès des députés du peuple de Russie, le président russe, M. Boris Eltsine, a demandé aux ouvriers de Leningrad de le soutenir dans la partie qui l'oppose au numéro un soviétique, M. Mikhail Gnrbat-

Prenant la parole dans une salle de l'usine de tracteurs Kirny, M. Eltsine, dont l'intervention a été retransmise par la télévisinn de Leningrad, a réaffirmé qu'il ne pouvait y avnir de compromis entre M. Gorbatehev et lui-même. Ses dernières rencontres avec le président soviétique, a-t-il dit. l'ont

convaineu que M. Gorbatchev n'avait aucunement l'intention de se muniter conciliant avec la Fédération de Russie. « C'est pourquoi je prends mes distances avec la politique du président, et c'est pourquoi votre soutien est très important pour moi », a-t-îl poursuivi.

M, Eltsine s'est fait ovationner lorsqu'il a rappelé que « les mineurs en grève exigent la démission du pré-sident Gorbatchev». Il a rappelé que les dirigeants de Russie avaient demandé au premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, de recevoir d'urgence des représentants des mineurs. Mais, a ajouté M. Eltsine, « Pavlov fait encore des caprices ». Le président de Russie a encore accusé la direction soviétique d'avnir a ruiné le pays pendant ces six ans ».

Les ouvriers de l'usine Kirov se sont engagés à se mettre en grève si M. Eltsine était renversé par les conservateurs, lurs de la réunion du

bassins hnuillers d'URSS, les mineurs de Karaganda, au Kazakhstan, unt décidé de suspendre leur monvement pendant trois mois à la suite d'une rencontre avec le président kazakh, M. Noursnultan Nazarbaiev, nnt indigné vendredi les Izvestia. De leur côté, les mineurs des gisements d'or de Sibérie unt repris le travail après deux jours de grève, selon l'agence Tass.

Congrès des députés de Russie le 28 Par ailleurs, alors que la grève des mineurs se poursuit dans d'autres

(Reuter, AFP.)

léthargie. Le gouvernement a aussi l'absence de Bourse des valeurs prumis que dans les prochaines semaines, le Parlement adoptera un mais des contacts unt été pris avec nouveau code de commerce et une dier - et des locaux trop exigus pour loi sur les investissements étrangers. accueilir les centaines de clients qui se pressent tous les jours dans les

L'étranger qui débarque aujour-d'hui à Sofia sera aussi surpris par... l'absence de marché noir sur les escaliers de l'immenble. Autre «heureux»: ce commerevises. Certes, il y aura toujours un çant habile qui remplit en Grèce des chauffeur de taxi pour vnus propocamions-citemes avec de l'essence et ser un taux avantageux, certes le revend celle-ci, au prix fort et en dollar reste encore le sésame obliga devises, aux Sofiotes pressés, et toire pour se procurer certains services mais plus personne n'est accosté dans la rue par les dizzines de «changeurs» clandestins. Pour la riches, qui sont las de passer des houres et des houres à faire la oneue devant les stations-service. Les autobonne raison que le gouvernemer sur les conseils des autorités mus rités bulgares tentent de lutter contre le marché noir. Dimanche taires internationales, a décidé de faire coïncider, comme cela se passe 17 mars, la police est intervenne dans des foyers de travailleurs en Hongrie par exemple, le taux immigrés de Sofia, accusés d'abriter des centres de trafic illégal de marchandises pratiqué par des onvriers vietnamiens dont les contrats ont

triés vers le Vietnam.

#### La force de la nomenklatura

expiré et qui attendent d'être rapa-

« Des malins. Il v en a beaucoun, il y en a même de plus en plus. Surtout, parmi les anciens membres de la nomenklatura qui profitent de leur contact avec l'étranger, et de la fortune qu'ils ont amassée pour réaliser des affaires juteuses. En revanche, on ne voit toujours pas apparaître, ou alors si peu, de véritables producteurs, de personnes qui veulent créer des entreprises », estime, à juste titre, un expert occidental.

Comme si dans leur découverte de l'économie libérale, les Bulgares, à l'image d'ailleurs des citoyens de la plupart des anciennes démocraties populaires, avaient totalement négligé ce qui constitue, jusqu'à preuve du contraire, le moteur de cette économie : la production. Et c'est précisément lorsque les autori-tés s'attaqueront à ce dossier que la Bulgarie risque de connaître les sou-

bresauts les plus violents. Lorsqu'il s'agira de faire des coupes sombres dans des administrations pléthoriques, de licencier les dizzines de milliers de travailleurs en surnombre dans des entreprises obsolètes et inopérantes alors la résistance des anciennes structures communistes dunnera tonte sa mesure. Il suffit de voir un ministre obligé de constituer lui-même ses dossiers, compte tenu du peu de confiance qu'il a dans son administration, pour se rendre compte de la force de cette nomenklatrura, déci-

dément indéracinable.

D AFRIQUE DU SUD : plus de 1 800 exilés et détenns sont amnistiés. - Le gouvernement n annoncé, vendredi 22 mars, l'amnistie de 1 833 détenus politiques et personnes exilées - pour la plupart membres du Congrès national africain (ANC). Parmi les amnistiés, figurent un membre du bureau poli-tique du Parti communiste, M. Mac Maharaj, et cinq militants d'extreme-droite. Aucun des bénéfi-

ment en prison. - (AFP, AP.) POLOGNE : barrages routiers de payaus. — Des agriculteurs pro-testant contre la politique du gou-vernement unt bloqué de nom-breuses routes de Pologne pendant quelques beures vendredi 22 mars, à l'appel de diverses neganisations paysannes, dont Solidarité rurale. — (AFP, UPL)

ciaires de l'amnistie n'est actuelle-

□ ROUMANIE : deux ministres retirent leur démission. - Les ministres roumains des finances, M. Teodor Stolnjan, et du com-merce et de l'industrie, M. Anton Vatasescu, qui avalent démis-sionné au début de la semaine pour demander une réforme des prix plus radicale, ont repris leur démission vendredi 22 mars, à la demande du premier ministre, M. Petre Roman, - (AP, Reuter.)

SÉNÉGAL : an moins cinq séparatistes de Casamance tués. -An mnias cinq séparatistes de Casamance (sud du Sénégal) ont été tués an cours d'affrontements, lundi 18 mars, dans le village de Kaguit, près de la frontière de Guinée-Bissau, a rapporté, vendredí, le quotidien dakarois le Soleil, Selon le journal, les rebelles qui venaient d'attaquer le village, blessant trois civils, unt été encerclés par l'ar-JOSE-ALAIN FRALON | mée, qui a ouvert le fen. - (AFP.)

o SOMALIE : évacuation d'une équipe de la Croix-Rouge. - Le Comité international de la Croix-Rouge a annoneé, vendredi 22 mars, qu'il avait temporaire-ment évacué ses représentants du nord de la Somalie, du fait de l'insécurité qui y règne. Les dix-neuf membres de l'équipe, présents à Berbera, ont gagné Djibouti. Par ailleurs, le délégué de la Commu-nauté économique européenne (CEE) a annonce, vendredi à Nairobi (Kénya), qu'une aide d'ur-gence de 12 millions de dollars avait été accordée à la Somalie. -

D YOUGOSLAVIE: DERIVERE rédacteur en chef à Politika. -M. Alexandar Prija, ancien ministre des affaires étrangères de Serbie, a été nommé vendredi rédacteur en chef par intérim du principal quotidien de Belgrade, Politika, a annoncé la télévision indépendante de Belgrade Studin B. Député du Parti socialiste (ex-communiste). M. Prija, cinquante-cinq ans, est un fidèle du président de Serbie, M. Slobodan Milosevic. - (AFP.)

n Le président tchécoslovagne Vaciav Havel à l'Elysée. - Le président tchécoslovaque Vaclav Havel devnit déjeuner à l'Elysée, samedi 23 mars, au cours d'nne brève visite à Paris clôturant ses déplacements à Bruxelles et à La Haye (le Monde des 21 et 22 mars). Le président Mitterrand et son hole devaient notamment s'entretenir des Assiscs de la confédération enropéenne qui dnivent se tenir en juin à Prague, à l'initiative du président français.

## Jours meilleurs en Bulgarie

Suite de la première page

En janvier, des manifestatinns, des grèves de plus en plus violentes emportent finalement le gouverne-ment de M. Loukanov qui cède la place à un juriste sans étiquette poli-tique, M. Dimitar Popov. Celui-ci forme, enfin, un gnuvernement de coalitinn et l'ensemble des farces politiques et syndicales décrètent une «paix civique» de deux cents jours : pas de manifestation, pas de

#### Réforme agraire

Né il y a soixante-trnis ans à Koula, une petite ville proche de la frontière yougoslave, dans une famille d'ecclésiastiques et d'intel-lectuels, M. Dimitar Popov n'a pas tardé à prouver qu'il voulait utiliser à plein cet état de grâce inespéré. Ce juge, à la réputation de sévérité bien établie, tranche, par son discours, ou plutôt par son absence de discours, sur l'ensemble d'une classe politique bulgare tellement à l'aise dans les

S'il n'appartient à aucun parti, M. Popov se défend d'être apolit, que et estime « conséquentes » ses convictions démocrates. Traduire : il n'a aucune affinité, et d'aucune sorte, avec le communisme. Orateur sans panache, le nouveau premier ministre – qui affirme n'avoir « pris encore aucune décision quant à son avenir politique», - s'il continue sur sa lancée, pourra se prévaloir, lors des prochaines élections générales, sans doute a l'automne, d'un hilan plus que satisfaisant. Les partis d'opposition, au vu de sondages qui assurent aujourd'hui d'une confortable avance sur les anciens communistes, souhaitent que cette consultation ait lieu des le printemps. Rompant l'engagement de ne pas manifester, près de cinquante mille personnes sont descendues dans les rues de Sofia, dimanche mars, pour exiger l'organisation d'elections en juin.

La décision de libéraliser les prix, le la février, a tout d'abord provo-qué un électrochoc. La viande coûte mjourd'hui huit à dix fois plus cher qn'il y a deux mnis : quarante-cinq levas le kiln, alors que le salaire moven s'établit autour de trois cents levas. Le prix de la charcuterie a été multiplié par dix, celui du pain par neuf... Conséquence de ces augmentations : les marchandises, stockées

1,

tant par les paysans que par les intermédiaires, ont de nouveau fait leur apparitinn sur les étals des magasins. « Avant, les produits ne coutaient pas cher, mais il n'y en avait pas. Aujourd'hui il y en a, mais on ne peut pas les acheter», ironisc une étudiante de Solia.

Comme si, difficilement, ehaotiquement, les Bulgares commeacaient à prendre des babitudes de «vrais» consommateurs. Ils apprennent à comparer, à regarder, à acheter en petites quantités au lieu de se précipiter sur la maindre marchandise offerte. Comme si, aussi difficilement et aussi chaotiquement, un semblant de marché se mettait en

officiel du leva avec ceiui du marché On a ainsi assisté début février à une scène qui aurait paru incroyable quelques mois plus tôt : de nomhreux Bulgares se sont précipités à



place. Les prix de la viande, nettement trop prohibitifs, n'étaient-ils pas, aux dernières nouvelles, en train de baisser à Sofia? Il fant dire que le strict contrôle des salaires pour ehaque leva d'augmentation à, ses employés, l'employeur duit ver-ser un leva à l'Etat - oblige les Bulgares à faire des prodiges d'économie ponr se procurer le stricti nécessaire. Mais la conclusion reste anime : a Cela va mieux. »

> La première banque privée

Autre motif d'espoir : l'adoptinn fin février d'une lni agraire (le Monde du 27 février) qui devrait permettre aux anciens propriétaires de récupérer leurs terres et, partant, de sortir l'agriculture bulgare de sa

la Banque nationale pour change sement amassés an conra des années, contre... des levas. Les taux avantageux proposés - vingt-huit levas, au lieu de trois précédem-ment, pour un dollar - justifient cet attachement soudain des Bulgares à leur monnaie nationale mais, là d'un nouveau comportement écono-

M. Svetlin Statkov, président de la première banque privée bulgare, explique qu'à cette époque sa banque a acheté en quelques beures pour 1 million de dollars de levas. Créée le 28 avril 1990, à l'initiative de l'Union des producteurs privés pour aider le secteur non nationa-lisé, cette banque veut se transformer en « vraie» banque. Deux pro-blèmes se posent à ses responsables :

## Les travaux du Parlement

## Le projet sur la solidarité financière entre les communes a été adopté par les députés

groupe communiste et de la majorité des députés UDF et UDC, le projet de réforme da la dotation globale de fonctionnement, qui devrait permettre un début de redistribution des aldes de l'Etat entre les communa richas et lea communes les plus défavorisées, a été adopté, en première

Une fois encore, les députés socia-listes ont préféré vendre la peau de l'avoir tué... Déjà réduit, la veille au soir, à moins de dix « permanents », le groupe socia-listes le pharacter de l'avoir tué... Déjà projet de loi, pour répondre, minute projet de loi, le secrétaire général du CDS a proposé d'instaurer un nou-projet de loi, pour répondre, minute dix «permanents», le groupe socia-liste, le plus nombreux de l'Assemblée nationale avec deux cent soixanterapporteurs socialistes (rocardieus) du projet de loi, pour répondre, minute après minute, aux quelque cent quatorze amendements qu'il restait à examiner après, déjà, deux journées de débats. Il a's pu, du même coup, qu'autoriser un vote bloqué, un bref moment, un peu avant midi, sur une partie du tente, ruis dans la nuit loes partie du tente, ruis dans la nuit loes. nationale avec deux cent soixante-quinze titulaires et apparentés, a sur-tont brillé par son absence, vendredi 22 mars, lors de la dernière partie de la discussion du projet de loi consacré à la réforme de la dotation globale de fonctionnement (le Monde du 23 mars). « C'est un phénomène origi-nal : tout s'est dégradé à partir du moment où l'UDC o amoné sa déci-sion de s'abstenir», constatait le prési-dent du groupe. M. Jean Auroux, partie du texte, puis dans la nuit, lors du vote final.

Habitué des longues courses en montagne et libéré, par ses électeurs, des obligations dominicales qu'implique l'exercice d'un mandat de maire, M. Pierre Mazeaud (RPR, Hauto-Samuel leaguest aurores dans la sointe de dent du groupe, M. Jean Auroux, dans l'après-midi. « l'ai beau les appe-ler au téléphone, ils me répondent M. Pierre Mazzaud (RPR, Hauto-Sa-voie) lançait encore, dans la soirée de vendredi: « Je me battrai, je suis capable de tenir jusqu'à dimanche!» « Je suis même persuadé que vous pou-vez tenir quinze jours », répliquait le ministre, d'un ton courtois, mais un peu las. Par chance pour hu, tandis que la garde rapprochée du maire de Paris continuait à batailler contre un projet qui, en effet, pénalise la capi-tale, mais au profit des villes de ban-lieue ou de province. M. Delebarra a qu'ils som plus utiles dans leur circons-cription, ajoutait-il. Il est wal que nous avons eu deux textes, cette semaine : l'un sur la paix, l'autre sur la solidarité. Il y o longiemps que nos députés n'étalent pas à pareille fête. Ils sont donc partis sur les estrades, pour van-ter les mérites de la loi...» En butte, au même moment, à une en outre, au même moment, a une opposition tenace, conduite par un quarteron de députés RPR, MM. Pierre Mazeaud, Robert Pandraud, Jean Tibéri et Jacques Toubon, le ministre d'Etat chargé de la ville sexbleit de la contraction de lieue ou de province, M. Deleberre a tout de même reçu le renfort du prési-dent du groupe UDF, M. Charles Millon, qui, après son collègne de l'UDC, a annoncé une « abstention vigilante». ville semblait, lui, prendre cette mau-

Mais, surtout, pour parachever sa tentative d'isolement du RPR, le ministre d'Etat a accueilli sans hési-

nuit du vendredi 22 au semedi 23 mars, par 288 volx contre 135.

Physicurs députés RPR, parmi lasquels MM. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, Philippe Séguin, maire d'Epinal, Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret, Patrick Devedjian, maire d'Antony, et Nicodérogé à le consigne de vote « contre » donnée per leur groupe, alors même que certalnes de ces villes seront désormais soumises au devoir de solidarité instauré par le projet du ministre d'Etat chargé de la ville, M. Michel Delebarre.

cière, appliqué cette fois aux départe-ments. Parmi les bénéficiaires de ce dispositif, figureraient, outre le dépar-tement de la Haute-Loire, vingt-quatre départements, dont la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, mais aussi la Nièvre et la Corrèze. « Je constate que Paris paierait pour la Corrèze », ironisa le rapporteur de la commission des lois, M. René Dosière (PS, Aisne).

En effet, parmi les quatorze départements considérés comme les plus riches, on relève ceux des Alpes-Mari-times, des Hauts-de-Seine, de l'Isère, du Rhône, de Haute-Savoie, des Yve-

lines et de Paris. « Mais alors, on est pénalisé une troisième fois!», s'excla-mait M. Jean Tibéri, premier adjoint le porte-perole du groupe centriste.

Celui-ci, M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne), donnait alors dans un raccourci la vraie mesure de cette tentative, somme toute modeste, de redistribution des ressources entre les collectivités locales : « Certains départements en sont au sevil de paywele. Pour ceux qui seront mis à contribution, le manque à gagner ne représentent jamais que le montant de leur budget de communication. » Tout était dit, La solidarité des pauvres, des petits et des sans-grade de l'opposition pouvait jouer contre la forte-

JEAN-LOUIS SAUX

## Les principales modifications

Barrot (UDC, Heate-Loire), un mécanisme de solidarité financière est institué entre les départements. L'effort de solidarité serait supporté par quatorze départements : Ain, Alpes-Maritimes, Doubs, Drôme, Isère, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Yveliaes, Essonne, Haute-de-Scine, Paris. Le prélèvement opéré est estimé à 150 millions de francs en 1992 et à 200 millions de francs en 1992 et à 200 millions de francs en 1992 et à

Il serait réparti entre vingt-cinq départements : Alpes-de-Hante-Pro-vence, Hautes-Alpes, Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Corrèze, Corse-du-Aveyron, Cantal, Correze, Corse-ou-Sud, Haute-Corse, Creuse, Dor-dogne, Gers, Indre, Landes, Haute-Loire, Lot, Tozère, Heute-Marne, Meuse, Nièvre, Hante-Saône, la Réunion, Guyane, Martinique, Gua-

· Le gouvernement a accepté de nésenter un rapport au Parlement, avant le 15 octobre prochain, sur les conséquences qu'anrait l'intégration des bénéficiaires de l'allocation logoment ou de l'aide personnalisée au logement dans le calcul de la noulogement dans le calcul de la nou-veile dotation de solidarité urbana, instituée par le projet de loi. Ce der-nier, à l'origine, ne retenaît comme base de calcul que le aombre de HLM, et nou l'ensemble des loge-ments ayant une vocation sociale.

· En cas de fermeture d'entreprises et donc de dimiaution sensi-ble des ressources perçues par les communes au titre de la taxe pro-fessionnelle, il sera sursis à l'appli-cation du prélèvement prévu pour le fonds de solidarité des communes de la régiou Île-de-France,

Pour les communes apparte-pant à un groupement de communes

à fiscalité propre, il sera tenu compte de la double fiscalité. 300 millions de francs environ en 1993.

e En raison du report de la session extraordinaire du Parlement, le prélèvement qui devait être opéré sur les ressources fiscales des communes les plus riches de la région lle-de-France n'aura pas lieu en 1991. Use enveloppe de prêts de 300 millions de francs (au lieu de 500 millions en régime normal) sera cependant mis, des cette année, à la dignosition des communes béaéfie ciaires du fonds de sotidarité de l'Ile-de-France par le groupe de la Caisse des dépôts et consignations.

## Le Sénat s'oppose à une refonte des listes électorales en Corse

22 mars, par 229 voix contre 86 (1), le projet de loi réfor-mant le statut de la Corse, après l'avoir profondément modifié. Une commission mixte paritaire députés-sénateurs devrait se réunir mardi 26 mars. En cas de désaccord, le texte reviendra devant les deux assemblées au début de la session ordinaire de printemps qui

commencere le 2 avril.

M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, indiquait en début de semaine, que les sénateurs lui sem-bisient avant tont «préoccupés par la reforte des listes électorales » prévue par le projet. Les propos virulents enregistrés dans l'hémicycle à l'occasioa de l'article prévoyant cette

refonte hii ont donné raison. Les représautants corses, MM. François Giacobbi (Rass. dem., Haate-Corse) et Charles Ornano (non-inscrit, Corse-du-Sud), out tonné contre la «suspicion» que cette dispo-sition «injurieuse» et «humiliante» faisait peser sur les élus de l'île. M. Jacques Larché (Rép. et ind., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois, a soupconné M. Pierre Joze d'evoir promis cette refonte aux nationalistes, ce qu'a vigoureusement contesté M. Mar-

Le Sénat a adopté, vendredi a assuré le ministre de l'intérieur.

2 mars, par 229 voix «Certaines listes, en Corse, sont gonflèes artificiellement; je pèse mes mots : cent soixante et onze électeurs mois : cen soixante et once electeurs pour une commune qui ne compte que quatre-vingt-douce habitants, ça frappe!», a ajouté le ministre de l'in-térieur. La majorité sénatoriale, après avoir supprimé deux dispositions essentielles du projet de loi, la réfé-rence au «peuple corse» et le conseil exécutif, e également fait disparaître l'article incriminé. An bout du compte, M. Marchand

An bout du compte, M. Marchand e pris acte de « la logique d'immobilisme» du Sénat, hostile à tout statut particulier, à laquelle il a opposé celle « de progrès » du goavernement. Après avoir fait part de sou « amertume » devant « l'intransigeance » du ministre, M. Larché a pronostiqué un échec de la commission mixte paritaire députés-énateurs, qui devrait se réunir mardi 26 mars . taire députés senarcas. réunir mardi 26 mars . GILLES PARIS

(1) Le RPR, les Républicains et indépendants, le Rassemblement démocratique et européen, la majorité du groupe centriste et les non-inserits out voté pour. Les groupes communiste (excepté M. Henri Bangou, apparenté, sénateur de la Gnadeloupe) et socialiste, amsi que cinq sénateurs centristes, MM. André Difigent, Henri Gurschy, Jacques Golliet, Louis Jung et Bernard Pellarin, out voté contre. M. Jean-Marie Girault (Rép. et ind.) s'est abarenu. M. Eienne Dailly (Rass. dem.) qui présidait la séance, MM. Paul Graziani (RPR) Alain Poher et Pietre Schiélé (Union cent.) n'ont pas pris part au vote.

#### Le mouvement de solidarité « Les Braves Gens »

5, rue des Ecouffes, 75004 Paris.

Tél.: 48-87-98-48

scrait reconnaissant à tous ceux qui pourraient les aider par leurs dons : espèces, vêtements, petits cadeaux. Cette association souhaite que ses jours de goîters du 9 au 12 avril aient un éclat particulier. Ce sera sou 40 anniversaire, 510 personnes âgées y sont invitées.

CCP 842762 B centre Paris ou chèque bancaire.

## L'analyse du scrutin

projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement, sur 572 votents et 423 suffrages

vaise plaisanterie sur un ton moins

badin. «Disons que, moralement, je me sens considérablement soutenu»,

disait-il. De 9 heures, vendredi, jus-

- 288 députés ont voté pour: 275 socialistes (sur 275); 1 UDF: M. André Rosal; 3 UDC : MM. Georges Chavanee, Edmond Gerrer et Françoia Rochebloine; 9 non-inscrite (sur 20): MM. Jean Charbonnel, Jean-Michel Dubernard, Sarge Frenchie, Alexandre Léontieff, Michel Noir, Alexie Pota, Bernard Tapie, Emile Vernaudon, Aloyse Warhouver.

- 135 députés ont voté contre : 115 RPR (sur 127); 13 UDF (eur 90) : MM. Roland Blum, Jacques Dominati, Hubert Felco, Gilbert Gantier, Claude Getignol, Alain Griotteray, Denis Jacquat, Alain Mayoud, Pierre Merli, Mas Louise Morasu. MM. Ladislas Ponlatowski, Rudy Sallea et Philippe de Villiere; 2 UDC (sur 39) : MM. Bernard

Voici le détail du scrutin sur le Bosson et Adrien Zeller : 5 non-Inscrite (sur 20) ! MML Léon Bertrand, Augusta Legros, Christian Spiller, M- Marie-France Stirbois at M. André Thien An Koon.

- 149 députés se sont abs-

tenus : 75 UDF (sur. 90); 33 UDC (sur 39); B RPR (eur 127); MM. René André, Gautier Audinot, Patrick Balkany, Jacques Chaban-Delmaa, Patrick Oevedien, François Fillon, Etienne Pinte, Nicolas Sarkozy, Philippe Séguin ; 26 PC (sur 26) ; 6 non-inecrits (aur 20) : MM. Jean-Marie Dalliet, Elie Hoarau, Jecques Houseln, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, Jean Royer, Maurice Serghe-

- 5 députés n'ont pas pria part su vote : 3 RPR : MM. Christian Cabal, Edouard Frédéric-Dupont, Alain Payrefitte ; 1 UDF : M. Jean-Pierre Philibert: 1 UDC: M. Loto Bouverd. qui présidait le séance. . :

# Europe. Embarquement



Du 15 mars au 28 avril 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris. D'autres tarifs exceptionnels existent au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre Agence de voyages.





TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVIº JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

## M. Didier Borotra (CDS) élu maire de Biarritz M. Didier Borotra (CDS), a été élu, ven- second tour da l'élaction municipala par

dredi 22 mars, maire de Biarritz. Il était tialla de Blarritz, avac 56,05 % das sufaeul candidat. La liste da M. Borotra fragas exprimés, sur le maire sortant. l'avait amporté, dimanche 17 mers, au M. Bernard Marie (RPR).

## Une double revanche

Guy Petit, melre de la cité bal- député centriste entré au Bouvernéaire dapuls le Libération, il avait nement en octobre demier.

cription nous wi. Delunia profita de l'article de l'artic (UDR) etait le dépote suriant, par colonne (CDR) et départementale en douveau élu sur la liste condoite par M. Borotra dévient, en 1971, maire siège à l'assemblée départementale en douveau élu sur la liste condoite par d'Arbonoe, berceau de sa famille, où il 1982 et sera réélu en 1988. Second sur M. Marie aux municipales de 1989.]

M. Didier Borotre, basque et été battu par M. Bernard Marie aux M. Didier Borotre e un frère centriste, est un matheux qui aime électione municipales de 1977. Se jumeau, Franck. Avec humour, il l'histoire. Sa période préférée est secunde revanche, c'est sur e'en dietingue, sur les photos, en le Moyen Age. Son goût pour les Me Michèle Alliot-Marie, secré- dieant : « Il est crispé, c'est très équetions et pour les châteaux- taire générale adjoints du RPR, RPR. » M. Frank Borotra est député forte le prédisposait-il è faire tom- qu'il l'a prise : son antipathie pour RPR des Yvelinee. Le nouveeu ber le citadelle de Biarritz? Tou- la fille du maire sortent n'est un maire de Biarritz, le trolaième juurs est-il que se victoire du secret pour personne. Il faut dire depuie cinquante ene, est premier 17 mars e été, pour lui, une double que celle-ci considère sans amé- vice-président du conseil régional nité celui qu'elle e eu l'uccasion de d'Aquitaine, vice-président du treiter de esous-Durieux local > coneeil général des Pyrénées-At-

Considéré comme le dauphin de dans une allusion sévère à l'encien lantique.

INé le 30 août 1937, M. Didier gère une exploitation agricole. Deux barrelle de l'antitut d'études politiques de Paris. Candidat malhement dives en mars mais, ea septembre, il détudes politiques de l'antitut d'études politiques en mars mais, ea septembre, il devient premier adjoint du maire sortieure centriste PDM (Progrès et démocratie moderae) dans la circonscription doot N. Bernard Marie (UDF-CDS) retrouve son deux en 1938, M. Borotra avait dis 2.

Décès de Joseph Raybaud

ancien sénateur

#### En Polynésie française

## MM. Flosse et Vernaudon se partagent le pouvoir à Tahiti

de notre envoyé spécial

L'art politique, en Polynésie française, atteint parfois les som-mets du vaudeville. Ce fut le cas, jeudi soir 21 mars, au cours de la cérémonie très médiatisée organisée dans un hôtel du port à l'occasion de la signature de l'accord de majorité et de gouvernement, Flosse, president du Tahoeraa Huiraalira, et par M. Emile Vernau-don, président du Aia Api, soudain réconciliés pour gouverner ensem-ble le territoire dans les cinq ans à venir (le Monde du 23 mars).

Moins de trois heures auparavant, les deux principaux adver-saires de M. Flosse, le président du gouvernement en exercice. M. Alexandre Léontieff, et le prési-

dent de l'assemblée territoriale sortante, M. Jean Juventin, s'affairaient encore à la préparation du lunch qui devait accompagner l'an-nonce de leur propre alliance avec le même M. Vernaudon.

Le haut-commissaire de la République, M. Jean Montpezat, et le directeur-adjoint du cabinet du miniatère des DOM-TOM, M. Jean-Jacques Debacq, ne pouvaient pas imaginer que le maire de Mahina allait brusquement ebanger d'avia, alors que la nuit précédente MM. Léontieff, Juventin et Vernaudon avaient participé à la même veillée de prières pour remercier le Ciel d'avoir favorisé leurs retrouvailles Le comité directeur dn Aia Api, réuni mereredi soir à Mahina, n'avait-il pas incité son ebef à s'accorder avec

MM. Léontieff et Juventin, par trente voix contre quatre? Le haut-commissaire de la Répu-

blique se félicitait nolamment que M. Vernaudon ait préféré, à tout prendre, les faiblesses consen-suelles d'un Alexandre Léontieff aux méthodes autoritaristes d'un Gaston Flosse, au moment où le véritable enjeu politique des tractations était de savoir quel serait le mode de gouvernement de la Poly-nésie française. C'était méconnaître le charme incomparable des mœurs politiques tahi-

#### « Oublier les griefs du passé »

ll n'a pas fallu une heure à M. Vernaudon, jeudi après-midi, pour convaincre le comilé directeur de son parti de se déjuger. Le maire de Mahina a expliqué aux cadres du Aia Api que, tont bien pesé, il valait mieux gouverner avec M. Flosse qu'avec M. Léontless, parce qu'une majorité de vingt-trois sièges sur quarante et un, à l'assemblée territoriale serait bien plus stable qu'une majorité de dix-neus. Et il a été suivi.

Menacé d'isolement par l'attitude de trois de ses quatre colis-tiers, MM. Pierre Dehors, maire de Moorea, Léon Céran-Jérusalemy, président de l'Association de désense des consommaleurs de Papeete, et Tetuaura Oputu, élu des îles Australes, intransigeants dans leur refus d'envisager le moindre accord avec les rescapés de la majorité sortanle, M. Ver-naudon était, en vérité, sur le point de perdetal, en vente sait a point de perdetal en la fois le bénéfice de sa campagne électorale et le contrôle d'on parti désireux, avant tout, de tirer le meilleur profit immédiat de sa position-clé au lendemain des facilitations de sa position de sa position de sa lendemain des facilitations de sa position de sa lendemain des facilitations de sa lendemain des sa position de sa lendemain des sa lendemain des sa lendemain des sa lendemain de sa lendemain de

M. Flosse n'a done pas tenu rigueur à M. Vernaudon de l'avoir fait lanterner. Aux termes de l'accord conclu, le Aia Api disposera de la présidence de l'assemblée territoriale et de trois portefeuilles ministériels sur buit.

#### « Un engagement de bonne conduite»

Les deux formations s'engagent également à ne pas se concurrencer aux prochaines législatives. Le parti de M. Flosse ne présentera pas de candicat contre M. Vernaudon, député non inscrit de la deuxième circonscription, et le Aia Api lui rendra la pareille dans la première eirenuscription, où M. Flosse s'attaquera lui-même, sans aucun doute; au siège détenu par son ancien protégé, M. Léontieff. Enfin, les deux partis souscriront, pour les élections munici pales, « un engagement de bonne conduite consistant à ne se livrer à aucune critique ou attaque récipro-

M. Flosse, désormais assuré de retrouver la présidence du gouvernement territorial, qu'il avait perdue à la fin de 1987 à cause de l'alliance de M. Vernandon avec M. Léontieff, s'est sobrement réjoui que ses élus et ceux du Aia Api aient décidé, selon le texte de leur contrat d'union, « d'oublier les griefs du passé et de surmonter leurs divergences personnelles ou partisanes». M. Vernandon a expliqué que, après avoir « pesé le pour et le contre », son parti avail surtout pensé aux intérêts de la Polynésie. La pâleur de son visage crispé en disait plus long que son discours...

## La Communauté urbaine de Bordeaux adopte l'avant-projet de métro

de notre correspondente M. Jacques Chaban-Delmas a réussi à faire adopter, le vendredi 22 mars, l'avant-projet détaillé du métro VAL par le Conseil de communanté nrbaine bordelaise (CUB): 61 des 120 conseillers ont voté pont, 17 contre, 42 (dont 41 socialistes) ont refusé de prenders ent en contre de c dre part au scrutin.

Le maire de Bordeaux, président de la communauté urbaine, n'a pas obtenn le consensus qu'il espérait. Seuls les 60 élus de la droite chabaniste, auxonels s'est jointe nne apparentée socialiste, ont voté pour le métro. Le Front national un siège), le Parti communiste (10 sièges) se sont prononcés con-tre, ainsi que l'élu Vert, M. Michel Dnehêne, pourtant adjoint au maire de Bordeaux.

Les 5 socialistes qui siègent habi-tuellement dans l'opposition muni-cipale bordelaise ont adopté la même attitude. Ils se sont ainsi démarqués de la position adoptée démarques de la position adoptée par le reste du groupe socialiste. Après un vif débat interne, le PS avait en effet opté pour le refus de vote, attitude qui lui permettait de prendre ses distances vis-à-vis de M. Chaban-Delmas, sans rompre le contrat de gestion communautaire qui lie le PS et la droite depuis ioillet 1989.

juillet 1989. M. Noël Mamère, porte-parole de Génération écologie et maire de Bègles a, lui aussi, opté pour la non-participation au vote. Il n'a cependant pas mis à exécution sa menace de démissionner de son poste de vice-président si M. Cha-ban-Delmas ne retirait pas le dossier dn VAL de l'ordre dn jour. **GINETTE DE MATHA** 

Joseph Raybaud, ancien sénateur (Gauche démocratique) des Alpes-Maritimes, conseiller général et maire de Levens, esi décédé, vendredi 22 mars, à son domicile de La Roquette-sur-Var (Alpes-Maritimes). Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

[Figure politique du département des Alpes-Maritimes, M. Raybaud est né le 27 juin 1904 à Levens, une petite com-nunc de l'arrière-pays niçois dont il étail maire, sans interruption, depuis 1929. Elu conseiller général en 1934, il exerça également ce mandat, sans discontinuer, en étant toujours réélu au premier tour de serutin et présida l'assemblée départementale de 1964 à 1967. Au sein de cellu di l'au constantant reconduir celle-ci, il fut constamment reconduit, par la suite, à la présidence de la com-mission des finances.

Il avait été élu sénateur en 1955 après avoir été chargé de mission dans divers cabinets ministériels, notamment auprès de M. René Pleven, ministre de la défense nationale (en 1950 et 1952). dont il était l'un des proches. Au Sénat, il était considéré comme un soécialiste bors pair des problèmes concernant ment des collectivités locales.

Doté d'une mémoire Infaillible - il Doté d'une mémoire infaillible — il citait, sans effort, les références exactes d'une foule de textes de loi ou de règlements administratifs, — il se voulait un aservieur dévoué de la nation s ce qui hi avait valu le surnonn de «Père fidéliste». En 1989, il avait renoncé à son suège de sénateur au profit de son suppléant, M. Honoré Bailet, l'actuel maire (app. RPR) de Nice, sans compre le tandem RPR) de Nice, sans rompre le tandem qu'il formait avec ceini-ci puisqu'il était devenu, à son tour, son suppléant.]

veaux, des aspirations nouvelles animent les individus. Il faut y répondre avec, me semble-t-il, un type de parti plus ouvert sur l'extérieur, plus « poreux », offrant mieux aux gens les possibilités de se rencontrer, de discuter, de se sentir plus libres, tout en adhérant à une organisation qui reste néces-

#### - Maintenez-vous votre demande d'organisation d'un congrès extraordinaire pour modifier les statuts ?

- Le vingt-septième congrès a reporté à trois ans des modifications, que l'on semble vouloir limi-ter a un dépoussiérage. Ce n'esl pas au nivean de ce qui est néces saire. Il y a des écrans qui occultent aux yeux de ce pays y compris ce que les communistes sont de bien, par exemple au service de la paix dans la guerre du Golfe. Il y a donc, véritablement, une étape nouvelle à ouvrir par une manifestation forte, claire, nette, de notre volonté novatrice. Plus le temps passo et pins j'en ressens le besoin.

- Les conditione d'una recomposition da la gauche sont-elles réunies à vos yeux ?

- Il y faudra sans doutn du temps, il faut y travailler, mais sans retard, car il y a urgence. Un vide immease s'est créé. Des mil-lious de gens sont, an plan politi-que, en déshérence. C'est une situatiun dangereuse; elle laisse le champ ouvert à toutes les aventures, à tous les dérapages. Il y a, done, besoin de s'adresser à tous ces bommes et ces femmes, dans leur diversité, pour développer les contacts, les rencontres, les discus-sions, prendre les initiatives qui peuvent engager la reconstruction de la gauche, préparer les nou-veaux rassemblements nécessaires, ce que j'ai appelé l'entente démo-cratique des forces du travail et de la creation.

Vous sentez-vous des effi-nitée perticulières avec le démarche de M. Chevanement ?

- Je suis prêt à développer avec lui comme avec d'autres -toutes les rencontres, les contacts, les discussions ntiles, sans aucune exclusive, sans ancun a priori. Pour ma part, je me garde de toute démarche qui pourrait apparaître comme relevant d'une volonté de promotion personnelle. Il ne faut pas retomber dans ces travers, qui marquent la vie politique frança et dont les gens out assez. Cette vie politique est pourrie par la préémi-nence de l'élection présidentielle. La droite commo une partie de la ganche sont à cet égard punies par où elles ont péché. Alors, prenons garde ! Cela dit, je suis disponible pour participer à des initiatives qui permettent de répondre à l'attente du pays. Elles sont nécessaires, il y en aura donc sans aucun doute de différentes natures dans la période qui vient. J'apprécierai. »

> Propos recuellis par **ALAIN ROLLAT**

## Après leur mise en redressement judiciaire Les éditions Balland négocient avec quatre candidats à la reprise

COMMUNICATION

Les éditions Balland, récemment mises en cessation de paiement à la suite des problèmes financiers de leur propriétaire, Capital Développement (Cap D), ont été placées en redressement indiciaire jendi 21 mars par le tribunal de com-merce de Paris. Balland et sa maison-mère avaient auparavant déposé leur bilan.

Le tribunal devrait rapidement nommer un administrateur judiciaire, les éditions Balland disposent d'un délai de six mois pour trouver une solution de relance, comme les autres filiales éditoriales de Cap D les éditions pour enfants Gautier-Languereau, Les Deux Coqs d'or – et sa filiale distribution. Cette dernière, baptisée Sphère diffusion, distribne en plus de leurs ouvrages, ceux des éditions Favre et Buchet-

L'équipe de Balland s'est déclarée «confiante». M. Maurice Partouche, directeur général, que le gérani de Cap D a mandaté pour mener les négociations avec les candidats à la reprise, précise pour sa part que « des négociations sont en cours avec quatre partenaires très intéressés par notre maison d'édition ; la solution choisie devrait assurer la continuité des activités de Balland dans les meilleures conditions. >

La maison d'édition avait amorcé son redressement éditorial et commercial en 1990, après avoir été vendue en début d'année par son fondateur, M. André Balland, à Cap D (le Monde du 20 et du 21 mars). Balland dispose d'un catalogue de 900 titres, doni près de 300 soni directement exploitables.

1

150

## M. Maxwell demande à M. Boutet d'arbitrer son conflit avec TF 1

M. Robert Maxwell vient d'écrire an président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Jacques Boutet, pour lui demander de jouer les médiateurs dans le conflit qui l'oppose à M. Francis Bouygues. L'homme d'affaires britannique reproche depuis longtemps à M. Bouygues de l'avoir « évincé » de la gestion de TF i.

M. Maxwell, qui a vendu en février 10 % du capital de la chaîne mais en conserve encore 2 %, estime donc que le contentieux n'est toujours pas réglé. Il évoque dans sa lettre un accord signé le 20 février 1987 entre les groupes Bouygues et Maxwell lors de la privatisation de la Une, accord qui prévoyait d'« organiser la gestion et l'administration de TF 1 sur une base égalitaire ».

L'bomme d'affaires britannique précise que cet accord avait reçu la caution personnelle de M. Edouard Balladur, alors ministre de l'économin et des finances et on'il prévoyait le recours à un « médiateur unique» en cas de difficultés. « Force est pour nous de constater que M. Bouygues a trahi la confiance que nous arions en lui ». écrit M. Maxwell qui accuse le leader des BTP de a mener en catimini un travail de main-mise sur le capital de TF 1 au mépris des statuts de cette société et de la loi sur

## Numeris au secours de la coiffure

suffirs de poser quelques secondes devant una caméra. L'appareil leur renverra, quelques minutes plus tard leur visage transformé selon différents modèles de coiffure possibles. Le même système permet de choisir aussi couleur de cheveux ou maquillages en les essayant sans risques et fait du coiffeur un véritable conseiller

Djelani Maachi, astucieux artisan, joue en virtuose de cet ordinateur graphique dans son petit salon des Halles depuis quelques années. Il a même, pour des émissions de télévision, «refait» le visage des hommes politiques ou d'autres célébrités. Mais son invention avait quelque mal à percer dans le milieu de la coiffure. La palette graphique, de fabrication américaine, est fort coûteuse et s'importe au compte-gouttes. Les programmes informatiques sont sans cesse améliorés et supposent une for-mation quasi permanente de l'utilisa-

Difficultés résolues depuis que l'or-dinateur est relié au réseau Numeris de France Télécom qui permet de transmettre les images avec une fort bonne définition. Le salon de Djelani Maachi, trans- porté dans le quinzieme arrondissement, est devenu le premier centre serveur d'images et la chaîne en 1990.

Les clients de certains salons de («Look Machine», la tête d'un réseau conflure pourront bientôt tester diffé- de salons affiliés. Ces derniers, en rentes coupes avant de s'en remettre seffet, n'investissent désormais que au verdict définitif des ciseaux. Il leur dans un terminal composé d'une camera, d'un micro-ordinateur et d'une liaison Numeris. Le réseau transporte l'image des clients jusqu'au centre serveur qui les traite en fonction des catalogues de chaque coiffeur. Quinze minutes plus tard, l'image retouchée est réexpédiée au client. Une première application egrand public» pour Numeris et une innovation qui risque de transformer les grands réseaux de salons de coif-

> □ M6 réduit ses pertes de moitié. -Le déficit d'exploitation de M6 s'élève à 159 millions de francs pour 1990, soit un peu moins de la moitié de celui de l'année précédente. La chaîne, qui a augmenté son chiffre d'affaires de 70 %, estime que « l'équilibre d'exploitation aurait pu être atteint si les conditions réglementaires de fonction-

nement, contemues dans le cahier des charges de 1987, n'avaient pas subi des modifications très pénalisantes pour la chaîne». Deux tiers des foyers français peuvent désormais recevoir M 6 et l'andience nationale sur l'année a été de 7,6 % en moyenne, ce qui correspond exactement à la part des investis-sements publicitaires recneillis par la

## Un entretien avec M. Charles Fiterman

Suite de la première page

Moi, je n'ai aucun regret à cet que je ne peux pas perdre de vue les menaces, les illusions, les confusions dont cette situation a été porteuse, ni finalement combien elle a coûté cher au mouvement révolutionnaire, particulièremeni aux partis communistes.

#### La France dans la logique de guerre américaine

Quel jugement portez-vous sur l'attitude de la France et sur le rôle qu'elle a joué ?

- Elle a eu, sans aucun doute, à différents moments, des initiatives positives. En même temps, il est mmageable à mon sens que les dirigeants du pays aient inscrit celui-ci dans cette « logique de guerre » voulue par les Etats-Unis et que, finalement, nos tronpes aient été placées sous le drapeau américain pour participer directement à cette guerre.

Cela zignifie-t-il que vous reprochez à la France de s'être « alignée e sur les Etats-Unis ?

 Je me mélic de ce genre de mot, qui a trop souvent servi, dans le passé, à caricaturer les démarches, dans un comportement politique à mon avis périmé. Cela dit, il y a un rapprochement dont certains aspects sont préoccupants. S'agissant du Golfe, je désapprouve cette participation, sous commandement américain, à une guerre dont les conséquences humaines, matérielles, psychologi-ques, politiques, sont lourdes et seront longues à réparer et qui peut étre la source de nouveaux déséquilibres et de nouveaux conflits. – La question-cié, en ce momant, c'est la quastion la France puisse jouer un rôle déterminant ou, au moins, peser dans le sene d'une solution acceptable par tous ?

- Je pense ou'elle dispose effectivement, encore, de moyens pour jouer un rôle utile, d'antant qu'en développant une telle action elle ne sera pas seule. Donner satisfaction au droit du peuple palestinien à une patrie, à un territoire, à un Etat, dans le même temps où la sécurité d'Israel serait garantie, c'est aller dans le sens des besoins de lous les peuples de la région. s'inscrire dans les exigences de l'époque. La France peut y contri-buer, et, par là, tenir sa place internationale, ce qui n'a rien à voir avec une politique de Don Qui-

» J'entends dire quelquefois : a Les Etats-Unis font ce qu'ils veu-lent, ils dominent le monde, il n'y a plus qu'une superpuissance. » L'analyse est courte... et démobili-

satrice. Il ne s'agit pas de nier les difficultés ni les dangers, mais les Etats-Unis eux-mêmes, quels que soient leurs moyens, ne peuvent pas ignorer les réalités du monde, les besoins, les exigences des peu-ples. S'ils le faisaient, ils seraient conduits, sans aucun douie, à de graves déconvenues, à de nouvezux conflits. Du coup, nous ne sommes pas en présence de manœuvres artificielles, mais de développements politiques sur les-quels il faut réfléchir avec lucidité, en sachant qu'il fani toujours en sachant qu'il fant toujours mobiliser les peuples, rassembler des forces. Cela exige, précisément, une vision dynamique, ample, nou-velle, qui abandonne les schémas d'un passé qui est révolu. Le vingt et nnième siècle a commencé; il ne nous ramènera pas an dix-nen-vième, mais il y faut de l'imagina-tion, de l'audsce. tion, de l'audace.

- Vous n'avez pes approuvé -et votre camarade Guy Hermier ne l'a pae fait non plus – la document adopté par le bureau politique de votre parti, le 12 mars, en guise de conclusion sur is guerre du Golfe. Pour-

- Pour deux raisons : une raison de méthode et une raison de fond. Pour ce qui concerne la méthode, je considere, certes, qu'il y a des enseignements à tirer de ce qui s'est passé dans le Golfe, mais c'est une situation en pleine évolution; il n'y avait pas de raison de se pré-cipiter. Il fallait se douner, à la fois, le temps de suivre les événe-ments, le temps de la réflexion et celui de la discussion, y compris au comité central.

» Sur le fond, je considère que l'analyse produite n'apporte rien de bien nonveau et, surtout, ne rend pas compte des problès auxquels nous nous sommes beuravec d'autres, du côté des gens qui refusaient la guerre, et l'action positive, courageuse des commu-nistes a souligné qu'il y a toujours là une force dont le pays a besoin. Malgré cela, au sortir de cette bataille, nous nous trouvons en dif-ficulté, pas renforcés, peut-être même un peu affaiblis. L'analyse et le débat sont à poursuivre.

 Il y a dix mole, dens lee colonnes du Monde, évoquant la préparation du vingt-septième congrès, vous revendiquiez le droit à la différence à l'intérieur de votre parti. Ce droit, aujour-

d'hui, l'avez-vous conquis? - C'est sans doute le résultat le plus tangible de ce vingt-septième congrès. Oui, je crois que, par une démarche à la fois ouverte, critique, et, en même lemps, responsa-ble, constructive, j'ai contribué à ce que ce parti fasse bouger un peu ses pratiques internes, accepte



l'existence d'une diversité d'approche, d'analyse, de réflexion, tout en respectant, évidemment, la nécessité d'une unité politique dans l'action. C'est devenu, sinon un état de droit, du moins un état de fait. Il est de la responsabilité de chacun de le faire vivre.

Ne craignez-vous pas d'être un alibi pour la direction du parti, qui ne semble pas parta-ger tout à fait cette vision des

- Sûrement pas. l'approuve ce que je crois devoir approuver, je désapprouve ce qui ne me convient pas, et je le dis nettement et claire-ment. Je ne me suis jamais senti anssi libre ni aussi déterminé. Ma démarche est nette. C'est de cette façon claire que je suis disponible pour travailler avec tous les com-munistes; mais il faut vaincre les attitudes restrictives, c'est vrai.

#### Le parti politique centralisé est dépassé

- A la fin du congrès, vous aviez pris acte de a quelques pas en evant». Trois mois après, dans le fonctionnement du parti, les choses continuent-elles d'avancer?

- Il existe une perception qu'il est impératif d'avancer, qu'on ne peut plus faire comme par le passé. Cela donne naissance, ici on là, à des efforts épars. En même temps, les difficultés du parti, face aux problèmes qui se posent, souli-gnent les insuffisances de cette démarche. Il faudrait aller beaucoup plus fort, beaucoup plus vite dans cette entreprise d'inscription du parti dans les mutations de la société française. J'ai parié de «refondation». Cela m'a valu une étiquette. Je n'aime pas ces classi-fications réductrices mais je main-

» Je pense que le parti politique fortement structuré, biérarchisé, centralisé – ce type de parti qu'on retrouve un pen partout – est dépassé. Il y a eu une évolution considérable des façons de produire, des modes de vie, des mentalités, un changement d'échelle de l'information. Des besoins nou-

# VO1C1 lottre aplus au monde.

British Airways va permettre au monde entier de voler à nouveau grâce à l'offre la plus folle au monde.

Dans les mois à venir, nous allons mettre en place une multitude d'offres dont les effets se feront sentir partout à travers le monde.

#### 50 000 PLACES GRATUITES SONT OFFERTES DANS LE MONDE ENTIER.

Pour faire voler le monde, le 23 avril, toutes les places des vols internationaux sans escale de British Airways au départ ou à destination de la Grande-Bretagne seront gratuites, dans toutes les classes et même en Concorde.

Ce jour-là, au départ de Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice et Toulouse, toutes les places disponibles sur les vols sans escale de British Airways à destination de Londres, Manchester, Birmingham et Glasgow seront gratuites. Et ce n'est que le début.

Si vous prévoyez des voyages d'affaires dans les mois prochains, sachez que nous allons mettre en œuvre un programme de toutes nouvelles propositions pour vous aider, ainsi que votre entreprise, à gérer au mieux votre temps et votre argent.

#### MAIS NE PARLONS PAS SEULEMENT AFFAIRES.

Les vacanciers vont également bénéficier d'offres sensationnelles pour leurs loisirs grâce aux "forfaits vacances" qui leur seront proposés partout dans le monde. Alors n'oubliez surtout pas de vous renseigner sur les formidables opportunités qui vous seront offertes très bientôt.

## VOUS AVEZ TOUTES LES CHANCES DE GAGNER.

Vous pourriez, avec la personne de votre choix, faire partie des 50 000 passagers qui voyageront gratuitement sur British Airways. Pour participer au concours et gagner vos deux billets gratuits allerretour, remplissez tout simplement le bulletin cidessous. Nous souhaitons sincérement vous accueillir à nouveau à bord le plus chaleureusement du monde avec l'offre la plus folle au monde. Que pouvait-on espérer de plus de British Airways?

British Airways et ga	iciper au concours org gner un aller-retour po	anisė par ur 2 personnes.
□M. □Mme		
Nom:	Prénom :	
Code postal:	Ville :	
Fonction:		
	:Ue:Ville:	
Code postal:	Ville :	
Teléphone personne	l:( <u>-</u> )	
	l: (_)	
	agnez vous serez préve	nu par telephone.
Je vous indique mon □ Paris □ Marseille	aéroport de départ :	□ Lyon □ Bordeau
	stination de mon choi ngham* 🏻 Mancheste ment.	
Date à laquelle je son (par ordre de préfére	phaite effectuer le traje nce - impérativement a	retour: vant le 31/05/91)
لللللا		
Combien de vols int	ernationaux avez-vous moins de 5	effectués au cours de 5 et plus
pour vos affaires pour vos loisirs		
	questions n'autont pa	s d'influence sur vo
Les réponses à ces o chances de gagner.		

BRITISH AIRWAYS

\*Pour participer, complétez entièremant le bulletin joint, et postez-le avant le 28 mars 91, sous sovsioppe sifranchie à : "L'offrs la plus folle au monde", BP 157 - 93261 Lss Lilae Cedex. EXTRAIT DU REGLEMENT : La Société British Airways organise un concours, sans obligation d'achat, Intitule "L'Offre is plus folle au monde". Les lots mis en jeu sont 2900 billets d'avion aller/retour (veleur totale : 9400 000 F TTC), au départ de France, sur les destinations sulvantea : Londres, Birmingham, Manchester et Glasgow, Départ le 23/04/91, retour svant is 31/05/91. Les lots ne sont pas échengeables contre leur valeur en argent. Pour perficiper, Il euffit de renvoyer un bulletin publié dens is prasse ou de répondre sur papier libre. Date limite de participation : 28/03/91 à minuit, cachet de le poste des agants seront personnellement svisés par téléphone, dans les 10 jours après le tiraga au sort. La responsabilité de la société British Airways ne pourra être recherchée ni engagée en cas de perte ou de retard du service des postea, aucune réclamation ne pouvant être retenue dans les 10 jours après le tiraga au sort. La société British Airways ne pourra da la même façon être rendue responsable si l'opération devait être prolongée, écourtée, modifiée ou annulée. Le réglement complet est déposé a son encontre de ce fait. La société British Airways ne pourra da la même façon être rendue responsable si l'opération devait être prolongée, écourtée, modifiée ou annulée. Le réglement complet est déposé a son encontre de ce fait. La société British Airways ne pourra da la même façon être rendue responsable si l'opération devait être prolongée, écourtée, modifiée ou annulée. Le réglement complet est déposé a son encontre de ce fait. La société British Airways ne pourra être recherchéen i engagée en cas de perte ou de réard du service des postea, aucune réclamation ne pouvant être recherchéen i engagée en cas de perte ou de retard du service des postea, aucune réclamation ne pouvant être recherchéen i engagée en cas de perte ou d

JUSTICE

## Au tribunal de Paris

## M. Robert Faurisson face à l'autorité de la chose jugée

Le procès de M. Robert Faurisson, soixante-deux ans, qui nie la réalité de l'extermination physique des juifs durant la seconde guerre mondiale (le Monde du 23 mars), sert de « banc d'essai » à la nouvelle loi, adoptée en 1990, interdisant la contestation des crimes contre l'humanité déjà jugés. Les débats ont été tendus, vendredi 22 mars, devant le 17 chambre

correctionnelle de Paris. Etait-ce un piège? Cet énième pro-cès Faurisson, tellement recherché par les associations d'anciens déportés, ne serait-il, en fin de compte, qu'une magistrale erreur? L'une de ces poursuites judiciaires boomerang qui font plus de mai aux parties civiles qu'au prevenu? Chacun à leur tour, les six avocats porteurs de la mémnire du

Alors que le rapport de la com-

inission présidée par Mme Mireille

Delmas Marty, professeur de droit,

consacré à la réforme de la procé-

dure pénale, doit être publié à la

Documentation française, la biblio-

thèque publique d'Informacion du

Centre Pompidou at le Monde

organisent à Paris, les mardi 26 et

mercredi 27 mars, un colloqua inti-

tulé «Procès pénal et droits de

l'honima: émergance d'une

conscience européennne, héri-

tages culturels et résistance des

L'affiche de cette manifestation

ua tableau de Mme Maria Helena

Vieira da Silva, intitulá «La voix de

la sagassaa - introdult le

demarche qui a guidé les organisa-

wurs: dans les tons de roux et de

fauve, un escalier semble conduire

e un purts de fumière, alors qu'au-

tour, dans un apparent désordre,

des éléments peu à peu prennent

**MOTS CROISÉS** 

l'avoir relavée. -

IV. Article, Joinore

l'agréable è l'utile.

lilustre Autrichien. -

V. Paut se lire sur

plus d'une croix. Cer-

taine na peut se pas-

ser de tubes. En

stock. ~ VI. Louis XIV

ladis ; de nos jours,

Est d'autant plus

lourde que son auteur

génocide du peuple juif se sont posé la question. Un piège? Me Charles Libman a lancé le mot pour le reprendre aussitôt. Notre silence devant les affirmations de Fourisson, a-t-il explique, serait apparu comme un consen-tement. Un piège? Me Joë Nordmann l'e lui aussi contesté - comme M- Charles Korman, Lucia Jacobbi et Yves Ambiard, - ne voulant à aucun prix laisser le champ libre aux révi-sinnuistes par lui qualifiés de « pyro-

Et pourtant, ce procès-là sentait terriblement le manvais piège : pour la première fois, un tribunal doit en effet juger un prévenu en se fondant sur la loi Gayssot du 13 juillet 1990. Or l'unc des dispositions de cette loi institue le délit de cootestation de crimes cootre l'bumanité en interdisant à quiconque de mettre en doute les crimes contre l'humanité jugés par une juridiction française ou interna-

Un colloque organisé par le Centre Pompidou et « le Monde »

Procès pénal et droits de l'homme

place, «En ajoutant petite touche

après petite touche, comme une

abeille, le tableau se faits, écrit

l'euteur. En est-il de même du droit

pénel, elors qu'un peu partout

dans une Europe judiciaire qui

cherche ses marques on réfléchit à

la mise en place de nouvelles pro-

cédures garantissant plus de liber-

tés aux individus? «Je veux peindre

ce qui n'existe pes comme si cela existait.», écrit Mme da Silva. L'el-

légoria qui e séduit Mme Delmas-

Marty correspond bien à l'élabora-

tion progressive de concepts nou-

veeux de la justice pénele tels qu'ils evalent été définis dans le

repport remis au mois de juin

1990 à M. Pierre Arpaillange par le

commission vjustice pénale et

Le collogue sera ouvert per M.

Georges Kiejman, ministre délégué

à la justice. Six tebles rondee

seront organisées autour des

droits de l'hommer.

PROBLÈME № 5483

HORIZONTALEMENT

I. Est à la disposition de qui cherche à lessiver. Forme des bouchons

ciont les automobilistes peuvent avoir à souffrir. - IL Germain tudesque

M. Faurissoo et de son cooseil M. Eric Delcroix, criant à la «loi scé-lérate», se scandalisant de l'introduction d'un « délit d'opinion » dans le champ du droit français.

Le piège ne s'était-il pas déjà refermé lorsque les parties civiles, dès la première audience, jeudi 21 mars, avaient temé d'obtenir que le prévenn ne puisse rétièrer devant le tribunal sa thèse sur le « mythe des chambres à gaz » sous peine d'être poursuivi autant de fois qu'il contesterait la réa-lité de leur existence ? Me Bernard Jouanneau, l'un des plus anciens adversaires du révisionnisme, aujour-d'hui appelé négationnisme, fit mine, lui aussi, de s'interroger : « Je me suis demandé, somme toute, si nous avions raison de faire ce procès et si nous avions eu raison de demander cette

thèmes suivanta: le temps dee

réformes en Europe; quels droits

pour l'homme en procèe; ce que

disent les professionnels, ce que

pensent les justiciables; procès en

images, images en procès et enfin

le procès pénal en démocratie. Les organisateurs ont voulu ouvrir ce

débat aux juristes étrangers, aussi

bien d'Europe occidantala que

d'Europe centrale mais aussi à des

sociologues, des philosophes, des

historiens, et y convier le public

pour un échange sur des sujets

qui, au-delà des choix techniques,

constituent un débat essentiel de

▶ Le colloque s'ouvrire mardi 26

mars à 9 heures 30 eu centre

Pompidou, entrée rue Beau-bourg. Il est nécessaire de s'ins-crire euprès de la salle d'actua-

lité de la bibliothèque publique d'information : tel.42-77-12-33,

FOOTBALL:

championnat d'Europe

La sélection française

nour France-Albanie

Le sélectionneur national Michel Platini a communiqué, veodredi 22 mars, la liste des seize joucus

reteous pour le match France-Al-

banie, comptant pour les élimios-toires du champioooat d'Europe

des oations, qui aura licu samedi 30 mars, à 20 b 45, au Parc des

Princes. Par rapport au dernier

Frence-Espagne, on note l'absence pour blessure de Bernard Pardo et

de Christiao Perez, le maiotien

d'Eric Cantone et l'apparition du

défenseur montpelliérain Pascal

Baills (viogt-six ans). La Fédéra-

tion elbanaise evait démandé à

'Union curopéenoc de football

(UEFA) le report de la rencontre à

une date ultérieure en raison de le

situatioo dans le pays. Mais cette

La sélection française est la sui-vante : Bruno Mertioi (Auxerre),

Gilles Rnusset (Lyoo)-Manuel Amoros (Marseille), Pascal Baills (Montpellier), Laureot Blane (Montpellier), Basile Boli (Marseille), Bernard Casoni (Marseille)

Jocelyn Angloma (Paris-SG), Didicr Desebamps (Bordcaux), Jeao-Pbilippe Durand (Bordcaux),

Luis Fernandez (Cannes), Franck

Sauzée (Mnnaco)-Eric Cantooa (Marseille), Christophe Cocard (Auxerre), Jean-Pierre Papio (Marseille), Pascal Vahirua (Auxerre).

FOOTBALL, COUPE D'EU-

ROPE : Marseille rencontrera le

Spartak de Moscoo en demi-finale.

- Le tirage ao sort effectué, ven-dredi 22 mars à Genève, a désigné

le club de football de l'Olympique

de Marseille comme adversaire do

Spartak de Moscou, pour les demi-

finales de la Coupe d'Europe des

clubs champioos. Le match aller

aura lieu à Moscou le 10 avril et le

match retour le 24 avril su Stade

vélodrome de Marseille. Carlos

Mozer ne jouera pas lors de cette

reocontre, le joueur marseillais

ayant été suspendu après avoir

reçu uo second cartoo jaune, mer-

credi 20 mers, lors du mstch de

demande avait été rejclée par

poste 4514.

**SPORTS** 

sorti renforcé de toutes les procédures intentées contre hii? A la longue, les associations d'anciens déportés juifs o'ont-elles pas contribué à febriquer un «martyr», assurant bien involon-tairement sa propagande? «Notre parcours a été chaotique», conviot in-même Me Jouanneau.

Et pendant ce temps, M. Faurisson se radicalisait, souverainement méprisant pour les victimes du génocide, depuis longtemps oublieux de la distance que doivent s'imposer ceux qui prétendent faire œuvre scientifique. «On ne me promènera pas en camion à gaz », affirme-t-il dans l'entretien accordé au mensuel le Choc du mois. Uo entretien tout relatif, dn reste puisque le prévenu evait eu le privi-lège de se poser à lui-même les questions de son choix. « Le mythe des chambres à gaz est une gredinerie »,

De quoi dissiper les doutes de Me Jouanneau, révolté par les «rica-nements» des négationnistes. « La loi Gayssot est une bonne loi, qui n'a pas bonne presse auprès des clercs, des intellectuels et des donneurs de leçons, devait-il bientôt déplorer. Mais nous ne jugeons pas ici des affaires entre particuliers: c'est notre dignité, notre survie qui est en cause. Que les clercs prennent le temps de réfléchir un peu et comprennent que cette loi est néces-saire. Laissez vos scrupules et vos réticences au vestiaire. » Et se tournant vers le prévenu, Me Jonanneau préci-sait fortement : « Tout le droit de la presse n'est en fait qu'un catalogue de restrictions, de limitations, d'interdictions. Toutes les lois sont des aména-gements de la liberté. Il faut vous y faire, M. Faurisson».

#### M Delcroix et les «tabous primitifs»

Dans un réquisitoire percutant M= Edith Dubreuil s'attachait alors à mootrer que les recherches du pré-venu contestent bien le jugement de Nuremberg du 1st octobre 1946, qui ne fut eni un oukase ni un diktat des vainqueurs, mais l'aboutissement d'un débat juridique de neuf mois fondé sur des conditions de procédures sérieuses et internationalement reconnues. et internationalement reconnues». Et le substitut d'insister sur l'autorité de la chose jugée: «Nous n'avons pas le droit, aujourd'hui, de dire que Barbie n'est pas coupable, pas plus de contester la décision de Nuremberg. S'agis sant d'un jugement international, la France est dépositaire d'un devoir de respect par rapport aux autres pays.»

Plus profondément, M∞ Dubreuil désignait la cause de la passion négationniste en commant l'antisémi-tisme : « Ils veulent tous dire la même chose : les chambres à gaz sont un mensonge qui profite aux juifs et ce mensonge est de nature à assurer l'hégémonie juive...» Du coup, le substi-tut invitait le tribunal à entrer en voie de condamnation sans faiblesse en « balayant des scrupules qui ne seraient pas de bonne justice.»

Me Dekaroix s'employa eu contraire à faire naître ces « scrumules» en critiquant tour à tour la loi Gayssot; dont il rappela que certaines des parties civiles en avaient contesté l'efficacité et le principe même en juillet 1990, et le jugement du tribunal de Nuremberg. L'ovocat, à sa manière, déveoppa les propos de son client assutani : « On ne me fera pas dire que 2 et 2 font 5, que la terre est plate, que le tribunal de Nuremberg est infaillible. »

«On nous demande de revenir aux tabous primitifs », ironisa M' Del-croix. Mais oo avait encore dans l'oreille les propos du substitut : « Ce qui m'intéresse, ce n'est pas ce qu'on trouve aujourd'hui mais ce que les Alliés ont découvert en libérant les camps de concentration. Si nous sommes en face d'une résurgence, si vous pouvez contester le crime et l'arme du crime, c'est que quarantecinq ans sont passes». Jusement le 18 evril.

#### LAURENT GREILSAMER

que est prévu pour l'an 2 000, il prendra part également à l'élabora-tion du second satellite européen de télédétectioo ERS-2, à le prépa-

ration de la première mission d'ob-

servation de le terre sur orbite

polaire (POEM-1, liée à la station

américaioe Freedom), au Pro-

gramme des systèmes et de techno-

logies de pointe ASTP-4 et à la Mission de lechnologies et de

releis des données DRTM.

SCIENCES

#### Nonveaux accords de participatinn entre les agences sontiales ceropéenne et canadience. -L'Agenec spatiale curopéenne (ESA) et son homologue caosdieone ont signé, jeudi 21 mars, cinq nouveaux accords de collabo-

ratioo à des programmes spatiaux. Canada participera en premier lieu dent », a souligné M. Chirac. au programme de développement de l'avion spatial curopéeo Hermès, dont le premier vol automati-

l'éducation oationale, o'a pas attendu pour répliquer. « Nous avons mené une politique de solidarité dans la gestion des postes et de réduction des différences au bénéfice des moins favorisés. Je ne vois pas pourquoi Paris ne serait pas concerne par cet effort. La capitale a perdu 5 000 élèves en trois ans, alors que les academies de Créteil

ENVIRONNEMENT

## Le Marais poitevin dans les sables mouvants

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, envisage de déclasser le parc neturel régional du Marais poitevin, autrement dit de lui enlever son labei et de lui couper ses subventions. Il a chargé un haut fonctionnaire, M. Jean Servat, ancien directeur de la protection de la nature et de l'Office national de la chesse, de lui faire un rapport avant la fin avril. C'est la première fois qu'une telle procédure d'audit est employée à l'encontre d'un parc naturel. Si elle se concluait par un déclassement, un coup d'errêt serait donné à la dérive constatée dans nombre d'espaces protégés - par exemple, dens le parc des Pyrénées, à présent menacé par un tunnel routier

(le Monde daté 17-18 mars). La colèra de M. Brice Lalonde data de novembre 1990, lorsque le conseil d'administration du parc régional du Marais poitevin donna son aval au passage de l'autoroute Names-Niort, aux lisières de la Venise verte, la partie la plus comue et l'une des plus fragiles du Marais. Cette « capitulation » devant les projets de l'équipement avait attiré l'attention sur un parc régional qui avait connu une naissance laborieuse - sept ans de tractations, avant que les collectivités locales acceptent de la créer en 1979 – et une existence non moins difficile.

#### Espaces protégés ou terres rentables

Les deux cents mille hectares du parc protégé du Marais poitevin s'étendent sur une véritable mosaique géographique et admi-nistrative : la vallée de la Sèvre, des massifs forestiers, de vastes étendues de marais, quetre-vingtquinze communes, trois départements, et deux régions. Là, vivent soixante seize mille ruraux qui n'aspirent qu'à moderniser

exploitation pour vivre mieux. Pour ses promoteurs, le parc regional signifiait la garantie d'un développement dans le respect des équilibres naturels. La réalité à été toute différente. Au moins pour les terroirs humides, considérés justement comme les plus précleux. Sur les 80 000 hectares de Marais poitevin, ei 15 000 très humides se défendent à peu près, les 65 000 autres ont été, pour les deux tiers, au prix de drainages fort coliteux, convertis en champs de maïs, de blé, et de toumesol.

Les responsables du parc - une douzaine de personnes contrôlées par un conseil d'administration où dominent les élus ruraux - n'ent pas pu e'opposer à cette évolu-

Quand ils protestaient, deux départements sur trois leur coupaient les vivres. ile sont restés deux ans sans directeur et sont aujourd'hui esns président,

# M. Brice Lalonde menace de déclasser le parc naturel

# M. Pierre Richardeau, étant décédé

en décembre demier. Ils se plai-gnent également de ne pas avoir été soutenus par le ministère de l'environnement. En somme, teur malheureuse institution sert de bouc émissaire, tantôt aux aménageurs, tantôt aux protecteurs. Il geurs, tantôt aux protecteurs. It est vrai que leur position tolérante sur l'autoroute Names-Niort avait été particulièrement maladroite, puisque peu après, le président de la République lui-même optait pour un autre tracé, hors du Marais.

#### Un tracé d'autoronte contesté

M. Jean Servat, nommé per le ministre de l'environnement, est sur place pour réunir les éléments de son audit. il devra dire clairement quel est l'ouil perment pour protéger cas fameuses zones humides. Un parc régional aux frontières mieux dessinées? Une réserve naturelle? De simples arrêtés de protection? Il ne pourra manquer d'évoquer la création d'un parc national, hypothèse avancée par M. Brice Lalonde

La présence de M. Servat en Vendée n'est pas la seule à agiter les esprits. Un autre envoyé parisien, M. Guy Salmon-Legagneur, conseiller à la Cour des comptes, e été chargé de trouver un com-promis sur l'itinéraire de l'autoroute Names-Niort. Pas dans le Marais, puisque l'Elysée en e décidé ainsi, et pas non plus dens les faubourgs de Niort, dont les sacrifiés à des canards sauvages. Lui aussi s'arrache les cheveux.

Car le situation est explosive. Les éles locaux, bien qu'apparte-nant à la même formation positique, se rangent dans des camps opposés. D'un côté, se trouve la houillante Ségolène Royel, député socialiste des Deux-Sèvres, de l'autre, M. Bernard Bellec, maire, également socialiste, de Niort. La première a fondé, avec une vingtaine de malres, une Association pour la charte du Marais politevin, dens un but de protection. Par ail leurs, la Vendée, les Deux-Sevres et la Charente mantime, associées dans une institution interdépartementale, projettent un aménage-ment d'ensemble du Marais poitevin, avec, à le cié, dit-on, 500 milions de francs de travaux

hydrauliques. Comme M. Mitterrand a fait insbenisme», M. Emile Blasini, secré-

infernales » descendues de Paris I

habitants manifestent chaque week-end et s'indignent d'être

crire ce Marais, décidément trop gâté, sur la liste des «grandes opérations d'architecture et d'urtaire d'Etat chargé des grands travaux; déboule, lui aussi, sur la région, comme un buildozer. Nanti de crédits substantiels (environ 50 millions de francs), il parle de clancer les premières actions dès cet été». On imagine l'imbroglio. Comme au temps des chouans, les Vendéens se demandent s'il ne leur faudrait pas reprendre le «maguis», devant les «colonnes

MARC AMBROISE-RENDU

#### **EDUCATION**

#### **Polémique** entre M. Chirac et M. Jospin sur les fermetures de classes à Paris

M. Jacques Chirac, maire de Paris, s'est vivement inquiété, vendredi 22 mars, des conditions de préparation de la prochaine rentrée scolnire dans la capitale. Selon les projets do rectorat, 128 classes d'écoles maternelles et primaires seraient fermées et 50 postes d'instituteors supprimés à Paris. « De telles mesures, si elles étaient confirmées, représenteraient pour la capitale une régression sans précé-

M. Lioocl Jospin, mioistre de et de Versailles en ont gagné 25 000 pendant la même période », a-t-il déclaré.

## RELIGIONS

#### Simonie

En cumulant su cours de la même messe plusieurs ∢intentions » et offrances de fidèles, certains prêtres se seraient laissés eller à des ebus que dénonca, dans un décret publié vendredi 22 mars su Vetican, la Congrégation romeine pour le clargé. Ces pratiques, destinées à gonfler le chiffra d'affeires des paroisses entrainent parfois, ealon le congrégetion, un soupcon de simonie, l'Église eatholiqua e décidé de les réalementer.

Le décret déclare « illicites » les cumuls, sauf dans des cas exceptionnels où la messe pluri-intentionnelle se ferait evec l'eccord des fidèles intéreseés. Dens ces cae, les prêtres n'auront le droit de garder pour eux que la somme fixée per lee autorités de leur diocèse, le surplus étant remis à l'évêque. - (AFP.)

**PHOTOGRAPHIE** 

Une ic

La mode

une retro

60 ANS DE PHOTOGRAPHIE ou Musée des orts de la mode

De soo prénou, il a fait son nom et son nom appartient à l'his-toire de la photographie de moda. Horst Bohrmann, dit Horst, est aojourd'hui un monsieur flégast de quatre-vingt-cinq ans, à l'allure impeccable avec son costume sombre, un nœud papilion, une came pour le guider, la chessiure blanche bien rangée, le source généreux et une cigarette de marque « Now » qu'un de ses assis-tants ini allume régulièrement.

A travers le Musée des acra de la mode, c'est une fois de plus Paris, qui lui rend hommège. « Sant Paris, je serais resté un petit boche allemand s. affirme-t-il aujour-L'ancien étudient en architec-

ture de Walter Grogius, arrive an France en 1929 pour travailler comme apprenti chez La Corbu-sier, dont il se déclare vite « déra par la conception de l'architec ture s. Horst se tourne alors vors la photo. Il apprend son metier an contact de George Hoyningen Hucoe, ancien baros Petershour-geois, priocipal photographe de Vogue France des 1926, et qui res-lera comme « la satisferance ca. matière de photo de mode.

Horst côtoic le tout Paris des anoées 30 et devient l'ami de Coc-leau, Julien Green, Gertrude Steto, Luchina Visconti, Coco Chanel, entant de personadités mul, à l'instar de Mariene Dictrich or Salvador Dali, lui dovent leur fait beau portrait. Il commence sactout en 1932, à travailler pour Poste et s'installe en 1939 sur Prince-Unie dont il a prend la mangalité à la fin de la guerre Sa photographie en nois et blanc-traduit su a prapre idée de l'élé-

## -«L'importa

e Curiousement, vistre pre-mière grande image n'est par pière per vous. Vous apparat-ses comme modèle pour les maillots de bain d'Izod en 1930 ...

Cost en effet la photo le plu connse de mon sui George Ho-ningen Huene, qui travaillait pour Fogue France et qui ma appris la photographie. I avact un irès beao corps dans le temps. Je faissis de la culture physique, l'en fais tonjours. Est mannequin a était pas évident car, pour des raisons techniques. il fallait rester de longue seconder sans bouger dans time positions compliquées, seveir conserver un gourse, une expression. C'est la raison pour laquelle les photos des années 30 et 40 Votre visage et celei de

managelin feminio facest une ligne d'horizon languaire es tournest le doc à l'objectif. Un cadage audocieux post, l'épo-

Cé qui était audinieur, c'était de poser en maillet de bain! Pen de mannegains l'acceptaient et les magazinos hist-ment à publiér de telles mages. Voltà pousquos Hugne nous a fair fourner la tête. C'érait épale ment difficile de tronger des files qui acceptatent de posts nues tout en sylant un cospo suppose. Files étaient comment dirais-je, souvent fron « rosdets. Le sorps fémain en contain se vécement, il paut être dégant mais sussi se démodes.

mais sess se demoder.

Dans qualtas conditions systematic pair voice pair votre lungs for plus connue, catte de corse de Maintocher, en 1835.

Chili beux jourt voice par avant de m embarquer pour la Registrat de m embarquer pour la Registrat de maint sur le Mariacolde.

Tout le monde pleurait dans les rues, fette aboute pleurait dans les monde dispars, tout se suit alles annuels annuels dispars, tout se suit alles annuels rues. L'ette photo symbolise un monde dispara, tout de suit a devais laisset dérifice mon Paris, car le couser reprises les vétement qui sic su pourée plus que Chance avait semples par guépère. Fogor a trouve sunag-choquante parce que la cospe était outert. Le majorage à l' accepté de publics ieus photo qu'après l'avoit sejouthée.

śurfaca. Excelle parmi XII
les honneurs. Vraimant déplecé. XIV
VIII. Eléveteur hydraumant déplecé.
VIII. Eléveteur hydraulique. Le plus connu XV des inconnus. Animal d'intérieur. - IX. A un appétit d'oiseau. Auxibaira du maître da forces. Annonce une addition. - X. Petite artere. Esprit de corps. On peut le sauter en lisant. - XI. Vitesse pour un téléscripteur. Elémant de dissolution. Mettre des œufs en veleur. -XII. Mécontente de n'evoir pas eu son content. Qui en crève n'an meurt pas. Orientetion. -XIII. Figure mythologique. N'aurait sans douta pas perdu sa femme ei XIV. Lettra. Plus on l'oublie, plus il s'allache. Sa fair parfois pincar avant d'entrer dans un cefé. -XV. Unné, Formule qui laissa Ali... Baba. Propriétés en indivis. quand elle est divine. Chef d'esce-

#### VERTICALEMENT

1. Pièce où des artistes exécutent des modèles bien « tournés ». Plus procha du lis que da la rose. ~ 2. Titre majeur quand le roi est mineur. Visions fugitives. Sa suivent en courant. - 3. Sa vie ne fut gas sans mystères. Veriété de poule. - 4. Comme un esprit. Sied aux peras du répertoire. - 5. Tache sur un ussu. Prise. Donnan des pal-pitations. - 6. Que même un disciple de Démosthène ne saurait traduire. Dépouillé. - 7. Grande nappe plus ou moins propre. Régna sur la terre promise. Où le fait est mani-festerneni concentré. - 8. Est cultivés avec amour. Joue un rôle dans l'Histoire de France. - 9. Donne, l'occasion de souffler quand on a

Démontre mathématiquement que 1 et 1 font 2. - III. Bon guide. On ne la 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 11 111 1V A11 c'est le princesse. VIII Terme de plaisantena. 1X esi léger. - VII. Fait XI

> poursuivi le cerf. Peut assouvir l besoin d'une personne qui cherche des histoires. Avant le déjeuner. -10. Panies de quilles. Arrive toujours la première à teble. -11. Erich, pour ses intimes. Sont toujours redoutables quand ils chargent. - 12. Pousser un cri passan pour êtra de meuveis eugure. Camarade da collège. - 13. Mieux vaut ne pas voyager sur sa ligne. A toujours posé une énigme aux historiane. Protégeeit un coffre. -14. D'un auxiliaire. Telles des cerres noue préparant la voie de l'avenir. Terre. - 15. Approxima tion à vue. Souvant diabolique

## Solution du problème m 5482

Horizontalement I. Maracea. - II. Egérie. La. III. Dé. Garrot. - IV. Ange. Aède. V. Identité. - VI. Lette. Inp. -VII. Non. - VIII. le. Strees. IX. Epicée. Té. - X. Rosi. Emeu.

Verticalement 1. Médellllara. - 2. Agenda. Spot. - 3. Ré. Géte. Ise. -Argent, Scia. - 5, ClA. Tente. Aérai. Orée. - 7, Rétine. Mi. 8, Loden. Ste. - 9. Hâte. Oiseux.

GUY BROUTY | soo équipe evec le Milan AC.

## Une idée de l'élégance

La mode est indissolublement liée à Horst, une retrospective lui est consacrée à Paris

HORST, 60 ANS DE PHOTOGRAPHIE au Musée des arts de la mode

De son prénom, il a fait sor nom et son nom appartient à l'his-toire de la photographie de mode. Horst Bohrmann, dit Hnrst, est aujnurd'hui un monsieur élégant de quatre-vingt-cinq ans, à l'allure impeccable avec son costume som-hre, un nœud papillon, une canne pour le guider, la chevelure blanche hien rangée, le sourire généreux et une cigarette de marque « Now » qu'un de ses assis-tants lui allume régulièrement.

A travers le Musée des arts de la mode, c'est une fois de plus Paris qui lui rend hommage. «Sans Paris, je serais restè un petit boche allemond s, affirme-t-il anjonrd'bui..

L'ancien étudiant en architec-ture de Walter Gropius, arrive en France en 1929 pour travailler comme apprenti chez Le Corbusier, dont il se déclare vite « décu par lo conception de l'orchitecture ». Horst se tourne alors vers la photo. Il apprend son métier au contact de George Hoyningen-Huene, ancien baron Petersbourgeois, principal photographe de Vogue France des 1926, et qui restera comme « la » référence en matière de photo de mode.

Horst côtoie le tout Paris des années 30 et devient l'ami de Coc-teau, Julien Green, Gertrude Stein, Lucbino Visconti, Coco Chanel, autant de personnalités qui, à l'instar de Mariene Dietrich ou Salvador Dali, lui doivent leur plus beau portrait. Il commence surtout, en 1932, à travailler pour Vogue et s'installe en 1939 aux Etats-Unis dont il a prend la nationalité à la fin de la guerre.

Sa photographie en noir et blanc, traduit sa « propre idée de l'élè-



Corsat Mainbocher, « Vogue », 1939

gonce », mûrie par une longue réflexion sur le corps dans la pein-ture, et relayée par l'utilisation toute personnelle - de la lumière et de décors en drapés blanes. L'élégance, c'est la mode bien sûr, mortes et de formidables études de nus. S'estompe alors l'image du

spécialiste pour laisser la place au photographe tout court.

Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoll, 75001 Paris. Jusqu'au 9 septembre. Catalo-

## «L'importance et la beauté du corps»

« Curiousoment, votre promière grande imaga n'est pas vous êtes d'abord intéressé au couleurs, Gauguin. » La couleur, prisa par vous. Vous apparaissez comme modèle pour las maillots de bain d'izod en

1930... - C'est en effet la photo la plus connue de mon ami George Hoyningen Huene, qui travaillait pour Vogue France et qui m'a appris la photographie. J'avais un très beau corps dans le temps... Je faisais de la culture physique, j'en fais toujours. Etre mannequin n'était pas évident car, pour des raisons techniques, il fallait rester de longues secondes sans bouger dans des positions compliquées, savoir conserver un sourire, une expression. C'est la raison pour laquelle les photos des années 30 et 40 semblent si « maniérées ».

- Votre visage et celui du mannequin féminin fixent une ligne d'horizon imaginaire et tournent le dos à l'objectif. Un cadrage audacieux pour l'épo-

- Ce qui était audacieux, c'était de poser en maillot de hain! Peu de mannequins l'acceptaient et les magazines hésitaient à publier de telles images. Voila pourquoi Huene nous a fait tourner la tête. C'était également difficile de trouver des filles qui acceptaient de poser nues tout en ayant un corps superbe. Elles étaient, comment dirais-je, souvent trop « rondes ». Le corps féminin est comme le vetement, il peut être élégant mais aussi se démoder.

- Dans quelles conditions avez-vous pris votre image la plus connue, celle du corset de Mainbocher, en 1939?

- C'était deux jours avant la guerre, mon dernier à Paris avant de m'embarquer pour les Elats-Unis sur le Normandie. Tout le monde pleurait dans les rues. Cette photo symbolise un monde disparu, tout ce que je devais laisser derrière moi à Paris, car le corset représente un vêtement qui ne se portait plus, que Chanel avait remplacé par la guepière. L'ogue a trouvé l'image choquante parce que le corset etait ouvert. Le magazine n'a accepte de publier cette photo qu'apres l'avoir retouchée.

- J'ai compris l'importance et la beauté du corps en voyant celui d'un ami culturiste, à la fin des années 20. Ensuite, je n'ai jamais cessé de l'«apprendre». J'ai passé un temps fou an Louvre, où j'ai observé la disposition des mains, des pieds, les jeux de lumière, le mouvement. J'ai voyagé en Italie ponr assimiler la technique de Michel-Ange et de Léonard de Vinci. En Grèce, pour la sculpture. Avec le peintre et décorateur Christian Bérard, je suis parti à la découverte des statues de Paris pour en saisir les proportions. J'ai même envoyé des mannequins eu Louvre avant des prises de vue pour qu'elles comprennent ce que je voulais. Je n'ai pas cessé de faire des études de nu, en eberchant la pureté, la simplicité et la géométrie du corps. La peinture me suit depuis ma première photo de mode en 1930 : j'étais tellement nerveux qu'une assistante m'a fait hoire du champagne, écouté des lieder de Schubert et m'a parlé de peinture. Mes limages

- Vous êtes égelement un spécialiste de la lumière. Comment la travaillez-vous?

sont ainsi bourrées de références

picturales: Ingres, Goya, Dela-

- La vic est faite de lumières et d'omhres. Donc pas de flash. Je dis toujours que le flash n'existe pas dans les montagnes! J'utilisais juste nne lampe ou deux mais je pouvais passer des heures à les disposer. C'est comme ça que j'ai été le premier à utiliser le fond blanc, parfois léger, avec une lumière derrière, et une autre face ou mannequin pour l'éclairer. Ensuite, tout tourne autour du vêtement ou de l'objet. Si j'aime la robe, je dois traduire la femme séduisante dans son allure. Si je ne l'aime pas, je laisse le vêtement dans la noir et l'insiste sur un détail, un drapé. un mouvement. De la même manière qu'il n'est pas naturel de tout dire, on ne doit pas tout

\_ Vous avez toujours vu en noir et blanc, peu en couleurs. - Christian Berard me disait :

c'est tres compuque

- Vos grands couturiers? - Surtout des femmes. Madeleine Vionnet, M= Gres (Alix), Coco Chanel. Et Yves Saint Lau-

- Coco Chanel était votre

- Sur la photo que j'ai prise d'elle, en 1936, elle tient sa cigarette entre deux doigts, de cette façon si vulgaire mais qui devient chez elle l'élégance meme. Elle me disait : A Personne ne sait comment faire des robes, alors je dois les faire moi-même. » La même année, j'ai photographie Elsa Schiaparelli, dont Chanel ne prononçait jamais le nom tant les deux femines se détestaient. « Comment s'oppelle-t-elle, cette Ito-lienne? Elle est couturière?», disait Coco.

- Mariene Dietrich apparait en tailleur, et non en smoking comme on l'e souvent photographiée.

- l'ai toujours pense que Mar-lene Dietrich faisait partie des femmes dont le visage était plus important que le corps. Elle m'avait juste dit : «Rappelez-vous la lumière de von Sternberg. » J'ai surtuut pensé à mes éclairages à moi, en effaçant toutes les ombres. C'est sa photo préférée, donc la meilleure.

- Vous continuez de travail-

~ Oui, même si on a tendance à trup vouloir rendre l'image trop « sery ». Ca manque de fantaisie. Trois jours par semaine, je quitte ma maison de Long Island pour faire des photos de publicité à New-York. Les magazines veulent retrouver l'esthétique d'il y a cinquante aus. Mais il mauquera toujours l'élégance, la vraie, celle qui a disparu au début des années 50.

- La vraia élégance?

- La discrétion, la simplicité. L'impression que tout est possihle sans en faire état. Coco Chanel, par exemple, qui m'invite à l'Opéra et qui ne me prévient pas que nous serons accompagnes par le président des États-Unis.

Propos requeills par MICHEL GUERRIN

MODE

## Les fantômes du réalisme

Paris a présenté, du 11 au 21 mars, le prêt-à-porter féminin de l'hiver 1991-1992

Es inventant le a petit haut » et la petite jupe extensibles, les années 80 unt inventé la femme au bord de la crise de nerfs, courte, serrée, tendue pour [se) plaire:

« Dis-moi. miroir, suis-je toujours
la plus jeune? » Pnint d'orgue de ce
stylc: l'été 1991, présenté en octobre dernier dans un grand déballage de couleurs vives, de vinyle crissant, sur fund de retour au pop'art et aux yévés.

Six mais plus tard, le registre s'est assombri, guerre du Gulfe ablige. Les tailleurs en peluche

nhlige. Les tailleurs en peluche flut, les cuissardes transparentes de Thierry Mugler, roi de la mode elip, font figure d'outsidets. D'une manière générale, l'cuphorie psychédélique a cédé la place à la mélancolie, à ce que certatas appellent déjà le « nouseux contactisme punk». Tout un programate. Certes, la présence de tronte-huit créateurs à la cour Carrée du Louvre (autant que la saison dernière), les arrivées internationales — l'Américain Oscar de la Renta, l'Espagnole Sybilla, la Britannique Vivienne Westwood, l'Italienne Enrica Massei, de retnur des ache-Enrica Massei, -le retnur des ache-teurs américains, qui avaient renoncé aux défilés de baute couture en janvier dernier par peur des attentats, donnent le change. Certes, Paris, capitale de la mode, s'est à nouveau offert de prestigieux speciacles malgré les menaces de défection et les nassurances-annulations \* souscrites par la chambre syndicale de la couture. Mais la transition est là. La mode des créateurs ridée par les soueis, les tracas financiers et industricis, pousse la complainte de l'époque.

Qu'est-il arrivé à Yobji Yama-moto? Que viennen faire ses sol-dates clochardisantes, ses marins noyés dans leur uniforme, ses Baby Jane déguisées en marquises dans leurs robes au erochet? Comme cour fuir sa propre image il s'inpour fuir sa propre image, il s'in-vente une identité de costumier : d'où ces pièces uniques en carton invoquant les fantomes des pein-

tres constructivistes.
Rei Kawakubo (Comme des garçons) revient à la ville grise et noire rayée par les flasbes de cou-leur. L'art de la coupe se joue lunc comédic destroy : série de robes et tailleurs en soie sauvage soulignées par des ganses de vinyle, ready made de tuile, botles en cuir imita-tion plastique en filés sur des teunes de résille. Il y a même des robes-sacs 100 % laine sur lesquelles an lit en inscriptions peintes à la main : « Rebelle », « Chie punk », « Révolution ».

> Agressivité dans l'air

Dans cette ambiance incertaine, la violence se banalise : il y avait cette saison de l'agressivité dans l'air. Avec ses égéries découpées au laser. Claude Montana a évidemment remporté tous les suffrages. Dans le genre, il triomphe : fuseau hlanc et vison rasé, manteaux et cahan hleu vidéo, formes géomètriques seches, belles parkas d'auto-défense. Partout des zips, des attaches en metal argenté.

La durcté n'épargne personne. Même Roméo Gigli, habituellement si lyrique, donne dans l'ascètisme et le renoncement. Les princesses veiues de manieaux de feutre, de redingotes minimalistes. de robes-serpents en paillettes semblent entrer dans le monde de la dannation éternelle. Il y a. parait-il. cinquante cuuleurs, mais tous ces verts scarabée, ces pour-pres semblent murcis par un même nuage, dans une nature ctrange peuplée d'insectes. « C'est une col-lection un peu sombre », reconnaît Ruméo Gigli, occupé à poursuivre en justice ses deux ex-associés. Carla Sozzani et Donata Maino pour fraude. C'est avec le soutien de ses fabricants. Zegna Zamar-sport et Stefancl. qu'il a réalisé cette collectioo au parfum diaboli-

Et c'est ainsi que les drames pasc est ainsi que les drames pas-sionnels engendrent les tendances ; oui, la femme de l'hiver 1991-1992 est, par bien des aspects, la figure du Mat, La beauté 1992? Un teini pale et des yeux fardes, des levres crayonnèes de rouge brun, des ongles peints. Snuvent le corps sisueux se voile de tulle, de filet aux allures de toile d'araignée, s'entuele de toutes ces étoffes qui jouent mystérieusement avec la lumière : soie brillante, velours irisé, mousseline changeante.

« Ma règle essentielle, avnuait Van Dongen, c'est d'ullonger les femmes et surtout de les amincir.
Après cela, il ne reste plus qu'à
grossir leurs bijnux et elles sont
ravies!» Le message semble avnir
été tetenu par Michel Klein et ses
belles ténèreuses portant leur pantalon comme un pyjama du sorr, nues sous leur grand pull de mohair ou leur cache-cœur de soir. Mais elles sont nombreuses à faire leur marché aux Puces : le stand le plus dévalisé reste l'après-mai 68 avec les pulls-chaussette, les sborts de Twiggy-la-Brindille, les maximanteaux fendus façun B. B. à La Madrague, qu'nn retrouve ehez Martine Sitbon, Helmut Lang, Enfin, du côté des jeunes créateurs apparaise fiferement déclieure anversois férocement déglingues - Martin Margiela, Vérunique Leroy, - Dirk Van Saene est le plus talentucux.

Faire vrai, montrer l'époque dans sa noirceur et sa trivialité : tel est le grand pari du moment, comme si la mode avait besoin de comme si la mode avait besoin de se convaincre elle-même qu'elle est toujours en prise avec l'instant. Mais loin des tribulations réalistes, des Polaroids néomisérabilistes, il y a la mode envisagée comme un métier. Où, à force d'épingles, de contraintes, de retouches, l'image est d'abord un vetement : Issey Miyaké renouvelle l'idée du soir Miyaké renouvelle l'idée du soit avec des robes cruciformes en soie or. Jean-Charles de Castelbajac enveloppe l'hiver dans ses manteaux-convertures coupés dans de somptueux plaids. Et Marc Audibet rend au corps son insolence et sa pureté : sa collection de maille, baptisée « Éléments », se présente omme un jeu de canstructions en cinq couleurs. Chaque vetement - pull, caleçon, body, robe fendue - se place, se superpose avec l'évidence de la ligne et du mouve-

Entin, il y a Yves Saint Laurent, maniant avec une rare volupté l'ex-tras agance dans le clacissisme : un prétexte, l'Ecosse, et il emmène les femmes au pays où les verts sont plus verts, les rouges plus denses, les nairs plus magiques. Le jeu est là entre l'imagination du couturier et la vérité des désirs immédiats: souplesse pour le jour, des étales de soie, des capes de cachemire. fantaisie « parisienne » pour le soir - capes-boules en boa, trenchs en cuir or, bijoux qui rendent fou. LAURENCE BENAIM

#### Christian Lacroix cérémonie secrète

Elles unt pris la dauceur de la nuit, semblent glisser dans le mys-tère des lumières tamisées qui font chatoyer les ors, les broderies, les rauges. Sur leurs bustes s'imprienmpnsés autour d'une rose, sur leurs robes se reflètent des vitraux de Ruuault. De quelques vnyages, elles ont entraîne des images -couleurs sombres d'Afrique, acides scandinaves en mohairs duveleux. reflets violet dans les plis du veluurs mauve, tache claire qui danse sur la fluidité d'une robe

Bijoux grandiloquents, souliers d'or, brocards orgueilleux, alles irradient un instant la chaleur ensuleillée avant de retournes, de se binitir côté nmore, côté crepuscule, côté sourire, côté languide pour la cérémonie secrète dédiée à quelque Aphrodite réveuse,

#### Jean-Paul Gaultier, French cancan

la Butte, actrices du Caf conc : ce sont les dernières égéries de Jean-Paul Gaultier. Une nouvelle fois il triomphe dans un exercice de style, mélant tout à la fois le grave et le frivole. Couleurs de Lautrec, roux, jaune acide et vert absinthe, sorties de la Revue Blanche, vestes à pans pointus dessinées sans aigreur, jupes asymétriques pour juner avec toutes les longueurs. Mais il a trop à faire, voir, pour gratter les tableaux et les recopier. D'un claquement de doigts il vous sort une garde-robe à la fois sexy et unisexe, redingotes en gabardine extensible sur T'shirts à paillettes, manteaux-robes de lavandières qui se déplient d'un geste en robes à traîne et, dans ces instants-là, volés au temps qui passe, il y a la mémoire du cœur.

#### Vivienne Westwood éternelle Albion

De Jean-Paul Gaultier à Christian Lacroix, nombre de stylistes lui vouent une reconnaissance sincère : c'est dans les années 70, dans sa boutique World's End de Chelsea, à Londres, qu'ils ont pioché quelque insolence. Vivienne Westwood, égérie de Malcolm Mac-Laren, avait lacéré les jeans avant tout le munde, coupé les crinolines en minijupes, osé les mélanges les plus décapants. Accueillie à Paris chez Azzedine Alaïa, elle a prouvé qu'elle était encore la reine. C'est toute l'Angleterre qui a défilé, cortèges d'images détournées, dames emplumées, bobbies en gilet afghan coupé dans un kilt, buttes cavaliéres à semelles compensées. Mais, au-delà des gags, il y a la rigueur de la leurs tailleurs de Savile Row.

Trois disparitions

## Patrick Rétif, créateur de mobilier

Créateur d'accessoiras et de mobilier, Patrick Rétif eat mort du sida à Peris le 19 mars. Il avait trante-trois ans.

C'est pour Jean-Paul Gaultier et France Andrévie qu'il réalisa ses premiers bijoux en 1980. Parrick Rétif, vingt-deux ans, ne à La Garenne-Cnlombes, allait ponctuer avec bumour la mode de toute une nouvelle génération de créateurs. Des bijoux high tech ca goudron. Plexiglas, caouteboue et strass (1982) aux premières sèries d'objets édités par En altendant les Barbares en 1987 (miroirs carolingiens, chandeliers Médicis en fer forgé), Patrick Rétif n'a cessé de raennter son époque comme un observateur attentif des gouts et des séductions.

Discretement, Patrick Retif jouait avec les matières, les mélangeait, brutes et sophistiquées perfes baroques et chrome, vente et bronze dans une perpetuelle recherche de volume, d'illusion et

de Jégéteté, comme en témnignent d'ailleurs les derniers bijnux a ninhres chinoises w. Il travaillait entre autres pour Jean-Charles de Castelbajac, Karl Lagerfeld, Christian Lacrnix, Marithé et Français Girbaud, mais également Hermès, Arthus Berrand, pour une collec-

D Clarence Fender, inventeur de la

guitare électrique Stratocaster.
- Clarence Leo Fender, inventeur en 1954 de la guitare électrique Stratocaster, sans doute le modèle le plus vendu et le plus imité au mnode, est mort le 21 mars à Fullerton, Californie. Il était agé de quatre-vingt deux ans. Les premières guitares électriques à caisse de résonance dataient des années 30, mais la Stratocaster fut la première guitare solid body, en bois plein, ce fut aussi la première

ooté d'un bras de vibrato. Aujourd'nui, une «Strato» d'origine peut valoir jusqu'à 20 000 dollars (100 000 frames environ). - (AFP.)

il mit en secue l'exposition « Calder intime » au Musée des aris décuratifs de Paris avec un dépouillement complice. Secret. il taisie grave, tout en nuances, avec l'humilité du cœur et du talent.

a G. Aravindan, cinéaste indien. - Le réalisateur indien G. Aravindan est mort le 15 mars à l'âge de emquantecinq ans, dans le Kerala, l'État méridional où il était ne et où il avait toujours vécu et travaillé. Depuis son premier film en 1974, des titres comme le Chapiteau, le Croqueinitaine, Crepuscule, jusqu'à Chidambarain en 1985 et Et il y eut un village en 1986, avaient fait de lui l'un des principaux représentants du cinéma indépendant du sud de l'Inde. Il venait, après de langs efforts, de ternuner un nouveau film, les Dépossédes, consacré aux réfugiés ou Bangla-

#### CINÉMAS

#### LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24) SAMEOI

Hommage à Jean Epstein : les Aventures de Robert Macsira (1825), ds Jaen Epelein, 15 h; le Vie privés d'Hanry VIII (1933, v.o.), d'Alexandre Korda, 19 h ; Hommags à Pater Brook : la Tragédie de Carmen (1982-1983), da Peter Brook, 21 h. DIMANCHE

Hommage è Jean Epatein : la Chuta ds la maison Usher (1928), ds Jean Epstein, 15 h ; Hommage è Jean Eps-tein : Finis Terree (1828), de Jean Epss.t.f.), de Carlos Oiegues, 19 h : Hom-mags è Petar Brook : Is Tragédis de Carmen (1982-1983), de Peter Brook,

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI

Pelmsrès du cinéma du réel, 18 h ; Palmarès du cinéma du réel, 20 h. DIMANCHE

Pelmarès du cinéma du réel, 18 h ; Palmarès du cinéma du réel, 20 h. CENTRE

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMED

Les Cinémss d'Asis Centrale Soviéti-Les Cinémss d'Asis Centrale Soviet-qus : la Désert at l'Enfant (1983, v.o. s.t.f.), ds Ousman Separov, 14 h 30 ; la 8ru (1972, v.o. s.t.f.), ds Khodjskoull Narliev, 17 h 30 ; la Commissaira extra-ordinairs (1970, v.o. s.t.f.), d'Ali Kham-raev, 20 h 30.

DIMANCHE Les Cinémas d'Asia Centrala Soviéti-qua : la Cial da notra antenca (1967, v.o. a.t.f.), de Tolomouch Okaav. v.o. a.t.t.), de l'olomouch Ukaev. 14 h 30 : le Premier Msîtra (1867, v.o. s.t.f.), d'Andrei Mikhalkov-Kontcha-lovski, 17 h 30 ; le Garde du corps (1980, v.o. s.t.f.l, d'Ali Khamarsev, 20 h 30

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grende gelsrie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-25-34-30)

SAMED) Gemins de Paris : Ecols : les Rois Gemins de Paris : Ecols : les Rois Feinéants chantent Social Case (1884) de Philippe Gautlar, Oiabolo menthe (1977) de Diene Kurys, 14 h 30 ; Révoltee : Liberty Seile (1983) de Pescel Kané, 15 h 30 ; Apprentissages : Uns plerre, un arbre, un nuage (1881) de Christine ven de Putte, les Années sandwichee (1988) de Pierre Soutron, 18 h 30 : Révoltes : Comme II faut 18 h 30 ; Révoltes : Comme II faut (1880) de H. Bérard, Louise l'ins (1984) de Charlotte Silvera, 20 h 30. DIMANCHE

Gamina de Paris : Ecole : l'Enfent prisonnier (1976) de Jean-Michel carré, Alertez les bébés (1976) de Jean-Mi-chel Carré, 14 h 30 : Apprentissages : chei Carre, 14 n 30 ; Apprentissegee ; Bande annonce : Liberty Belle (1983) de Pescal Kané, Rougs Baiser (1985) de Visra Belmont, 16 h 30 ; Révoltee ; Gavroche (1986) de l. Gourvitch, la Pipe du communard (1828) de C. Mardjanov, 18 h 30 ; Augstures ; Sons Instantes 18 h 30 ; Avantures : Spot Instantané 18 n 30 ; Avanures : Spot instantante Poulain (1983), les Cauchemers de Moneieur Eiffel (1988) d'un groups d'anfants, la Premièra Nult (1858) de Georges Franju, Ultoz (1989) de G. Jacques, la Ballon rouge (1956) de Albert Lamorisse, 20 h 30.

#### LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (\*\*) (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Les Trois 8alzac, 8- (45-61-10-60) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). ALICE (A., v.o.) : Ciné 8aaubourg, 3

(42-71-52-38) ; UGC Danton, 5- (42-25-10-30( : UGC Rotonda, 5- (45-74-94-94) ; La Pagoda, 7- (47-05-12-15) UGC Champs-Elyaesa, 8- (45-82-20-40) ; UGC Opera, 9- (45-74-95-40) ;

PARIS EN VISITES

(1407) st autras vieux logis parisiens», 10 h 30, métro Rambuteau,

«Le Seins, ses visux ponts, lse autre, la batellarie», 14 h 40, place lu Châtelet, devant la fontains (Paris

€ Uns heurs eu cimetlèrs du Mont-

« Uns heurs eu cimetiers du Mont-parnassa », 11 haurss, à l'antrés, 3, boulaverd Edgar-Cuinat. « Les nouveautés du quartier Piai-sence ». 14 h 45, métro Plaisance

sence ». 14 h 45, métro Plaisance (V. de Langlads). « Ls romantiams an Francs ». 14 h 15, Musés du Louvre, hall Napo-léon, eccusil das groupss (G. Mar-beau-Canen).

«Lee templisrs at la quartiar du Temple », 14 h 30, métro Temple (M.-C. Lesnier).

« Indonésie : entre l'Asis et la Méla-nésie », 14 h 30, hall du Mueée de l'homme (Le cavalisr bleu).

r nomme (Le cavaisr bieu).

« La Concisrgerie. Ouverture de nouvelles salles et restauration du cachot de la reine », 14 h 30, 1, quai de l'Horlogs (E. Romann).

« Comment vivaient les roie au Lou-

De l'hôtel de Villars è la fontaine

«Le couvent de Port-Royal et le

Les fastes de l'Opéra Garnier. Son

vre... en parcourent les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvra des Anti-quaires (Connaissance de Parie).

dee Saleone : la mairie du septièn

historiques).

arrondieeement et son quertier», 14 h 30, 112, rus de Grenelle (Monu-

janeénisme », 14 h 30, sortis métro Port-Royal (S. Rojon-Kern).

sortie rue du Grenier-Saint-Lezare.

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Escurial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet 8eeugrenella, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17. (40-68-00-16); v.f. : Pathé

Montparnesse, 14 (43-20-12-06). LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : L'Entrspôt. 14- (45-43-41-63) ; Les Montpamas, 14 (43-27-52-37). ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Lucer-naire, 6- (45-44-57-34).

AVALON (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50). LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-CITE (Sov., v.o.) : Utopie Champolion, 5: (43-28-84-65).

LE SUCHER DES VANITÉS (A. v.o.l : Gaumont Les Helles, 1- (40-26-12-12) : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Gaumont Champe-Elysées, 8-(43-59-04-67) ; Max Lindar Penorama, 9- (48-24-88-88) : La Bastille, 11- (43-07-48-80) ; Gaument Psrnasss, 14-(43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; UGC Gobalins, 13-(45-51-94-95) ; Gaumont Alésis, 14-(43-27-94-50) ; Miramar, 14- (43-20-89-52| : Gaurnont Convention, 15- (48-28-42-27| : Pethé Clichy, 18- (45-22-45-01); La Gambatta, 20- (45-35-

AUJOURD'HUI PEUT-ETRE,...

AUJOURD'HUI PEUT-ÉTRE... Film français de Jean-Louis Bartuc-celli : Forum Horizon, 1 · (45-08-57-57) : Pathé Impérial, 2 · (47-42-72-52) : Pethé Hautsfsuills, 6 · (46-33-78-38) : Pathé Marignan-Concorda, 8 · (43-59-92-82) : Sapt Parnassiens, 14 · (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, 18 · (45-22-47-94). BONS 8AISERS D'HOLLY-WOOD, Film eméricain de Mike

WOOD. Film eméricain de Mike Nichols, v.o. : Pathé Impérial, 2° (47-

Nichols, v.o.: Pathe Imperial, 2° (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-35); Pethé Heutefeuille, 6° (45-33-79-38); Pathé Marignan-Concords, 8° (43-59-92-82); Mis-tral, 14° (46-39-52-43); Sept Per-nassiens, 14° (43-20-32-20); 14

nassiens, 14• (43-20-32-20); 14
Juillat Beaugrenelle, 15• (45-7579-79!; v.f.; Saint-Lazara-Pasquia,
8• (43-87-35-43); Pethé Français, 9•
(47-70-33-88); Les Nation, 12• (4343-04-87); Feuvette 8is, 13• (4331-50-74); Pathé Montparnesse,
14• (43-20-12-06); Pathé Wepler II,
18• (45-22-47-94).

18\* (45-22-47-94).
EAT)NG. Film américain d'Henry
Jaglom, v.o. : 14 Juillet Odéon, 8\*
(43-25-59-83).
LE JOUR DES ROIS, Film françaie
de Marie- Claude Treilhou : Forum
Orient Express, 1\* (42-33-42-25) :
Saint-André-des-Arte I, 8\* (43-26-48-18) : George V 81 (45-62-

Saint-Andre-des-Arte I, 8\* (43-25-48-18); George V, 8\* (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-81); Escurial, 13\* (47-07-28-04); Sept Parnaselens, 14\* (43-

LABYRINTHE DES PASSIONS.

LABYRINTHE DES PASSIONS. Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : Gaumont Lea Halles, 1- (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6- (42-22-72-80) ; Gaumont Ambesads, 8- (43-59-19-08) ; 14 Juillet 8stille, 11- (43-57-90-81) ; Gaumont Pamasse. 14- (43-35-30-40) ;

mont Pamasse, 14- (43-35-30-40) ;

LE CERCLE DES POÈTES DISPA-

RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6: (46-33-10-82) : George V, 8: (45-62-41-46).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ureulinss, 5. (43-26-19-08) : Gaumont Alésia, 14 (43-27-

COMING UP ROSES (Brit., v.o.)

48-18).

LUNDI 25 MARS

int-André-dss-Arts I, 8- (43-28-

COUPS POUR COUPS (\*) (A., v.o.)

Forum Oriant Express, 1 (42-33-42-26); Georgs V. 8 (45-82-41-46);

UGC Normandis, 8: (45-63-16-16)

v.f. : Rex, 2. (42-35-83-93) : UGC

14 h 30, dans is hall, status de Lulli

« Hôtels et jardina du Marais. Placs es Vosges». 14 h 30, ecrtie métro aint-Psul (Résurrection du passé).

«L'hôtel de Chimay, la chapelle des

Augustiss et l'Écols des beaux-arts », 15 heures, 17, quel Malequele (D. Bouchard).

€ Lieux inconnus de l'ancienne et la nouvelle Sorbonns », 15 hauree, 10, placs de le Sorbonne, devant le porteil de la chapelle (M. Banassat).

Mouffetard at ses secrets. De la

Exposition : « La trésor de Seint-enis», 15 h 15, 2, place du Palais-

23, quei de Conti, 14 h 45 : « La

technique eppelle le mystique», par M. Clément (Académie des sciences

Verrières-le-Suisson, sells des fêtes ele Colombier», 14 h 15 : « Les grandes données de la science », par A. Velenta (Les lundis de Verrièree).

Cantra Gaorges-Pompidou (salls Jeen-Prouvé), 20 heuree : « L'archi-

tecture de la Californie » (Les lundis

18, rue de Verenne, 20 h 30 :

Chrétiene dans les changaments cultureles, evac D. Hervieu-Légar

maison du pèrs Goriot sux convul-eionnsires de Saint-Méderd », 15 heurs, métro Mongs (Connais-

e d'ici st d'ailleurs).

**CONFÉRENCES** 

morales et politiques).

du CCI).

Royal (P.-Y. Jasiet).

(Arts et castera).

10-96).

Montparnasse, 6- (45-74-94-94) : Para-mount Opére, 9- (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral. 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) : Pathé Clichy. 18-

(45-22-46-01). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; UGC Odéan, 8. (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); Psramount Opéra, 9- (47-42-58-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20) ; Pethé Wapler II. 18\* (45-22-47-84) ; Le Gambetta, 20-IAS-36-10-96).

DANCIN' THRU THE DARK (A. v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) ; Action Champs-Elysées, 8-(43-25-71-89) ; La Bestille, 11• (43-07-48-60)

DANSE AVEC LES LOUPS (A., DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.): Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); 8ratagne, 6: (42-22-67-87); UGC Odéon, 8: (42-25-10-30); Geumont Ambasseda, 8: (43-59-19-08); UGC Normandis, 8: (45-63-16-16); Gsumont Alésia, 14: (43-27-84-50); v.f.: Rax (Is Grand Rex), 2: (42-36-83-83); Fauvette, 13: (43-31-55-86); Gaumont Convention, 15: (48-28-Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Waplar, 18- (45-22-

Gsumont Alásie, 14. (43-27-

84-50) ; 14 Juillet Beaugranelle, 15-(45-75-79-79).

LA MAISON RUSSIE. Film améri-

cain de Fred Scheplsi, v.o. : Forum Honzon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juli-

Honzon, 1\* (45-U8-5/-5/); 14-JUI-lst Odéon. 6\* (43-25-59-83); George V, 8\* (45-62-41-48); UGC Siarritz, 8\* (45-62-20-40); Sept Par-nessians, 14\* (43-20-32-20); 14 Juillet Paragraphia, 16\* 46-75

nessians, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Baaugranslle, 16 (45-75-79-79); v.f.: Rsx, 2 (42-38-83-93); Saint-Lazara-Pasquier, 8-(43-87-35-43); Pathé Frençaie, 9-

(47-70-33-88) : Les Nation, 12" (43-

(47-70-33-88) : Les Nation, 12\* (43-43-04-67) : UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-58) : Fauvetta Bie, 13\* (43-1-60-74) : Mistral, 14\* (45-39-52-43) : Pethé Montparnasse, 14\* (43-20-12-06) : UGC Convention, 15\* (46-74-02-40) : Pathà Clichu

15. (46-74-93-40) ; Pathé Clichy.

POUSSIÈRES DANS LE VENT.

Film chinole de taiwsn de taiwsn, couleurs, 1h29. Comédie drematique de Hou Hslao-Hsien, v.o. : Utopia

RUE DU 6AC. Film frençais de

RUE DU 5AC. Film frençais de Gabriel Aghion : Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33) : Ciné Beeubourg, 3: (42-71-52-36) : Las Trois Luxembourg, 8: (46-33-97-77) : Gaumont Ambassade, 8: (43-68-19-08) : Gaumont Alésie, 14: (43-27-84-60) : Las Montpagne, 14: (43-27-84-60

84-50); Les Montpernoe, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

ricain de Lee Grant, v.o. : Publicie Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23) ;

Sienvenus Montpamasse, 15- (45-

TOMSES DU CIEL. Film espe-

gnol-peruvien ds Frencisco Lom-bardi, v.o. : Latine, 4 (42-78-

47-86) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

46-01); Le Gembstta, 20 (46-38-

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Républic

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les

Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Pathé Haute-

fauille, 6. (46-33-78-38); Gaumont

Ambassade, 8. (43-59-19-08); La Bas-

tilla, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13

(43-31-56-86) ; Gaumont Pamasse, 14-

DO THE RIGHT THING (A., v.o.)

Cinoches, 6: (46-33-10-82). ETRANGE SÉDUCTION (lt., v.o.) :

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Publicie Champs-Elyséee, 8

(47-20-75-23) ; Gaumont Pamasse, 14-

L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient

Express. 1: (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 5: (43-25-59-83); UGC

Rotonds, 8- (45-74-94-94); UGC Nor-

mandis, 8- (45-53-16-16) ; v.f. : Pare-

mount Opéra, 8- (47-42-56-31); Pathé

FENETRE SUR PACIFIQUE (A.

(.o.) : UGC Triomphe, 8. (45-74-

LA FRACTURE DU MYOCARDE

(Fr.) : Ciné 8aaubourg. 3• (42-71-52-36) ; 14 Juillet Pernasss, 5• (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 6• (45-

33-87-77| ; Gsorgs V, 8\* (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-57-

80-61); Gaumont Convention, 15- (48-

GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-

CENT (Fr.) : George V, 8- (45-S2-

GHOST (A., v.f.) : UGC Montpar-

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.)

Studio dse Ureulines, 6 (43-26-

19-09) ; Gaumont Convention, 15- (48-

GREEN CARD (A., v.o.) : Gaumont

Les Halles, 1. (40-25-12-12); Ciné

8eaubourg, 3. (42-71-52-36); UGC

Odéon, 6 (42-26-10-30) ; Gaumont

Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC

Biarritz, 8: (45-82-20-40) ; UGC Gobe-

lins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Ald-

sie, 14 (43-27-84-50) ; 14 Julilet

Beaugrenells, 15. (45-75-79-79) : Bien-

venue Montparnasee, 15° (45-44-25-02); UGC Meillot, 17° (40-88-

nasse, 6- (45-74-94-94).

28-42-27).

Montparnassa, 14- |43-20-12-06].

Cinémas, 11. (48-05-51-33) ; Denfert,

STAYING LOGE

14- (43-21-41-01).

143-35-30-40).

(43-35-30-40).

93-50).

18- (45-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

43-04-67) : UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; UGC Convendon, 15- (45-74-93-40) : Pathé Clichy, 16- (45-22-HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epés

Opéra, 8- (47-42-56-31). HENRY & JUNE (") (Fr., v.o.) :

Cinoches, 8- (48-33-10-82). HENRY V (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26); Psnthéon, 5\* (43-54-15-04); Elysées Lincoln, 8\* 43-59-36-14) ; Sept Pernessiens, 14-43-20-32-20}-HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL

KILLER (\*\*) (A., v.o.) : Racins Odéon, 6 L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Rex, 2: (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bes-tille, 12: (43-43-01-59) ; Grand Pavols,

15- (45-54-46-85). HOT SPOT (\*) (A., v.o.) : Epée ds Bois, 5- (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) ; Cinoches, 6: (46-33-10-82).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33). KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.)

Cinoches, 6: (45-33-10-82). LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., MAMAN, J AI HATE L'AVION (A., v.f.): Georgs V. 6\* (45-62-41-45): Saimt-Lambert, 15\* (45-32-91-68). MERCI LA VIE (Fr.): Geumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12); Rex. 2\* (42-36-83-93); UGC Danton, 5\* (42-25-12-12); Rex. 2\* (42-36-83-93); UGC Danton, 5\* (42-25-12-12); Rex. 2\* (42-36-83-93); UGC Danton, 5\* (42-24-36-83-93); UGC Danton,

10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Le Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Psthé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Bisrritz, 8 (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31); Lee Netion, 12 (43-43-04-67) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13: (45-61-84-95) : Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) : Miramar, 14- (43-20-89-52) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17. (40-68-00-16); Pethé Wepler, 18: (45-22-48-01); Le Gambetta, 20: (48-38-

MILLER'S CROSSING (") (A., v.o.) Forum Horizon, 1: (46-08-57-57); Pethé Hautefeuille, 8: (46-33-79-38); Pethé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-

MISERY (\*) (A., v.o.) : Ciné Beeu-bourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8- (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 6- (45-52-20-40) ; v.f. ; Rsx, 2- (42-36-83-93]; UGC Montparnasse, 6\* (45-74-94-94); UGC Opérs, 9- (45-74-95-40). M)STER JOHNSON (A., v.o.): Forum Orisin Express, 1\* (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concords, 8\* (43-59-92-82). (43-59-92-82).

43-59-92-821. LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A.,
v.o.): Studio Galsade, 5- (43-5472-71); Grand Pavois, 15- (45-54-

NIKITA (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Gaumont Ambassads. 8 3/-0/-4/]; Gaumont Ambassads, 8-(43-59-19-08); Lee Montparnos, 14-(43-27-52-37). LES NUITS AVEC MON ENNEMI

(A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57): Pethé Impérial, 2- (47-42-72-52); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); UGC Rotonds, 6- (48-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); UGC Bisrritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Maillot, 17. (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) Saint-Lezare-Peequisr. 8- (43-87-35-43] ; UGC Opéra, 9- (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mis-UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montparnesse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-83-40); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetts, 20- (46-35-10-96).

ON PEUT TOUJOURS REVER (Fr.) : George V. 8- (45-82-41-46) : Pathé Français, 9- (47-70-33-88) : Peris Ciné 1, 10- (47-70-21-71); Fauvette, 13-(43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06).

L'OPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Geumont Opéra, 2- (47-42-60-33) : Gaumont Ambassade, 8- (43-59-18-08) : UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) : Miremar, 14- (43-20-89-52) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94). LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Epés de Bois, 5- (43-37-57-47); George V, 8-(45-62-41-46); Gaumont Pamasse, 14-

(43-35-30-40). LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33); Den-fert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : UGC Denton, 6° (42-25-10-30); UGC Denton, 6° (42-25-10-30); UGC Triompha, 8° (45-74-93-50); UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); Saint-Lam-bert, 15° (45-32-91-68); v.f.: 8re-bert, 16° (45-32-91-68); v.f.: 8re-

bert, 15- (45-32-91-00) , v.i. tagne, 6- (42-22-57-97).

REZ-DE-CHAUSSEE (Sov.. v.o.) :
Lucemaire, 6- (45-44-57-34) : Studio 28, 18 (46-06-36-07).
ROSENCRANTZ & GU)LDENS-TERN SONT MORTS (A., v.o.) : George V, 6- (45-62-41-46).

George V, 6\* (45-b2-41-40).

SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.):
Studio Galande, 5\* (43-54-72-71):
Lucernaire, 6\* (45-44-57-34).

SOUVENIRS DE LA MAISON
JAUNE (Por., v.o.): Latina, 4\* (42-78-47-86): Seint-André-des-Arts II, 6\* (43-26-80-25).

TAXI BLUES (Fr. Sov., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-35); Studio 28, 18- (45-06-36-07). TELS PÈRES TELLE FILLE (A.

v.o.): UGC Normandie, 8- (45-63-16-15): v.f.: UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94); Pathé Françass, 9- (47-(45-/4-94-94); reure cranças, 43-70-33-88); Feuvette, 13- (43-31-56-86); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68); Pethé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-35-46-61) THELONIOUS MONK (A., v.o.) 10-96).

Imagss d'eilleurs, 5- (45-87-16-09) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33). TILAI (burkinabé, v.o.) : images d'aitleurs, 5- (45-87-18-09).
TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) :

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Le Berry Zèhre, 11- (43-57-51-55). LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.): Club Gaumont (Publicis Man-gnon), 8: (43-59-31-97); George V, 8: (45-62-41-46); Fauvette, 13: (43-31-56-86) : Les Montparnos, 14- (43-27-52-37); Samt-Lambert, 15- (45-32-

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Ciné Besuhourg, 3-(42-71-52-36) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09). UN FLIC A LA MATERNELLE (A.,

v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) : v.f. : Rex. 2 (42-36-83-93) ; Fauvetta. 13 (43-31-56-86). UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Club Gaumont (Publicis Manignon), 8º (43-59-31-97); Grand Pavois, 15º (45-54-

UN THE AU SAHARA (Bot., v.o.) ; Lucernaire, 6- (45-44-57-34). URANUS (Fr.): George V, 8- (45-82-41-48); Pethé Français, 9- (47-70-33-88); Les Montparnos, 14- (43-27-

LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

Cadres : 20 h 15. Nous on feit où on

nous dit de faire : 22 h. EDOUARD-VII SACHA GUITRY

(47-42-59-92), Même heure l'annéa prochaine : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h,

ELDORADO (42-49-80-27). La Belle de Cadix: 14 h 30, dim. 14 h. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00).

Description d'un combat : 20 h 30,

dim. 16 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le

Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45, dim. 18 h. La Mouette : 20 h 46, dim. 20 h. Baudeleire : 22 h 30, dim.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).

Pique-Nique: 15 h. Salle I. L'Hirondelle: 20 h 30, dim, 16 h. Salle II. Le Tourment de Dieu: 20 h 30, dim. (demière)

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-

GARE DE LA MER (48-87-66-37). A

Kind of Alaska end Victoria Station :

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-

20-90-09). Déconnage Immédiat : 18 h et 20 h 15. San Antonio : 22 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Un p'tit vélo dans la tête :

19 h. Souz'Louf' Tête de mouton :

19 h, 80uz Lour Teta de mouton : 20 h 30. George Dandin : 22 h 15. HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12). Les Origines ds l'homms : 16 h, dim., mar. 15 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). Le Can-

tatrice chauvs : 18 h 30. Le Leçon :

20 h 30. Les Nuite ds Tsrayeme : 21 h 30.

1'ESPACE (42-45-13-20). Sans titre,

les Muses mutines : 21 h. LA CIGALE (42-36-43-43). Holey

18 h 45.

## La noi

En obtenant l'implante

ALEI de notre éntroyé spécial

OUS les responsables de d'Albi, regue à Paris le 19
M. Roger Fauroux, mir l'équipement, et la facque que, ministre de l'aménagement du ont du téléphoner à leurs collabora mairie, au conseil général ou à la 1 pour les convaincre de la réalité d'appour les convaincre de la la mara réant sion annoncée des le 16 mars dans (le Monde daté 17-18 mars) : ess le Monde date 11-18 mars; esse le bassin Albi-Carmanx que va ett tée la sixième école des mines. As investis pendant physicurs mos constitution du dossier de casdin doutaient encore du résultat. La tion de la nouvelle a levé les

craintes d'une remise en duestion.

Il est vrai que si l'on connaît i président de la République pour lean Jaurès, Albi ne bénéficiait si certaines de ses concurrentes, de ministres en exercice ou d'ex encore influents. Ne disait on pa quelques jours de la décision gon tale, que la ville de Pan avait d'atours que la cité abigeoise? Une candidatare

## «œcuméniana»

Mais cette region tername a su s pour emporter la décision. Il y mois, elle était déjà entrée en l cinquième école des mines, qui de ment échoir à Nantes, Michel Ca d'Albi, ne cache pas que ce de avait surtout permis de prépare solide et complet au moment où ment se prononçait pour une no dans le Sud-Ouest. "Les pouvoirs publics n'ont sant

Me insensibles an fait que le do ese susensibles an last que le do; s'ouvrait par une lettre d'infentio par MM. Maro-Censi, président l'consoil régional de Midi-Pyréac Carsenac, patron du consoil géné et le maire d'Albi, tous deux soi véritable, a cecume la région pour cette candidature. Amsi, M. Ri vice-refeident d'connistion du c vice-président d'opposition du c teur adjoint d'une ecole des in princis de mettre en avant la que moyentre d'Albi. Beaucoup a esti-en effet à la secherche d'ingris-

Elus du Tarn, représentants d fecture, direction régionale de de la recherche), membres de la commerce et d'industric et mic ----

# «-Veni

le centre ville DOT UN'C

HANTES: correspondence

TALO ROTA va double souvesu visege au com-torique de Nantes. Le proje l'acchirecte indien transfo The Feydeau et la cours des quante Otações en coulde de dure. Mais calle que i que a lair / C Venise . verte . retrouvers pas son end and le soutentaient de fervents s sons d'un sel arrenageantes Aucure des dix équités

chirettes engagées dans concors engagées dans concors international n'é ce risque technique et fines Aurelois baigné par l'Erd cours des Cinque de Caralles été contait avant gesens anni un costoir de chombs huit voies compant is en deux un canal de l en deux un carat de réputé pour ses bouteurs de poisses La-ses ligre de transver, dont le veux sont blearit abilités doit amprunter une part cours. L'operaties partieus pont de Cherap à l'operaties de le carat d'une partie de le caratter de la ca

Cas deux événemen poussé la manicipatité di Merc Ayrault, assiste Dominique Persent, cause de la sacra grande la forma que > à revoir le ferme ville. Les architectes avaient plusieurs pages respecter application le

## THÉATRES

#### SPECTACLES NOUVEAUX SON. Marie Stuart (45-08-17-80) (dim., km.) 20 h 30 (20). LANCELOT, LE CHEVALIER A

(Les jours de première et de relêche sont indiqués entre parenthèses.)

LA DAME AU VIOLONCELLE. Théâtre Renaud-Serrault (42-55-60-70) (dim. soir, lun.) 20 h 30;

dim. 15 h (20). DUENDE. Lucemaire Forum. Centre national d'art et d'essai (46-44-57-34) (dim.) 18 h 30 (20).

L'ÉCHANGE. Sceaux. Orengerie (46-61-38-67) (dlm. eoir, lun.) 20 h 30; dim. 17 h (20).

46-60) (dim., lun., mar.) 20 h (20). JACQUES LE FATALISTE, SON MAITRE ET LES AUTRES. Théâtre dim. 17 h (20).

POURQUOI PAS. Sunset (40-26-14-Jsen-Marie-Serreeu (45-45-49-77) (dim. soir, lun.) 20 h 30;

LETTRES DE LOUISE JACO6-AMANDIERS DE PARIS (43-66-

LA CHARRETTE. Juvisy-sur-Orge (69-21-60-34) (dim. soir, lun.) 21 h; dim. 17 h (21). PERE. Comédie-Française (40-15-00-15). Sam. et dim. 20 h 30 (23). HAMLET MACHINE. Meison Henrich-Heine (45-89-63-93). Sam.,

dim., lun., mar. à 20 h 30 (23). LA CHAMBRE ET LE TEMPS. Châteney-Malebry (46-61-33-33). Sarn. et mar. è 20 h 30 ; dim. à 15 h SOL. Ranelegh (42-88-64-44) (dim. eoir, kın., jeu.) 21 h; dim. 17 h

TITA-LOU. Nanterre. Théâtre des ndiers (47-21-18-81) (dim. soir, lun.), 20 h 30, dim. 16 h (26).

CASINO DE PARIS (49-95-99-99). 12-17). Temps de chien : 20 h 30, dim. sirs d'amour : 14 h 30. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-15 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-7 1). En conduisant miss Daisy: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). Satie ne ARCIANE (43-36-13-70). Salle ne jaune: 20 h 30, dim. 17 h.
ATALANTE (48-06-11-90). Sextuor banquet: 20 h 30, dim. 17 h.
ATELIER (46-06-49-24). Le Maître d'Hofmann: 20 h.

de go : 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-57-27). Salte C. Bérard. Lea Appa-rances sont trompeuses : 20 h 30, mar. 18 h 30. Salte Louis Jouvet. Phèdre : 20 h 30. 20 h 30.

20 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-61-84-63).

Exercicee de style : 18 h, dim. 16 h. Les Nouvelles Confessions : 18 h. Le Long Retour Piècas de la mer : 20 h 30. Lo To Folo ou les Fèlés d'emour : 22 h. SEAUNORD-CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). En sourdine... les sardinest : 20 h 30.

BERRY (43-57-61-55). La fou ds Bassean met les bouts : 18 h. Broullions de vie : 20 h 30. dim. 17 h. BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). La Fecture : 17 h 30 et

80-24). La Fecture : 17 h 30 et 20 h 48, dim. 15 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51).

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51).
Ca soir, c'est gratuit : 20 h 30. Les Femmes des gens : 22 h.
CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Ls Merchend de Verisès : 20 h 30, dim. 18 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÉTE (43-28-36-36). Salle I. Andromague : 20 h 30, dim. 18 h. Salle II. La Nunt du père : 21 h, dim. 16 h 30. 16 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE OU SOLEIL (43-74-24-08). Iphigénie à Aulis en eltemance : 16 h 30 et 18 h 30.Dim. Agamemnon en elternance : 13 h. Les Choéphores en alternance : 13 h. CARTOUCHERIE THEATRE DE

L'AQUARIUM (43-74-99-51). La Peau et les Os : 20 ft 30, dim. 18 h.

MEURTHE (45-65-38-46). Un tablier rouge: 20 h 45. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves: 16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Coiffure pour dames: 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

78-44-45). Le fond de l'air effrale : 21 h, dm. 15 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). L'Année de l'éveil : 20 h 30, dim., hn. 18 h. CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Les Contes

CINQ DIAMANTS (46-80-51-31). Oncle Vania: 20 h 30, dim. 17 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-SITAIRE (45-89-38-69), Grande salle. Adonis : 20 h 30. Le Galerie, L'Incon-nue de Calais : 20 h 30. Le Resserre. Jacques le fatalists et son maîtra : 20 h 30. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-

43-41). Malson de poupés : 20 h 30, dim. 15 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drôle de goûterl : 19 h et 21 h 30, dim. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

7-23-37-21). Chevslier-Laspalss: 1B h et 21 h.
COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'smour : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Sella Richslieu. Père : 20 h 30.Dim. Le Malade Imagineire : CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE

SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). Le Genèse, d'eprès le Bible : 15 h et DAUNOU (42-61-69-14). Bon week-Monsieur Bennstt : 21 h, dim. 15 h 30.

DÉCHARGEURB (TLD) (42-38-00-02). Cinq pas dens la tendresse : 21 h, dim. 17 h. neux anes (46-08-10-25). L'Hunour en coln : 21 h, dim. 15 h 30. **DIX-HUIT THÉATRE (42-28-47-47)** Humains, encore un effort pour être emoureux! : 20 h 30, dim. 18 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babae-

Money : 20 h, dim. 16 h. LA CLEF (43-31-48-27). Antigone : LA SCHOLA (43-54-56-74). Comme LA SCHOLL (45-3-36-4). Contine un bateau ivre: 18 h, dim. 19 h. LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mona chérie: 18 h 45, dim. 15 h. LES ETO/LES (45-42-74-30). Music Hall, Music Hall: 20 h 30. LIERRE-THÉATRE (45-66-55-83). Les Co-épouses : 20 h 30, dim. 15 h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-

67-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Colloque sur l'eménagement d'une région du Nord : 20 h. Huis clos : 21 h 30. Théâtre rouge. Duende : 18 h 30. Somnolente Mésaventure : 20 h. Une banele hietoire d'Anton Tothekhov: 21 h 45.

MADELEINE (42-85-07-09). N'écoutez, pas Mesdames: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MAIBON DE LA POÉSIE (TER-RASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). Piècee en un ecte : 20 h 30, dim. 18 h.

MAISON HEINRICH-HEINE (FON-DATION DE L'ALLEMAGNE) (45-89-

53-83). Hamlet-machine : 20 h 30. MARAIS (42-78-03-53). Grasse

Ŷį.

# La nouvelle croisade des Albigeois

En obtenant l'implantation de la sixième écale des mines alars que s'amorce la recanversion du bassin de Carmaux, la région d'Albi peut envisager une nouvelle étape de son développement

de notre envoyé spéciel

OUS les responsables de la région d'Albi, reçus à Paria le 19 mars par M. Roger Fauroux, ministre de l'équipement, et M. Jacques Chérèque, ministre de l'aménagement du territoire, ont dû téléphoner à leurs collaborateurs à la mairie, au conseil général ou à la préfecture pour les convaincre de la réalité d'une décision ennoncée dès le 16 mars dans le presse (le Monde daté 17-18 mars): c'est bien dans le bassin Albi-Carmaux que va être implantée la sixième école des mines. Après s'être investis pendant plusienrs mois dans la constitution du dossier de candideture, ils constitution du dossier de candidature, ils doutaient encore du résultat. La confirme-tion de la nouvelle e levé les dernières craintes d'une remise en question.

Il est vrai que, si l'on connaît l'intérêt du président de la République pour la ville de Jean Jaurès, Albi ne bénéficiait pas, comme certaines de ses concurrentes, de l'appui de ministres en exercice ou d'ex-ministres encore influents. Ne disait-on pas aussi, à quelques jours de la décision gouvernementale, que la ville de Peu evait réuni plus d'atouts que la cité albigeoise?

#### Une candidature «œcuménique»

Mais cette région tarneise e su se mobiliser mais cette région tarneise e su se mobiliser pour emporter la décision. Il y a quelques mols, elle était déjà entrée en lice pour le cinquième école des mines, qui devait finalement échoir à Nantes, Michel Castel, maire d'Albi, ne cache pas que ce « galop d'essai » avait surtout permis de préparer un dossier solide et complet eu moment où le gouvernement se prononçait pour une nouvelle école dans le Sud-Ouest. dans le Sud-Ouest.

Les pouvoirs publics n'ont sans doute pas été insensibles au fait que le dossier d'Albi s'ouvrait par une lettre d'intentions cosignée par MM. Marc Censi, président centriste du conseil régional de Midi-Pyrénées, Thierry Carsenac, patron du conseil général du Tarn, et le maire d'Albi, tons deux socialistes. Un véritable «œcuménisme» s'est d'ailleurs dégagé dens toute le région pour faire aboutir cette candidature. Ainsi, M. Robert Pistre, vice-président d'opposition du conseil général, a tiré parti de son expérience de directeur adjoint d'une école des mines: «J'ai proposé de mettre en avant la qualité de ville moyenne d'Albi. Benucoup d'entreprises sont en effet à la recherche d'ingénieurs qui ont appris à vivre en dehors des grosses agglomé-

Elus du Tarn, représentants de l'Etat (préde la recherche), membres de la chambre de commerce el d'industrie et une cinquantaine



de chefs d'entreprise se sont engagés à collaborer avec l'école : tous ont d'abord lenu à présenter une réalité industrielle bien différente de l'image qui pouvait s'attacher à un département surtout connu par la Verrerie ouvrière d'Albi, véritable symbole de la lutte ouvrière, l'industrie lainière et la mégisserie de Castres et Mazamet, la sidérurgie du Saut du Tarn et, bien sûr, le bassin bouiller de Carmaux. Autant d'industries traditionnelles, tonchées par la récession dans les années 80, qui soot en voie d'être supplantées par de nouvelles activités : les laboratoires fondés par le Tarnais Pierre Fabre représentent à eux seuls, par exemple, près de 1 500 emplois dans le département.

Grâce aux aides apportées par le classement en pôle de conversion, grâce à l'action du département, avonent qu'ils ne regrettent de la ville, du département et de la région à travers de nombreuses associations de développement économique, Albi n déjá enregistré un solde positif de 300 emplois ces trois

dernières années. Le département du Tarn est non seulement le deuxième de Midi-Pyrénées par le nombre d'actifs (35 000 dans l'industrie), mais aussi le premier du Sud-Ouest par la proportion [28,1 % des emplois industriels). Autant de chiffres qui garantissent à la future école des mines un ancrage dans un tissu industriel qui commence à se

Le dossier d'Albi mettait aussi en valeur la proximité de Toulouse et de ses 87 000 étudiants, ainsi que le toute récente ouverture avec succès d'un centre universitaire dans cette ville moyenne. Celte delocalisation de l'université des sciences sociales de Toulouse a accueilli des octobre dernier plus de 300 étudiants. Ces jeunes, originaires en majorité en rien la métropole régionale el qu'ils trouveni eu contraire dans une « ville plus calme » les moyens et l'environnement qui leur permetent de travailler.

Car les autorités ont su donner à Albi (47 000 habitants) des équipements qui s'ajoutent à une richesse architecturale exceptionnelle. La réhabilitation du centre ville est une réussite, avec ses rues piétonnes et ses logements sociaux dans des immeubles du quinzième siècle. Le Centre culturel afbigeois exerce son pouvoir d'attraction sur toute la région. Si bien que l'animation dans les rues d'Albi n'a rien à envier à celle de villes beauconp plus importantes. Le préfet, M. Jean Thieblemont, qui souligne l'esprit d'entreprise des élus de la région, n'est pas le dernier à se féliciter d'un tel environnement.

#### Efforts accrus pour la reconversion

Le dossier d'Albi présentait en bonne place comme site possible pour l'implantation de la future école des mines les terrains et les locaux de la caserne La Pérouse. Une solution qui ne se justifiait pas uniquement par la présence en plein centre ville de 7 hectares de bătiments et de terrains. Les élus rappel-lent surtout que le départ en juillet prochain du 7º RCPS ellait voir 700 militaires et leurs familles quitter la ville, et qu'ils attendaient une contrepartie.

Ils ont élé surpris par l'ampleur de l'opération annoncée le 19 mars. La mine de charbon è ciel ouvert de la Découverte à Carmaux, à 15 kilomètres d'Albi, ve en effet connaître une diminution progressive de son activité. Six cent trente mineurs travaillent encore sur ce site gigantesque, où Charbon-nages de France a dejà investi 700 millions de francs. Le gouvernement va sugmenter de 50 %, pendant trois ans, le soution financier qu'il accorde actuellement à la reconversion du site. Celui-ci passera de 130 à 200 mil-lions de francs par an. Cet argent permettra de poursuivre l'effort engage depuis deux ans pour crèer des emplois, améliorer les infra-structures (route à quatre voies entre Toulouse, Albi et Carmaux), nettoyer les friches industrielles et reclasser les mineurs. En plus, le gouvernement investira 400 millions de francs sur cinq ans pour la construction de l'école des mines.

Le prix de revient du charbon extrait à Carmaux étant deux fois plus cher que celui du marché, les objectifs de production seront réduits de moitié dans un délal qui n'est pas encore élabli. Au lieu d'exploiter 400 000 tonnes par an en 1993, la mine ne devrait en produire que 200 000. Cette révision à la baisse entraînera des diminutions d'effectifs qui n'ont pas encore été chiffrées, et qui devraient être annoncées vers la fin du

**CHRISTOPHE DE CHENAY** 

## D'une tutelle à l'autre

A course de fond dens lequelle sont engegée le gouvernement et les parlemen-raires pour tenter d'introduire, à son principe, un peu plus de jus-tice entre les collectivités (rurales ou urbaines) eisées et celles qui ménteraient une sorte de «RMI» local ne doit pas occulter les queetions conjoncturelles. Angoulême reste sous les feux de la rampe mais n'est pas seule à se débattre dans un endette-ment abyssal.

Puisque personne ne veut donner des noma, avançons la liste des communes qui en 1991 vont bénéficier de le part de l'Etet d'une subvention d'équili-bre : outre Angoulème, citons Magny-les-Hemeaux ou Chanteloup-les-vignes (Yvelines), Athis Mons et Yerres (Essonne), Pey releau (Aveyron), Besse et Saint-Anastaise (Puy-de-Dôme), Le Grand-Bornand et La Clusaz (Haute-Savoie), l'Île de Sein, et quelques autres. Le eyndicat CFDT des personnels commu-neux réclame l'ouverture d'une négociation nationale evec le pouvernement pour exeminer Pour « éviter d'autres Angouième», il tire la sonnette d'alarme sur Toulon, Amiens, Béziers, Lille, Avignon et Marseille avec ses 14 000 agents dont 2 500 employés dans les cantines scolaires.

Toutes les collectivités doiven routes les collectivites doivent avoir voté leur budget d'Ici à fin mars, Mais dans beaucoup de cas, avec la conjoncture incer-taine de 1991, élus et préfets se demendent par quel miracle dépenses et recettes pourront coîncider à Noël., Heureusement, les benquiers veillent, jamals bénévolement d'ailleurs. Après evoir diminué en 1988 et 1989, la part des équipements financés par l'emprunt à recom-mencé à augmenter en 1990 : 37,6 % au lieu de 31 % l'année précédente. Le groupe Caisse des dépôts eura fourni 53 milliards de francs de prêts l'an der-nier sur un total de 81 milliards. fiards de francs de capital à rem-bourser en 1981. Pour le dixième enniversaire de la décen-tralisation on frisera les 50 milliards, sans les intérêts qui dou-bient largement la note. A la tutelle de l'Etat s'est substituée celle des banques.

FRANÇOIS GROSRICHARD

## Nantes, « Venise verte »

Le centre-ville sera « redessiné » par un architecte italien

correspondance

TALO ROTA va donner un nouveau visage au cœur hietorique de Nentes. Le projet de l'erchitecte italien transforme l'île Feydeau et le cours des Cinquante-Otages en coulée de ver-dure. Meie celle que l'on eppe-leit « Venise verte » ne retrouvera pas son eau, comme le souhaitaient de fervents partisans d'un tel eménagement. Aucune des dix équipes d'ar-

chitectes engagées dene un concours international n'a pris ce risque technique et financier. Autrefois beigné per l'Erdre, le cours des Cinquante-Oteges a été comblé avant guerre, devenant un couloir de circuletion à réputé pour ses bouchone eux heures de pointe. La seconde ligne de tramway, dont lee tra-veux vont blentot commencer, doit emprunter une pert de ce cours. L'ouverture prochaina du pont de Cheviré à l'ouest soula-gera également le centre-ville d'une partie de le circulation. Ces deux événementa ont

poussé la municipalité de Jean-Msrc Ayrault, essletée par Dominique Perrault, conceptaur de la CITÉS grande bibliothe que s. a (eVOII à forme de la ville. Les erchitectes en lice evalent plusieure exigences à raspecter : meintenir le trafic (ps automobilae tout en redonnant l'espace aux piétons, ligio

Rota, qui a reconverti les usines Fiat à Turin, et qui eménage ectuellement les galerles de l'école française dens la cour Carrée du Louvre, s'est essocié à Nentes eux deux architectes Jeen-Noël Berte, conservateur des jerdins du Luxembourg, s'eet joint à eux.

#### Une idée audacieuse

En rien révolutionnsire, Itelo Role quelifie lui-même son pro-jet de « discret, voire même invisible. Son peri? Imposer la nature dans une ville où la bota-nique est une tredition. Le ver-sion future du cours des Cinquanta-Otages, avec des pletanee et des tilleuls en alter-nance, des magnoliss dans se pertie centrale et des groupes de paulownies, conservere deux voies de circulation et deux voies d'errêi. Elles seront dessinées pour souligner les places. Dans le prolongement, Feydeeu, dont les hôtels de riches armateure se reflétaient dane la Loire, devreit s'enjourer d'un écrin vert. Parallèlement, la municipalité a confié à une autre équipe d'architectes, celle du Nantais construction d'un musée d'ert moderne et de salles de sport enterrées dens l'ancien lit du fleuvs.

## La dérangeante « débrouillardise » d'une élue auvergnate

Le préfet encourage son projet d'« hôtel éclaté », mais veille au respect de la légalité

SAINT-ARCONS-D'ALLIER de notre envoyée spéciale

IEN qu'elle soit auvergnate Fustier possède deux quali-tés fort prisées dans la vallée de l'Allier : un entêtement infatigable et un sens aigu de l'économie. Elle les a cultivées pendant dix ans dans une minuscule commune de la Haute-Loire où elle a exercé, bénévolement, les fonctions de secrétaire de mairie, et s'est rendue experte dans Aux élections municipales de 1977, cette compétence lui a valu d'être propulsée tête de liste à Saint-Ar-cons-d'Allier. Depuis quatorze ans, elle exerce les fonctions de maire (divers droite) dans cette commune rurale de deux cents âmes, composée de six villages éparpillés sur 1600 hectares. Cette dame mince et séduisante, au front large et ambitieux, consacre ses journées à la réalisation d'un grand projet municipat : construire un «hôtel éclaté» dans le

Ce hameau, où ne vivent plus que dix-neuf habitants, s'agrippe à un éperon de basalte sur lequel est érigée une ancienne forteresse. Men Fustier et son époux, chirurgien-dentiste amateur de belles pierres, ont acheté les ruines de la demeure féodale pour 35 000 francs, en 1974. Ils l'ont si bien restaurée qu'ils viennent d'obte-nir le classement de sa façade par la commission des monuments histori-

Mes Fustier soubaite que le désherber, nettoyer, creuser, paver, chitesau abrite la réception ainsi que les l'hôtel, et que les tier consiste à décrocher le maxi-

office de chambres (d'où l'appella-tion d' «hôtel éclaté»). La commune en e acheté une quinzaine, qu'elle d'adoption, M= Geneviève s'emploie à restaurer, remarquablement, à l'ancienne. Les murs sont en pierre de basalte, les encadrements des portes et des fenctres en bois, les toitures en tuiles canal récupérées. Les câbles du téléphone et de l'EDF ont été enterrés dans le sol, les comp-teurs électriques extérieurs nichés dans les murs et dissimulés derrière de petites portes en bois sculptées, les rues étroites du village recouvertes de galets. Quelques résidences secondaires aux volets janne serin jurent avec cette cascade de maisons basses et brunes. C'est pourquoi la commune a demandé (et obtenu) un droit de préemption sur les proprié-

#### Les « battantes» de Bernard Tapie

Le conseil municipal de Saint-Ar-cons avait adopté le projet de l'ahôtel éclaté» à une condition : qu'il ne coûte pas un sou au budget municipal. Condition acceptée par M= Fustier et respectée en grande partie, puisqu'elle n'a prélevé que 400 000 francs pour réaliser 2.5 millions de francs de travaux. Sa recette : mobiliser toutes les énergies disponibles sans remnnération. Saint-Arcons a donc vu défiler un régiment d'infanterie, plusieurs déte-nus, des chantiers de jeunes et quel-ques générations de scouts volontaires pour débroussailler, déblayer,

anciennes maisons du bourg fassent mum de subventions possible ayant fait comprendre qu'il s'agissait commission des sites, Fondation de France...). La commune a ainsi réa-lisé des opérations «blanches» pour la pose de l'électricité, du téléphone, ou la restauration des premières mai-sons. Elle n'a payé que 50 % de ses travaux d'assainissement, 45 % de l'aménagement de ses rues... Elle a obtenu récemment une subvention exceptionnelle du Fonds interministériel d'aménagement et de développement rural (FIDAR): 3,5 millions de francs pour la deraière étape du projet, estimée à 6,1 millions de francs. Si la débrouillardise de M= Fustier

lui e valu d'entrer dans un club de s battantes » sélectionnées par Bernard Tapie, elle a aussi suscité une certaine currosité du côté de l'Etal. A la demande du FIDAR, le préfet vieut de bloquer, provisoirement, le versement de sa subvention. Pour veiller à la pérennité du projet, il doit en effet s'assurer que le maire ne transgressera pas les règles de la comptabilité publique et, en particulier. qu'il versera bien l'ensemble de tira la solidité du projet. la somme pour laquelle il a reçu une aide de 57 %. Si, par souci d'éconodépenser que cette subvention sans y ajouter un denier de la commune, elle ne respecterait pas le plan de financement initial, ce qui revienoutribanble. Le libéralisme de M= Fustier, qui

s'accommode mieux des subventions de l'Etat que de ses remarques, s'est quelque peu offusqué de ce contrôle de légalité a priori. Le préfet lui

(conseil régional, conseil général, de sauvegarder l'intérêt public sans remettre en cause son travail, la pres'est résignée à emprunter 750 000 francs pour rester dans la légalité. Reste à savoir si les agriculteurs du conseit municipal, moins molivés que leur maire, accepteront son «coup de canif dans le contrat». d'autant plus que la commune possède déjà une dette aussi élevée que son budget (1,2 million de francs investis dans la voirie).

M- Fustier a dû aussi affiner le montage juridique de son affaire. pour éviler loute présomption d'ingérence. Comme elle est propriétaire du château, elle a constitué une SCI comprenant un autre associé, pour pouvoir accorder un bail commercial à la société d'exploitation de l'hôtelrestaurant . Un bail de la même nature doit être conclu entre la com-mune propriétaire des chambres et la société d'exploitation qui les louera. M= Fustier a trouvé une directrice capable d'investir I million de francs, mais elle doit encore chercher le gérant dont la personnalité garan-

Pour le FIDAR, l'hôtel éclaté est cependant en bonne voic. Cet orgamie. M= Fustier était tentée de ne nisme lui a toujours porté un grand intérêt dans la mesure où il doit créer des emplois, faire revivre le vil-lage et s'intégrer à la politique touris tique du Haut-Allier, Bien que le drait à utiliser indûment l'argent du paysage tout en relief et les églises romanes de cette vallée zienl large-ment de quoi attirer de nombreux touristes l'été, on n'y trouve pas encore d'accueil quatre étoiles. Cela

## HEURES LOCALES

D O S S I E R

# La montée en puissance des missions locales

Grâce à l'implication des élus, ces structures pour l'insertion des jeunes ont bien rempli leur rôle. Le troisième plan emploi s'appuie sur leur développement

Après dix ans d'existence sur la terrein, les missions locales pour l'insertion des jeunes dressant un bilan poeitif de leur ection. Créées le plus souvent è l'initiative des élus Incaux, elles ont joué un rôle mejeur dens le réaorption du chômage des jeunes. Aujourd'hui, le Conseil national des miseione localea entend donner « un nauvel élan » è la politique d'insertion en abordent les problèmes de la jeunesee dana laur globalité. Trois priorités d'ection sont retenues : « développer la participation dea jeunes à la vie de la cité ; favorieer leur rapprochement avec les entreprises, et développer las plane locaux d'insartion ».

que, sur le terrain, les missions locales côtoient quotidiennement les jeunes en difficulté. Qualifiées d'a innovation institutionnelle et sociale de gronde ampleur » par le premier ministre, elles sont pourtant étrangement absentes des débats sur l'exclusion des jeunes.

all faut faire évoluer la représentation que les partenaires locaux ont des jeunes », explique le prési-dent du Conseil national, le député socialiste et maire de Crosne (Essonne) Michel Berson. « Nous avons décide, par des actions de communication en direction de l'opinian publique, de mieux faire comprendre la gravité de la situation des jeunes sans qualification et la nécessité de lutter contre leur exclusion. » Lancement d'une charte des missions locales pnur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, stratégie médiatique paur le Conseil national : les missions locales sortent de leur réserve au mament où le troisième plan gouvememental mise sur elles

OILA une dizaine d'années – leur nombre devrait passer de que, sur le terrain, les 180 à 250 d'ici à la fio de l'anoée. En charge de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, Pierre-Jean Andrieu, délégué interministériel, est inta-rissable sur les apports des mis-sions locales. « Elles ant su foire émerger des relotions nouvelles entre des hammes politiques, des functiannaires de l'Etot et des jeunes, explique-t-il; c'est un far-midable outil au service des jeunes et une forme originale de portena-riat local.

#### Un fleu ouvert sur la ville

L'outil est simple. Un lieu ouvern sur la ville, avec une dizzine de persnnes à l'écoute des jeunes. A travers des actinns d'ac-cueil, d'orientation et d'accampa-gnement, les missions locales apportent un soutien eux jeunes dans la construction de leur partion professionnelle et sociale. Le jeune y est écouté, conseillé par l'équipe technique. Les problèmes ainsi abordés ne se limitent évidemment pas à l'emploi. Ces jeunes – majoritairement des adolescentes non qualifiées – cumulent par le bendieure d'un miliau de tous les bandicaps d'un milieu de vie défavorisé. Leur redonner espoir, e'est les aider dans leur recherche de formation et d'emploi, mais c'est aussi aborder avec cux leurs problèmes de santé, de logement, leur situation dans leur famille comme dans leur quartier.

tieuse. Une mission locale est sou-vent une structure intercommunale. Elle mobilise au scin d'une scule instance des collectivités locales, des services de l'Etat, des partengires économiques et sociaux et des associations. Déclatiatives locales, fondes sur l'actives locales, fondes sur l'actives locales, fondes sur l'actives locales, fondes de l'actives de des moins de 3 000 salariés.

Ces personnels disposent de station professionnelle, et des collectituts très différents. Elus locales et de l'actives locales. Son budget atteint salariés souhaitent que soit défini jun cadre réglementaire. Allezvous présenter des propositions de 30 000 habitants jusqu'à 400 000 pour celle de Nantes, par exemple).

L'organisation est plus ambi-

Un regard sur les plus anciennes fonctionne. Le mélange des parte-naires a dynamisé chacun d'eux.

sont chaque année uo peu plos emploi s'appule sur leur dévelop-nambreux à venir frapper é la pement et les prend comme Les élus locaux ant appris à tra- porte. Bertrand Schwartz avait vu

vailler ensemble quelle que soit leur étiquette. Les services de l'Etat ont transfarmé leurs pratiques en se trouvant confrontés au terrain. Les partenaires sociaux ou associatifs ont fait éclore autour des missions de véritables réseaux locaux de partenariat. L'innovation institutionnelle est là. Cette réussite est due eo grande partie aux élus locaux. Les 185 missions aux eius jocaux. Les 185 missions locales qui existent à ce jour on toutes été créées à leur initiative. « ils sont effectivement très présents, très actifs. confirme Pierre-Jean Andrieu, ce sont plutôt les services de l'Etat qui sont-sollieltés pour s'impliquer davantage. »

Les jeunes, quant à eux, ont vite compris l'intérêt du dispositif. Près de 400 000 sont cotrès dans une missinn locale en 1989. Malgré la baisse du châmage des moins de vingt-cinq ans (passé de I millioo en 1984 à 600 000 eujourd'hui), ils

sions locales : guichet unique pour l'accueil des jeunes, démarche globale prenant en compte l'ensemble de leurs problèmes, mobilisation institutionnelle née du terrain s'appuyent sur un lerge partenariat

mettre de reoforcer la concernation entre tous les acteurs de l'insertion des jeunes et des adultes en difficulté. Rien ne manque donc pour passer à la vitesse supérieure,

« L'action locale concertée, mal-grè sa richesse, n'est pas toujours à même de surmonter, lorsqu'elles. existent, les incohérences des dispo-sitifs nationaux », fait toutefois remarquer Pierre-Jean Andrieu. Faut-il eiter parmi ces incobérences le récent décret qui écartèle la délégation interministérielle à l'insertion des jennes et le Conseil national des missions locales entre deux ministères de tutelle? Le ministère de la ville s'est en effet approprié le dispositif pour le met-tre prioritairement au service des quartiers DSQ. Le ministère de l'emploi a refusé de s'en séparer complètement alors qu'il vient d'en assurer la relance. Heureuse-

L'INDICAT

Juaqu'à ce jour, aucun malcetani na nuyces communales. Le Celelli lacet America communales. La Calalf lacar ment: triscipio), mi permatiant ca si posé de communes de plus de chiq temps réal et significative, militar s la

ainsi que les régions de la charge du financement fonctionnement des hod la construction ta construitore
to Etat, pour se pert.
sur la gestion de corps
pédegogique.
Le transfert de la commente per l'exemple de la commente per l'exemple de la commente del commente de la commente del commente de la commente del l

juste. Dans son rapport de 1981, il de la formation » qui doivent perexpliquait déjà que le situation des jeunes en diffienté n'est pas un simple phénomène conjoncturel lié à la mauveise situation de l'emploi. Elle traduit une erise pro-fonde des processus d'insertion. Ce constat a forgé les principes qui guident encore aujourd'hui les mis-

> Depuis la loi du 19 décembre 1989, les missions locales ont uoe base législative et un Conseil oatiooal pour animet le réseau. Le der-oier conseil interministériel sur la politique de la ville a doté le dispositif d'une rallouge budgétaire non négligeable. Le troisième plan

peu les dynamiques locales.

na, vingt ens, qui voudrait devenir peintre-décoreteur parce qu'ella ene peut pas renir huit heurea le cul sur une chaise > ; Nathelia, vingt-deux ena, qui, melgré eon BEP da vante, n'a trouvé das emplois qu'en grande surfece, « quatre postee en onze mois, le dernier eu rayon boulengen'e, evec des horaires dingues : Bruno, vingtdaux ane, qui e du ebandonner eon métier de montaur-régleur dans la « plastic-velley » d'Oyon-nax, pour raisone de santé, mais sembla prêt à s'épanouir dans le magasinage ; Murielle, beuratte branchée qui e'est paradoxelement «écletée» durant son stage dene un tràs auetàre magasin de chapeaux lyonnaie.

Leur vie n'est générelement pae facile : un loyer en toyer ou une chambre en ville qui absorbe eouvent plue de le moitié des indemnités, des trejets da 35 km à accomplir matin et eoir, dee soucie familiaux, en emont ou en eval, parfois quelques dérapages pessegers, et puie, pour tous, comme disait Prévart, « des fine de mois ralativement habdomadaires ». « J'en ai vu défiler pae mel, meis de sont tous les mêmes, nota Bernerd Borron dans une bouffée d'émotion, on les étiquette e cas sociaux »; et puie on découvre que le problème ce n'est pas eux, comme personnee, meie tout le contexte... Le dialogue n'est pas toujoure facile à établir, d'une génération à l'eutre, on se comprend de moins an moins vite, mele ça vaut la peine d'asseyer. > La mission locale jeunes n'est pas forcément une mission impossible.

ROBERT BELLERET

## Contribuer à la politique de la ville

Un entretien avec M. Michel Berson, président du Conseil notianal des missions locales

de Crosne, Michel Berson préside depuis quelques mois le Canseil national des missions locales. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il définit ses priorités d'action : en particulier la contribution à la politi-

«L'ection des missions locales a mis en évidence un «noyau dur» de jeunes - 75 000 selon certaines estimations - en altuation de non-eccès eux meeures d'insertion qui leur sont pourtant destinées. Que proposez-vous pour

ces jeunes, les plus défavo - Ces jeunes qui connaissent les plus grandes difficultés doivent recevoir, plus que d'autres, une réponse globale aux problèmes qu'ils rencontrent. Une réponse non seulement en termes de qualification, mais aussi d'emploi, de santé, de logement, de loisirs. Il faut agir, avec eux, sur les mécanismes mêmes de leur exclusion. Face à l'inquiétude compréhensible de ces jeunes, je crois qu'il convient de donner un nouvel élan à la politi-que d'insertinn. Les missions locales vant faire des propositions pour une mobilisation sociale forte de l'ensemble des partenaires. Je vois trois prio rités : créer les condidons de la participation de ces jeunes à la vie de la cité, fevoriser les rapprochements jeunes-entreprises, développer de véri-tables plans locaux d'insertion.

- Cee prioritée entrent-elles dans le cadre de la politique des villes ? Les missions locales ont-elles un rôle particulier à y jouer?

- Certainement. Cette année, les nouvelles missions locales sont prioritairement créées dans les quartiers défavorisés. Des antennes de missions locales existantes y seront par ailleurs implantées. Des projets expérimentaux, en concertation entre l'Etat et les collectivités locales vont être également lancés. Per exemple, sont en projet des maisons de la formation concues comme la mise en commun des moyens matériels et humains des organismes publics et privés d'insertion professionnelle. Changer la vie en changeant la ville, exclure l'exclusion dans les quartiers difficiles : les missions locales entendent bien contribuer à la politique de la ville.

- Missione locales, développement social urbain, commissions d'insertion RMI, zones de crédit formation, zones d'éducation prioritaires, ne serait-il pas temps de veiller à la cohérence à l'échelle locale des actions d'insertion des divers dispositifs?

- Ces dispositifs ont beaucoup de points communs. Ils relèvent tous de la même culture d'insertion, de la même démerche partenanale, Mais ils dépendent institutionnellement de ministères différents. Je crois qu'une meilleure articulation entre les différents dispositifs apparaît nécessaire. Le Conseil national travaille actuellement sur cette question difficile à apprébender car ces dispositifs recouvrent deux logiques différentes : celle de le mise en œuvre par l'Etat d'un

Député (PS) de l'Essonne, maire même droit pour tous, droit à la qualification – le CFI, – droit à un revenu social – le RMI; celle de la mise en œuvre d'une démarche d'ini-tiatives locales, fondée sur le volonta-riat et le dynamisme des élus locaux.

- Le 27 mars prochain, à ma demande, le Conseil national doit mettre en place un groupe de travail missions - celles qui ont bientôt chargé de formuler des propositions dix ans - prouve que l'organisation sur la situation professionnelle très diverse des personnels. La croissance du réseau des missions locales, qui a plus que doublé en deux ans, rend en effet urgant d'aborder ce problème. Il ne s'agira toutefois pas d'élaborer un statut des personnels des missions locales. Celles-ci doivent rester des structures souples, animées par des équipes pluridisciplinaires. Elles ne dnivent pas devenir des administra-tions parallèles. Mais le prise en compte des compétences profession-nelles des personnels, de leur mobilité, de leurs acquis s'impose aujour-

- En ee dotant d'un Conseil national, les missions locales ne vont-elles pas vers l'institutionna-lisation d'un pouvoir qui tire sa force de ses capacités d'adapta-tion et d'initiative face aux difficultés locales?

- C'est la loi du 19 décembre 1989 qui a créé le Conseil national, loi qui e également reconnu l'existence des missions locales. Depuis sa mise en place, en juin dernier, le Conseil national a deux objectifs : être un organe consultatif pour le gouverne-ment en ce qui concerne sa politique d'insertion des jeunes. Etre un lieu de concertation permanent entre les ser-vices de l'Etat et les collectivités territoriales pour développer et animer le réseau des missions locales. Avec ce lieu de concertation, élus locaux et représentants de l'Etet souhaitent d'ebord renforcer la cohérence et la capacité d'initiative des missions

Le Conseil national rassemble élus locaux et représentants des administrations. Mais sur le terin. les missions locales fonction nent aussi avec des partenaires économiques et associatifs. Pour quoi un troisième collège ne les représente-t-il pae eu sein du Conseil national?

- Chefs d'entreprise, syndicalistes, représentants d'associations sont présents dans les conseils d'administration des missions locales. Ils ne sont pas représentés au sein du Conscil nationel. Certeins syndicats de grandes fédérations d'associations souhaitent en effet y être représentés. Leur demande est légitime. Je proposerai prochaioement au premier ministre que le Conseil national des missions locales soit élargi pour les

BERNARD DELJARRIE

« Du boulot, tout de suite, pour sortir de la galère » sena doute le meilleur remède pour les stebiliser.» expérience professionnelle de « déconnar » chaz ces viaux compteble, je me formersi en enfants, jeunes edultes, qui frap-On retrouve côte à côta, Valé-

de notre bureau régional

'AIN est un département relativement présarvé per le chômege - il toucha moins de 6 % da la population - at per la concentration urbains. On peut pourtant evoir seize ans, ou plus, à Bourg-en-Brasse, et éprouver un mal de vivre qui tient plus à un sentiment d'isolement qu'à e cohabitetions conflictualles, ralàve devantege du eplaen que du etrass. En 1990, plus de 2 000 garçone et fillee, de seize à vingt-einq ens, ont pouesé le porte de le mission locale jeunes (MLJ) ds Bourg-en-Bressa crééa en 1983 at considérée comme perticulièrement emploi et 52 % d'entre eux n'aveient pas de qualification.

A côté, ou au-dessue, des problàmes de logement, de santé, de ralations familiales, de déprime, de drogue, c'est à celui da l'emploi que l'équipe de la MLJ doit ainei d'ebord s'ettaquer. En eseurant un rôle d'eiillage et de relaie. Car, selon l'axpression de son directaur, Bemard Borron, la mission n'est « pes un organisme à rout faire,

mais à rout faire faire ». Dans un préfabrique, un peu délebré, du LEP Carriet, de cont une vingtaine à suivre un cours da « connaissance du monde contemporain». Au programme du jour : Mai 6B. Connaissaientils ce printemps devenu historique? « Oui, un peu, per lee parents. Vous voyez, on en récoite les fruits. », sourit amèremant une brunetta de vingt ens. tandis que son voisin s'anflemma, pour rire : e Il faudrait que ca repète un coup, ce serait super, y Pas d'asprit de révolte

pourtent et pas trop d'envie de

pent surrout par leur gravité, leur souci permenent, pethétique, de se faire une petite place - même sane snieil - dane une eociété dant ils se sentent exclus. Horsjeu, en toucha, on ast trae sérieux quend on e dix-sept

Ce groupe-là, en première ennée de préparation à un bac professionnel da secréteriat ou da comptabilité, organisée par la GRETA Bresee-Dombes, ne feit pes pertie des plus défavorleés. Pour peu qu'ile décrochent - et ce ne sera pas eimple compte tanu du peu d'offree locales dans le tertieira - un contrat de qualification dans une PME de le région pour l'ennée prochaine, ile euront des chances sérieuses de pouvoir e'y Insérar, leur bac en

Besucoup permi eux, comme Joayene, le patite Antillsise, Françoie, le file d'agriculteurs de Châtillon-aur-Chelsronna, Nadine, vingt-quatre ane, qui e collectionné les contrats à durée déterminée, ou encore Cécile, Virginie et Sendine, tout juete débarquées da l'école Seint-Joseph, sont titulaires d'un BEP. Une bees, mais bien fragile. Sur le marché du travail, ou la surqualification devient un fléau, un brevat ou un CAP na valant pratiquement rien. Dapuls quetre mois, ile sont payés - 2 002 F par mois ou 3 800 F s'ils sont chargés de famille - pour le

savoir. Avec son BEP de comptable. Abdalhak, vingt et un ans, a dû feire la manœuvra en usina, puis l'enquêteur intérimaire pour 'INSEE. Du coup, lorsque la miseion locale lui s proposé ce stage bac pro, il a sauté dessus. « Dee que j'eurai acquia une

informatique», projette-t-il, avac plue de volonterisme que d'enthousiesme. Comme pes mel d'autras stegiaires, il raconnett être contant de se retrouver en formation : « C'eat plus vivant que l'école et, grêce eux stages an antreprise et à l'erelier de recherche d'emploi, on prend

> Génération des sigles

une certaine assurance.

Certaines, comme Kerine, col-, légienne mélancolique, qui eurait tant e voulu être véténneire ou tolletreuse d'enimeux », ou Fetieh, qui e effectué un TUC à la documantation municipale et un intérim d'aida ménegars euprae de personnes âgées, sena pour sutant trouver sa vois, se consolent de ne pouvoir vivre leure rêves en rêvant leur vie. Un déjà long parcours, balisé de siglee devenue femilisrs : MAP (mobilisation autour d'un projet), TUC, CES (contrat emploi soliderité) SIVP (stage d'Initiation à le vie professionnelle), CDD, MLJ plus

Ailleurs, dans un local de le chambre de commerce et d'in-dustrie de Bourg, un eutra groupe, plus jeune at eocielament plus handicepé, s'aet inséré dans un « dispoeitif de formetion moduleire (DFM) où altement des périodes de trois semaines de mise à niveau d'enseignement général, da connaissanca da l'antrapriea, da formation technologique at da staga an entreprise. « Ces /eunes-là sont rarement motivés par un plan de formation, ce qu'ila veulant c'est du boulot, tout de suite, pour eortir de leur gelère, remarque M. Borron. Et ce sarait

eouvent que MJC, et el tout ve mal, su bout, ANPE et RMI.

Face à l'accroissement des i menent une expenent AUCH for

de notre correspondent même question: comment peut jouer la solidarité envers opus qui an parvent réellement pas payer leur consommation de guz et d'électricité? Une question à languelle le département du Gera s'efforce dépuis le 15 janvier d'apporter une apponie originale en complétant le dispositif classique de la commission départementale pauverté-précarité par us système expérimental our ne va une sons rueltale pauvrete précarité par us système expérimental qui ne va pas sons quelques auditest déortologiques. Du obte de l'Elysée, par l'infermédiaire de Mine Ceorgina Dufois, en suit avecintérêt une expérimentation sociale qui pourrait se traduins, l'aiver prochain, par des messares adaptées à l'ensemble du territoire.

Devant le taux incompressible et apparemment stable des coupures de courant effectuées memataliement plu-les agents d'EDF, le prééet Gérard Guiter a songé à mertre en place un système de filtres successifi afin que toute personne démunie sus prise en coute personne démunie son princ en charge par la commission passerué, précarité. Dans le même sons il s'agit d'écarter les «quelques tricheurs un out éventé le système et jouent auce la trésorerie d'EDF», rappelle l'acques Vialand, «patron» gersons de l'entre fise nationale. Une position passer par le conseil général : « Un asser par le conseil général : « Un asser par le confic Robert Darque son rus son rus son rus son confic Robert Darque sens, confic Robert Darque sens, confic de commission n'est par les me machine à payer que l'on actionne. ime nichtne à payer que l'on actionne mit en apparant sur un bouton. Elle dois cha écurer les gens qui, tout en disponant lain des ressources necessaires, voudraient, cous

«LE MONDE»/

Par les lois du 22 juillet 1983 :

## HEURES LOCALES

## Toute la lumière sur les mauvais payeurs

Face à l'accroissement des impayés d'énergie, EDF et le département du Gers mènent une expérience pour faire le tri entre étourdis et démunis

de notre correspondant ES impayés d'énergie constituent un indicateur sérieux des phénomènes de pauvreté Certes, parmi les usagers qui n'acquittent pas leurs factures EDF, il convient de distinguer les étourdis des démunis. Mais chaque hiver repose la même question : comment peut jouer name question: comment peur jouer la solidarité envers ceux qui ne peuvent réellement pas payer leur consommation de gaz et d'électricité? Une question à laquelle le département du Gers s'ellorce depuis le 15 janvier d'apporter une réponse ori-ginale en complétant le dispositif clas-sique de la commission départemenside de la commission departemen-tale pauvreté-précarité par un système expérimental qui ne va pas sans quel-ques audaces déontologiques. Du côté de l'Elysée, par l'intermédiaire de Mme Georgina Duloix, on suit evec

chain, par des mesures edaptées à l'ensemble du territoire. Devant le taux incompressible et apparemment stable des coupures de courant effectuées mensuellement par les agents d'EDF, le préfet Gérard Guiter a songé à mettre en place un système de filtres successifs afin que toute personne demunie soit prise en charge par la commission pauvretéprécarité. Dans le même sens, il s'agit d'écarter les « quelques tricheurs qui ont evente le système et jouent ovec la trésorerie d'EDF», rappelle Jacques Vialard, « patron » gersois de l'entreprise nationale. Une position partagée par le conseit général : « Un usager privé de courant doit alerter les services sociaux nfin que son cas soit examiné, confie Robert Darguesseau, conseiller du président Jean-Pierre lesent Mais la commission n'est par Joseph. Mais la commission n'est pas une machine à payer que l'on actionne en appuyant sur un bouton. Elle doit

écarter les gens qui, tout en disposant des ressources nécessaires, voudraient

interet une expérimentation sociale

qui pourrait se traduire, l'biver pro-

C'est dans cette optique qu'un pre-mier filtre préventif est mis en place dès la proposition de coupure. Cha-que mois, EDF a accepté de fournir à la préfecture la liste des 1 300 personnes concernées. Des personnels appartenant oux services sociaux pluchent ces listes afin de repérer les



solidarité. Si l'une de ces personnes est clairement identifiée, elle recevra la visite d'une assistante sociale pour constituer éventuellement le dossier qui sera transmis à la commission

vreté-précarité. Dès qu'une démarche de constitupes du mie demarche de constitu-tion de dossier est engagée, EDF sus-pend la coupure. Et si la coupure est déjà effective, l'administration se charge de rétablir le courant dans les meilleurs délais. Dans les faits, ce pre-mier filtre s'avère insuffisant. L'éphuchage des listes le plus méticuleux laisse de nombreux cas individuels en suspens faute d'informations :

faire payer leurs foctures par la collec-tivité.» Quand le cas est dauteux, on fait appel au maire de la commune où réside l'usager, explique Philippe Sau-zey, secrétaire général de la préfec-

> leur avis sur la coupure envisagée ». Cette association des maires au dispositif est assurément l'une des ses principales originalités. Mais même si après plus d'un mois de fonctionnement aucune protestation officielle n'a été enregistrée de la part des élus locaux, d'aucuns y voient malgré tout nn danger au plan déontologique. Quel que soit le motif du non-paiement de sa facture, rien n'indique, en effet, que le citoyen français usager d'EDF apprecie de voir ainsi son nom communique à la préfecture, puis aux maires. A fortiori dans les petites communes rurales où les nouelles vont vite. On saura fin mars, à l'issue de l'expérience gersoise, si des effets pervers sont à craindre.

> ture. Les maires sont consultés, soit par écrit, soit par téléphone et donnent

le maire est souvent le mieux placé pour connaître la situation réclie des administres : « Mais dans le même temps je vois mal un maire dire tranment : celui-là, on peut le couper/» note le conseiller du président Joseph, Surtout, pourrait-on ajouter, quand c'est sur son propre défaut de paiement que l'élu est invité à se prononcer, comme cela est arrivé il v a quelques semaines, Courteline ne manquant jamais l'occasion de se glisdans les systèmes administratifs les mieux verrouillés. Du côté de la préfecture, on entend

En attendant, chacim convient qui

cependant poursuivre l'expérience jusqu'à la fin du mois de mars : «Noturellement, on s'est posé toutes ces questions remarque simplement le secrétaire général. Et si on o franchi le pas, DANIEL HOURQUEBIE

## Des élus veulent réveiller l'axe Centre-Europe-Atlantique

Pour relancer le projet de route transversale dans le Mossif central, un comité envisage des actions spectaculaires sur le terrain

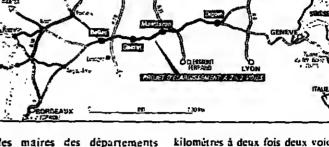
LIMOGES

de notre correspondant N' comité d'action vient de se constituer, dans le con-tre de la France, « pour la réalisation à deux fois deux ruies de la ruute est-ouest entre Digoin (Snone-et-Loire) et Bellac (Haute-Vienne) », une dis-tance de quelque 250 kilomètres qui constitue le tiers central de l'axe Centre-Europe-Atlantique. Le comité, qui a tenu sa séance fonda-trice à Montluçon (Allier) le vendredi 8 mars dernier, rassemble dejà plusieurs dizaines d'élus regionaux, cantoneux et municipaux des quatre départements intéresses : l'Allier, la Creuse, la Saone-et-Loire, la Haute-Vienne. Il va se réunir dans les prochaines semaines pour organiser des actions de terrain qu'il escompte « mobilisatrices et spectaculaires ».

#### Pas de « tiers central » avant soixante ans

Le projet Centre-Europe-Atlantique est déjà ancien. Il envisage, depuis plus de vingt ans, deux « eventails routiers »; l'un à l'est, qui concentre les flux venus d'Alle-magne du Sud via l'Alsace, de Suisse et d'Italie du Nord vers Macon et Digoin jusqu'à un troncon central nnique - cet itinéraire Digoin-Bellee qui se glisse assez facilement entre les obstacles géographiques du Morvan et de l'Auvergne - vers un vérentail ouest » qui redistribue le trafic routier sor l'ensemble de la façade atlantique, vers Nantes, La Rochelle, Bordeaux et l'Aquitaine,

Une association, l'ARCEA (Association pour la route Ceotre-Europe-Atlantique), existe depuis plusieurs décennies; elle rassemble la plupart des parlementoires et



des maires des départements concernes, plusieurs comités d'expansion et quelques instances pro-fessionnelles (la chambre de commerce de Genève, par exemple).

Elle a, depois sa fondation, public voici une dizaine d'années en col-laboration avec Michelin une carte routière sur laquelle cet axe irrigue la France centrale d'un épais troit bleu. Mais sur le terrain le projet n'e guère progresse, sauf sur les tronçons dont l'aménagement était prèvu ailleurs, dans d'autres projets et avec d'autres budgets : essentiellement le réseau autoroutier de l'est de la France, qui draine un trafic croissant.

Comme l'élément principal de ce projet, le « tlers central » Digoin-Bellac n'evance pratiquement pas (« Au rythme actuel, il n'a guere de chances d'etre réalisé, dans le meilleur des cus, avant soixonte uns v. a-t-il été dis à la réunion de Montluçon), la situation sur cette route centrale est proche de la saturation: 8 000 véhicules par jour en moyenne annuelle, avec des pointes de 20 000 véhicules/jour, notamment en été, dont 30 % de poids lourds. Ce trafie d'impor-tence autoroutière, à part quelques kilomètres à deux fois deux voies et de reres creneaux de dépasse-ment, ne dispose toujours que d'une voie de circulation dans chaque sens, et continue è traverser de nombreuses agglomérations, dont celle de Montlucon, Résultat : un itinéraire à haut risque, où la fréquence des eccidents mortels a suscité la naissance de nombreux comités riverains de défense.

Le nouveau comité ne se pose pas en rival de le vieille ARCEA: « Il faut espèrer que nous serons complémentaires, dit l'un des animateurs. Ce sont des parlemen-toires et des notables qui font les couloirs des ministères. Nous nutres, nous serons sur le terrain ovec les populotions, v Car a l'expé-rience prouve que lo mobilisation est généralement plus efficoce que lo fréquentotion des anticham-

Il s'agil « d'obtenir d'ici à l'an 2000 des réalisations et des engagements significatifs », et d'intéresser pour y parvenir les chambres consulaires des départements traversés et les professionnels rou-tiers, qui patissent eux aussi de la saturation de cet exe « d'imporlance européenne ».

**GEORGES CHATAIN** 

### L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

#### «LE MONDE»/FINANCES/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Jusqu a ce jour, aucun moicateur ne donnait d'elements recents et réguliers sur le conjoncture des finances communales. Le Crédit local de Frence a mis en place des indicateurs (emprunt, investissement, trésorerie) qui permettent ce suivi mensuel. Elaborés à partir des réponses d'un panel composé de communes de plue de cinq mille habitants, ces indicateurs donnent une informetion en temps réel et significative, même e ils ne peuvent prétendre à l'exhaustivité. Ces indicateurs sont publiés et commentés chaque mois en alternance. Aujourd'hui, l'indicateur trésorerie est associé à un point sur le financement des lycées.

## Le financement des lycées

fonctionnement des lycées existents, einsi que de le construction de nouveaux établissements. L'Etat, pour es part, conserve ses prérogetives sur la gestion du corps enseignant et l'orientation

sur la gestion du corps enseignant et l'orientation pédagogique.

Le trensfert de compétencee e est accompagné du versement par l'État de dotations de fonctionnement (par le bisis de la Dotation globale de décentralisation – DGD) et d'une dotation spécifique pour l'investiesement. (Dotation régionele d'équipement scolaire – DRES). En 1990, l'Etat s versé 3 milliards de francs au titre de la DGD enseignement et 2,3 milliards de francs eu titre de le DRES (répartie entre les régions selon des critères prenent notamment en compte l'état de vérusté des locaux, ainsi que le nombre d'élèves scolarisés et ecolarisables).

Les besoine d'équipement des lycées se sont

scolarisés et ecolarisables).

Les besoine d'équipement des lycées se sont cependant révélés bien plus importants que l'Etat ne l'evait évalué au moment du trensfert. Ainsi, de 1986 à 1990, les régions ont accru leur effort en faveur des lycées de plus de 40 % par an en moyanne eur le France entière. En 1990, leur dépense totale pour les lycées e atteint 15,5 millierds de francs (dont 12 millierds de francs de dépenses d'investissement), soit près d'un tiere de leur budget.

de leur budget. Les versements de l'État ne couvrant que le tiers

des dépenses des régions en matière de lycées, ces demières ont dû faire eppel à d'autres ressources. Ceci explique en grande partie l'augmentation de la fiscalité directe régionele (+20 % en frencs courente de 1989 à 1990) et un recours plus les parties l'augmentant à l'augm plus important à l'emprunt.

Au vu de l'importance des besoins d'investissement, l'Etat e demendé en 1988 à la Caisse des dépôts de dégager, au titre de son « Programme Développement Soliderité », une enveloppe de prêts de 4 millierds de frencs eur 3 sns (1989-1991), eu taux réduit de 5,8 %.

Plus récemment, dans le cadre du plan d'urgence de rénovation des lycées décidé par la gouvernement en décembre demier, le groupe de la Caisse des dépôts a dégagé 2 millierds de francs de prêts au taux réduit de 7 %. Ces prêts sont distribués par le Crédit local de France. Ils s'ejoutent à 2 milliarde de france de subventions supplémen-taires de l'État. Ces 4 millierds de france sont destinés eu financement d'investissements nou-veaux bien précie, tels que le mise en conformité dee locaux eux normes d'hygiane et de sécurité ou la création de salles d'études et de réunion, evec une priorité à l'enseignement professionnel. Les becoine d'investiseement an metière de les besoine d'investissement an infettat de lycées resteront importents ces prochaines ennées, d'sutant plus qu'evec l'objectif du gouvernement d'amerier 80 % d'une classe d'âge au bacceleurést d'ici à l'en 2000, les régions devralent socueillir en moyenne 30 000 élèves

## BLOC-NOTES

## AGENDA

Décentralisation et dépertements d'outre-mer. dans les dépertements d'outre-mer? La spécificité de ces collectivités territoriales pose de nombreux problèmes en matière de transferts de compétences et de contrôle de légalité. Il y sera répondu les 26 et 27 mers eu cours des joumées d'études orgenisées sur ce thème par le groupe de recherche de droit public et de science politique de l'université des Antilles et de le Guyane. sur le campus de Fouillole, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). ➤ Renseignements : 19-|590)-82-59-44.

Communication politique. Le centre universitaire de recherchee administratives et politiques de Picardie (CURAPP) organisa un colloque sur la communication politique, le 5 avril, à la maison de la culture d'Amiens. Il réunira des élus, des professionnels de la communication et des universitaires, qui se pencheront notemment sur les rapports entre communication et décentralisetion.

► Renseignements au (19-1) 22-95-20-19,

#### **PUBLICATIONS**

D « Géographiques. » - La Documentation frençaise diffuse une nouvelle collection, diffuse une nouvelle collection « Géographiques », dingée par M. Roger Brunet, membre du comité scientifique de le DATAR, géographe, directeur de recherche eu CNRS et responsable du groupement d'intérêt public RECLUS. Elle propose des essais, destinés à un public non spécielisé, sous le forme d'ouvrages courts à le présentation egréable. Trois ouvreges sont déta parus : le Territoire, par Roger Brunst, réflexion sur l'Europe, la décentralisation, l'écologie (223 pages, 95 francs); Ville, par Robert Ferras, méditation sur les représentations, las images, le marketing urbain (143 pages, 88 francs); Médiance, par Augustin Berque, sur l'aménagement des milieux et des paysages (163 pages.

# Ce qui fait la valeur de notre magazine ce n'est pas uniquement son prix...



LE MAGAZINE DES HAUTS-DEISEINE

MENSUEL

Union des Journaux et Journalistes d'Entreprise de France

#### **Trésorerie** reris va s'eccroître progressivement, en raison de

Depuis plusieurs ennées, le nivesu moyen de la trésorene des collectivités locales, c'est-à-dire de leure fonds disponibles déposés au Trésor, diminue régulièrement. Cette évolution treduit une gestion financière plus fine, les collectivités cherchant à réduire leurs dépôts improductifs.

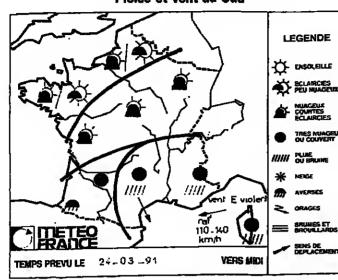
L'observation du panel de communes montre en too janvier une trésorerie au plus bas, ce qui est tra-ditionnel à catte période de l'ennés. Cette situaditionnel à catte période de l'ennés. Cette situa-tion comraste avec le mois de décembre, où des flux importants de recettes, et notamment d'em-prunts, viennent abonder la trésorerie communale pour assurer les opérations de la journée complé-mentaire (dépenses de l'ennée précédente dont le paiement éet assuré au mois de jenvier de l'année

C'est ainsi que, pour certaines communes du panel, les dépenees de personnel ont doublé, voire triplé, entre les mois de décembre et janvier. A partir du mois de février, le niveau de la tréso-

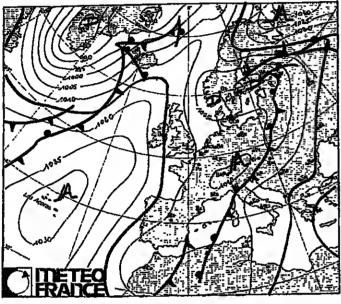
l'enceissement plus régulier des recettes de fisca-lité et des dotations versées par l'Etat. Evolution mensuelle de la trésorerie

#### MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 24 mars 1991 Pluies et vent au Sud



SITUATION LE 23 MARS 1991 A 0 HEURE TU



sur le Sud-Est et vents violent. - 5ur la Corse et le pourtour méditerranéen, le temps sera couvert et pluvieux, les chuses de pluie seroni localement abondantes el pourron) prendre un caractère orageux. Le vent de nord, nord-ouesi soufflera très fort avec des rafales attelgnant 100 km/h, il soufflera en tempête sur le mer entre Corse. Provence el Baléares et e'atlénuera en coure de

Sur Midi-Pyrénées, Auvergne el Rhône-Alpes, le temps sera médiocra avec beaucoup de griseille, toutefois les précipitetions seront feibles et éperses

Alpes au-dessus de 1 800 mètres). Le vent de nord-est soufflera aux alentours

Perlout ellleurs, plus eu nord, le temps sera générelement frais et eec evec de belles éclaircies et un vent d'est soutenu.

Les lempératures matinales s'étegeront entre 3 et 5 degrés sur le Nord et le Nord-Est, 1 à 7 degrés dans l'intérieur et 10 degrés sur le pourtour Médi-

Les rempératures maximales s'échelonneront entre 12 et 17 degrés du

la 23-03-91



PRÉVISIONS POUR LE 25 MARS 1991 A 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maxima - minime et temps observé

le 22-03-1991 à 18 heures TU et le 23-03-1991 à B heures TU										
	FRANC	E	TOULOU	SE 15	7			URG. 10		8
AJACCI	0 :	0 II C	TOURS	PTTRE_ 31	_ 3	P .	MADRID.	12 CH_ 14	3	N
) BJARKI	17.	8 9 P	PUINTEA	PTTKK 31	21	D	MARRAKI	ECH 14	6	C
BORDE	AUX	6 6 C	F	TRANGE	R	-	WEXICO-	— <u> </u>		= !
ROOME	<b>ES</b> 1	13 4 C				_		15	11	N.
BREST.		9 4 A	ALGER	22	10	č	MONTREA	.L 3		
CALLY	OURG	9 3 N	AMOUNT	DAM 10	- 1			6		C
CHEKE		9 5 N		S 19		Ď,	1400001	30		
DITON	ONT-FER 1	3 3 C	BANGKU	K 34 ONE 16	25 9			HI 33		D
CDDAW:	14631	8 3 C		DE 26			MBH-10K	K 8		P
TITLE	1	0 1 6		10		Ň		4		P
LIMOCE	S i	3 5 N	BOILED!	ES ii	õ		PALMA-DI			Ď
I VAN	i	2 1 6		AGUE. 8		čl		12		C
MARSE	LLP-yar	7 3 P	DAKAD	25		ŏ		(ETRO. 28		N
NANCY	1	4 7 6	DIFOR!	25	Ϊź	ň	ROME	17		
		2 3 B	COMPUS		2	7	SINGAPOL	IR 33	25	N
NHCE	1		HONCKO	NG 25	20	ř	STOCKHO	LM 5	3	В
PARTER	CONTS.	2 7 P	ION APPL	L 15	20 5	5	SYDNEY_			D
DAN	1		INDIRAL	EM 16		P	TOKYO_	8	6	c I
DEDOKU	NAN1	8 9 C		B 17				26		Ň
LOWLIN	1			B 11		ы		17		Ĉ l
OF OUT	NOVE	2 3 6		5 11 5 10		č				č
OLD YED	OURG	4 4 6	LUGUELE	DI CO 17	9				_	
GIVVOD	AAMA	0 6 6	LOS ANG	ELES 15		I.	ATPLAINE ***	20	, ,	٠
A	В	C	D	N	0		Р	T		
averse	brune	ciel couvert	çiel degagé	cici nuagena	OCH		pluic	tempète	nei	8c

TU = temps universel, c'eet-à-dire pour le Frence : heure légele moins 2 heuras an áté ; heure légala moins 1 heure an hiver.

(Document étable avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

#### **TÉLÉVISION**

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter : ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 23 mars

TF 1 20.55 Veriétés : Sébastien c'est fou l 22,45 Megazine : Ushuaïa. 23.45 Magazine: 0.40 Au trot. 0.45 Journal et Météo.

A 2 20.45 Téléfilm : Les Amants du Pacifique. 22.10 Megazine : Bouillon de culture.

23.40 Puissance 12 : Eurochallenge 91. 23.50 Journal et Météo. 0.15 Série : Médecins de nuit. 2.00 Magnétosport : Rugby.

Da 20.00 à 0.00 La Sept -0.05 Série rose : Elle et Lui. 0.30 Magazine : **CANAL PLUS** 

20.30 Téléfilm : Le Choix tragique. 22.00 Les Nuls... l'émission.

17.55 Magazine : Téléfoot.

et Tapis vert.

20.50 Cinéma : 8rannigan. ■ 22.45 Magazine :

Ciné dimanche.

22.50 Cinéma : Mon oncle Benjamin.

Soirée Beethoven.

à la redécouverte

Demières Minutes

Musiques au cœur.

Les Grands Entretiens.

0.25 Journal et Météo.

13.30 Dimanche Martin

(et 15.55). 15.05 Série : Mec Gyver.

16.45 Série : Euroflics.

17.40 Documentaire : L'Equipe Cousteau

du monde.

18.35 Megazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo.

Les Cinq

Magazine:

0.20 Journal et Météo.

13.30 Magazine : Musicales.

19.00 Le 19-20 de l'informa-

tion. De 19.12 à 19.30, Magcité.

Gainsbourg, génération Gainsbarre.

Megazine : Le Divan.

de comptes.

**CANAL PLUS** 

A tous les coups

La Famille eu pluriel.

on meurt.

15.35 Documentaire:

16.40 Dessin animé :

Les Simpson.

17.00 Les Nuls... l'émission. 18.00 ▶ Téléfilm :

--- En clair jusqu'à 20.35 -19.25 Flash d'informations.

Le Soulier magique.

Carnet de notes

14.30 Expression directe. 14.50 Magazine :

Sports 3 images.

17.30 Magazine:
Montagne.

20.05 Série : Benny Hill.

22.25 Journal et Météo.

22.45 Clnéma :

0.10 Musique :

14.00 Téléfilm :

20.35 Soirée spéciale :

18.30 Amuse 3.

0.40 Série : Le Saint

<u>FR 3</u>

20.45 Série :

23.20 Série :

1.20 Musiqua:

A 2

18.50 Loto sportif.

20.00 Journal, Météo

23.00 Cinéma : Démontaque présence. 0.35 Cinéma : Le Baule-les-Pins. □

LA 5 20.40 Journal des courses. 20.45 Téléfilm : Épouse en location. 22.25 Téléfilm : La Proie.

0.00 Journal de minuit. 1.10 Le Voleur d'enfants. M6 20.35 Téléfilm :

Le Maître de Baller 23.20 Téléfilm : Terreur sur la plage. 0.35 Six minutes d'informations. 0.40 Musique : Rapline. 1.30 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT 21.00 ▶ Téléfilm : Un village

loin de la guerre. 22.25 Soir 3. 22.40 Théâtre : 23.45 Courts métrages : Noce ; Les Chiens.

## Dimanche 24 mars

19.30 Ça cartoon. 20.30 Dis Jérôme...? TF 1 13.20 Série : Hooker. 20.35 Megazine : L'Equipe du dimanche. 20.40 Cinéme : 14.15 Série : Rick Hunter. inspecteur choc 15.10 Série : Demière sortie Agence tous risques
16.05 Divertissement :
Vidéo gag.
18.30 Disney Parade. pour Brooklyn. = Flash d'informations.

22.25 Magazine: L'Equipe du dimanche. 1.05 Cinéma : Sans défense. □ 19.05 Magazine : 7 sur 7.
Invité : Richard von Welzsacker, président de la République allemande. 2.30 Cinéma dans les salles.

LA 5 13.20 Série : Wonder Women. 15.00 Série : Arnold et Willy. 15.30 Tiercé à Auteuil. 15.50 Série : Lou Grant.

16.40 Magazine : Le Club F1. 17.00 Sport : Automobile. 18.45 Megazine: Le Club F1 (suite) 19.00 Série : L'Enfer du devoir.

20 00 Journal. 20.40 Journal des courses. 20.45 Cinéma : Un moment

d'égarement. ■ 22.15 Magezine : Ciné Cinq. 22.30 Cinéme :

Le grand frère. 

0.30 Journal de minuit.

**M6** 

13.25 Série : Madame est servie. 13.55 Série :

La Famille Ramdam. 14.20 Téléfilm : Éric, le révolté 16.00 Série : L'aml des bêtes. 16.45 Série : Roseanne. 17.10 Série : L'aventurier 17.40 Série : L'homme de fer. 18.30 Série :

Les Routes du paradis. 19.25 Magazine : Culture pub. 19.54 Six minutes d'informa 20.00 Série :

Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 8. 20.35 Cinéma : Un mauvais fils. 22.30 22,40 0.15 Six minutes d'inform

0.25 Musique : 8oulevard des clips. 0.20 Magazine : Sport 6. 2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

13.30 Histoire paralièle. 14.30 Documentaire: Tabark 42-87. 15.50 Cînême d'animation : lmages.

16.00 Documentaire : Yasser Arafat. 17.00 Théâtre : Mademoiselle Else 19.00 Documentaire :

Réflexions faites. 20.00 ici bat la vie. 20,30 Cinéme : Les folles années

du twist. Moyen métrage : La poupée qui tousse.

22.30 Cinéma : L'inhumaine.

## CARNET DU Monde

<u>Mariages</u> - M. et M Georges FOUCAULT, M. et M Claude BRUDER,

ont l'honneur de faire part du mariage

Aurélia et Bertrand,

à Achères-la-Forêt, le 23 mars 1991.

7, avenue Daniel-Lesucur, 75007 Paris. 35, rue Esquirol, 75013 Paris.

<u>Décès</u>

Ynes Cramer de Bonstetten,
 Tauia et Philippe Grand d'Haute-

ille, Patrick et Vilma Cramer, Eric, Diane, Letizia, Daphne, Sa famille, Et ses fidèles amis, out la douleur de faire part du décès de

Gérald CRAMER, survenu à Genève, le 17 mars 1991.

Que le souvenir de ce qu'il a été et de ce qu'il a réalisé reste un lieu pour ses amis.

M= Charles Gantheret, nee Walter, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, M. et M= Simon Gautheret, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la parenté, ont la douieur de faire part du décès du

docteur Charles GAUTHERET, médecin colonel des TON (c.r.) chevalier de la Légion d'honneur survena le 20 mars 1991, à l'âge de

Le corps sera déposé à la maison

Les obsèques religieuses seront célé-brées le lundi 25 mars, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Beaune.

Condoléances sur registres.

Cet avis lient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre MAYER,

inspecteur général des finances, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier du Mérite maritime, de l'Economie nationale et de l'Étoile noire,

officier de l'ordre national malgache, officier du Mérite mauritanien, survenu subitement le 16 mars 1991,

dans sa solvante-quatrième année. De la part de M= Pierre Mayer,

Leurs enfants, Et de toute leur famille.

Foyer de l'âme, 7, bis. rue du Pasteur-Wagner, Paris-11\*, le lundi 25 mars, à 18 h 30. Une messe sera célébrée en la cha-pelle du collège Saint-Louis-de-Gonza-gue, 12, rue Franklin, Paris-16<sup>a</sup>, le jeudi 4 avril, à 18 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

avenue de Bretteville,
 92200 Neuilly.

THÈSES Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

## - On nous prie d'annoncer le décès de

M- Jean GRENIER,

Les obsèques auront lieu lundi 25 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine.

L'on associera à ce deuil le souvenir de

Jean GRENIER.

son mari, mort en 1971, Madeleine GRENIER,

sa fille, morte en 1982.

12, rue du Colonei-Candelot, 92340 Bourg-la-Reine

- Marie, Bernard et Thierry Retif, ont la douleur de faire part du décès de Patrick.

L'incinération aura lieu le lundi 25 mars, au cimetière du Père-La-chaise, à Paris.

Réunion dans le grand salon du cré-

matorium, à 14 heures. - M= Renée Souiller,
M. et M= Didier Souiller
et leurs enfants, Patricia, Harold et
Ludovic,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André SOUILLER. administrateur de la préfecture de Paris (e.r.),

décédé dans sa quatre-vingt-unième année, à son domicile, le 19 mars 1991.

Les obsèques, suivies de la crémation à Crissey (71), ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

32, rue Berlier, 21000 Dijon.

- Lyon. Ronno (69).

M- Jean Vurpas, Pierre et Jacqueline Vurpas, Camille, Daphné et Louise, Geneviève et Pierre Frieh, Guillaume, Pauline, Philippe-Autoine et Cyril,

François et Catherine Vurpas, Charlotte, Clémentine, Marganz, Prune et Morgane, Jean-Luc Vurpas, Marie-Anne et Antonia, Laurent et Isabelle Vurpus,

Fanny et Thibaud, Elisabeth et Philippe Cochet, Lucie et Claire, Mª Simone Yurpas, Le docteur et Mª André Gaillard,

M. et M.— Olivier Chabaud,
M. et M.— Rémy Gayer,
M. et M.— Maurice Brosse,
M. et M.— Adolphe Pradelet.

M. et M- Robert Gaillard, M. Paul Gaillard, M. et M. Jean Pelissier, M. et M. Pierre Berard,

enfants, parents et alliés, font part du rappel à Dieu de Jean VURPAS,

agrégé de l'Université, le 22 mars 1991, dans su soixante-qua-

La messe de funérailles sera dite en l'église Notre-Dame-Saint-Louis-de-la-Guillotière (Lyon-7-), le lundi 25 mars, à 9 heures. Inhumation au cimetière de Ronno (69), à 11 h 30.

Soutenances de thèses

- Université Paris-X-Nanterre, le mardi 2 nvril, salle des Colloques, bat. C, 14 heures, M. Georges Kaffès : «L'Eglise orthodoxe et le Parti commu-niste dans la Grèce, de 1940 à 1987 e.

## Le Médiateur souhaite faciliter les recours en Conseil d'Etat

M. Jean-Claude Pufler, moniteur d'éducation physique à l'association familiale départementale pour l'aide aux infirmes mentaux de Narbonne, aux mirrues mentaux de Narbonne, licencié en 1984 après vingt ans d'ac-tivité, fait depuis trois semaines la grève face au Palais de justice à Paris. Il conteste le licenciement économique et collectif dont il e été la victime et réclame sa réintégration. Ses précédentes actions avaient

échoué devant le tribunal administra-tif, puis devant le Conseil d'Etat. Anjourd'hui, il a enfin obtenu les documents prouvant que son poste était toujours inscrit, un an après son départ, au budget de son association, et qu'il avait été le seul à être congédié. Malgré ces données nouvelles, M. Puffer n'est pas parvenu à convaincre un avocat de reprendre son dossier,

#### <u>JOURNAL OFFICIEL</u>

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 22 mars UN DÉCRET

-nº 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables anx fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet. DES ARRÊTÉS

-du 12 mars 1991 fixant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

notamment en raison de l'erticle 75 de l'ordonnance du 31 juillet 1945, qui limite les conditions d'un pourvoi en revision. Le Conseil d'Etat e donc rejeté son recours.

rejeté son recours.

Loin de se décourager, M. Pufler a multiplié les démarches euprès des députés, des partis, du président de la République et du Médiateur. Ce denier, M. Paul Legatte, s'est même déplacé en personne, vendredi 8 mars, pour rencontrer le gréviste de la faim. A cette occasion, il a reconnn que l'ordonnance de 1945 méritait un dépoussièrage et il réclame une modification de l'article 75 de l'ordonnance du 31 juillet 1945.

Le premier volet de cet article 75 restreint les conditions de pourvoi en révision, limité à trois cas: une décision en Conseil d'Etat rendue soit sur

sion en Conseil d'Etat rendue soit sur nièces fausses, soit en l'absence d'une pièce retenue par la partie adverse, on sur vice de procédure. Le second volet menace «d'amende ou même, en voiet menace «a amenae ou meme, en cas de récidive, de suspension et de destitution», les avocats au Conseil d'Etat qui présenteraient un pourvoi n'entrant pas dans le cadre des trois

«La menace que ce texte fait peser sur les droits de la défense du citoyen dans un procès contre une autorité dans un procès contre une autorne publique au niveau du Conseil d'Etat ne paraît plus adaptée, vient de déclarer le Médiateur, M. Legatte. Elle est de nature à empêcher même des pourvois en révision fondés sur les trois cas d'ouverture permis».
CHRISTIANE CHOMBEAU

# L'économie

Sans remember and the beautiful polemiques soil. If y plan it dis ans, ont entours to per (avorté) de construction à l'existing des contrais de l'existing des constructions de l'existing de l'existing des particulaires de l'économie et de modername que presque s'out le modername que presque s'out le modername que presque s'out le modername que particulaire de patrimoles collègals, qui a tans valeur deconomique et modername que particulaire ne contraise que particulaire ne contraise que particulaire ne contraise que particulaire ne contraise.

Le tracé des TGV ou den d'une tons portuers à Récomment, l'installation d'une usue aurichiques, et pris de défrictionners de planteurs. défrictionnent de physicism dizaines d'hiertaine de forts. alsacienne, a conduit M. François Mitternald & Conduit à rechercher on compromes

a rechercher un complete.

Les complets de la SNC sont fragiles et la sont fragiles et la sont fragiles et la sont fragile des recettes. Il la ser président. Mi qui est un la devrait infetter, asser complete em nunt de la sont fragile que la sont

# M. Hubert Mügent (CATA) élu présidentale PRAMS

dement des little

Ne en 1947 des travail

## L'économie et la beauté

Comme cet été en Provence, voilà qu'à nouveau les projets de tracé des TGV concoctés par les ingénieurs de la SNCF mettent en émoi les régions qui seront traversées par les futuree lignes. Aujourd'hui, c'est l'Aquheine qui monte au créneau et demain ou eprès-demein l'Alsace et le Lorraine. Avec, en bonne place derrière, lea élus de toutee tendances, le monde agricole et lee viticulteurs. Dans la soirée du vendredi 22 mers, à Sorgues (Vaucluse) et à Roquemeure (Gard), des manifestante opposés au tracé du TGV Sud-Est ont établi des barreges pendam deux heures sur les voiea ferréee. Comme, eu pied de la montagne Seinte-Victoire, les mânes de Cézanne veillaient eu respect de paysages immortels, c'est meintenant le souvenir de Montaigne et de Montesquieu qui plaide pour que, eu nom de la technique, de la vitesse et de ce que l'on eppelle le progrès, les collines eimebles et les vallées epaisantes de ce coin de France inusable ne scient pas massecrées.

Sans remonter aux très brutales polémiques qui, il y e plus de dix ans, ont entouré le projet (avorté) de construction d'une centrale nucléeire à Plogoff, à l'extrême ouest de la péninsule bretonne, plusieurs événements illustrent les difficultés qu'il y e à concilier les nécessités de l'économie et du modernisme. que presque tout le monde réclame, et la préservation d'un patrimoine collectif, gul a une valeur économique et eociale que personne ne conteste.

Le trecé des TGV ou des autoroutes Ici, l'aménegement d'une zone portuaire là . · · provoquent des barrages ou des grèves administratives. Les. agriculteurs ne veulent pas sacrifier leurs terres au profit d'hommes d'affaires pour qui « le temps c'est de l'ergent », les elus locaux refusent d'être mis devant le fait eccompli. Récemment, l'Installetion d'une usine eurrichienne, au prix du défrichement de plusieurs dizaines d'hectares de forêt elsacienne, a conduit M. François Mitterrand lui-même à rechercher un compromis.

Les comptes de la SNCF, certes, sont fragiles et le société nationale e besoln du TGV pour valoriser son Image et engranger des recettes. Mals son président, M. Jecques Fournier, qui est un homme de goût, devrait méditer eussi cette invite empruntée à Marguerite Yourcenar : « Rien n'est plus fragile que la beauté des

FRANÇOIS GROSRICHARD

#### M. Hubert Maigrat (CNPF) élu président de l'UCANSS

M. Hubert Maigrat (CNPF) a été élu jeudi 21 mars président de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) par vingt et une voix, contre trois voix pour le candidat présenté par la CGT. Désormais composé en parité de représentants des employeurs et des salariés, l'UCANSS, qui assure la gestion des 180 000 salariés de la Sécurité sociale, avait connu une profonde crise fin 1990, marquée par la démission des représentants patronaux et par des

M. Maigrat souhaite engager rapi-dement des négociations sur les classifications et se pencher sur le problème des sureffectifs dans les caisses de Sécurité sociale. M. Maigrat est, en outre, favorable à la conclusion de contrats d'objectifs pluriannuels avoc les pouvoirs publics.

[Né en 1942, M. Hubert Maigrat ful ébéniste avant de travailler comme ouvrier à l'usine Peugeot de Mulhouse. Vilitant CFDT, il abandonne ses responsabilités synticales pour intégrer en 1976 le cabinet de M. Lionel Stoléru, alors secrétaire d'Etat chargé de la condition des travailleurs manuels. En 1981, il rejoint l'AFPA puis, en 1983, la direc-tion des affaires sociales de la Fédération nationale des travaux publics.

## Le tracé du TGV Paris-Toulouse provoque des protestations en Gironde

Les viticulteurs et les élus girondins contestant les projets de tracé des futures lignes TGV vers l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. Selon eux, elles placeraient Bordeaux, la métropole régionale, à l'écart des grandes voies de communication ferrovieiree européennes et lèseraient l'économie viticole.

BORDEAUX

de notre correspondante

Le projet, soutenu par la SNCF, prévoit un trone commun aux lignes Paris-Bordeaux et Paris-Toulouse, jusqu'à l'entrée du département de la Gironde. Les deux tracés divergent ensuite au nord de Libourne. Un « harreou » dessert Bordeaux, terminus de la ligne nouvelle TGV-Aquitaine. La ligne Midi-Pyrénées évite Bordeaux et coppe sur quatre-vingt kilomètres dans les vignobles de l'Entre-deux-Mers en direction de

La SNCF prévoit de la relier, par un TGV grand sud, aux liaisons sud-est, qui desserviront Barcelone et l'Espagne. Selon la SNCF, un Paris-Toulousé via le vignoble de

l'Entre-deux-Mers permettrait de gagner vingt à trente minutes par rapport à un tracé Paris-Bordeaux-Tonlouse dont la durée décourage rait, toujours selon la SNCF, quatre cent mille passagers par an. Ces calculs de rentabilité ne sont pas du goût des viticulteurs et des élus Unanimes sur ce point, quelle

que soit leur couleur politique, ils rejettent ces projets. Bordeaux ne saurait être réduite « à la situation de Massy-Palaiseau ou de Soint-Pierre-des-Corps », selon l'expres-sion de M. Jacques Valade, ancien ministre, adjoint au maire de Bor-deanx (RPR). M. Gilbert Mitterrand (PS), député et maire de Libourne, abonde dans ce sens : «Si Bordeaux était considéré comme une déviation de ligne par souci de rentabilité immédiate de la SNCF, cela handicaperait la métro-pole et l'Aquitaine dans leur développement. » Les parlementaires girondins ont adressé une pétition au gouvernement pour demander la mise à l'étude d'un tracé Paris-Toulouse passant impérativement par Bordeaux, ainsi que l'adoption d'une ligne TGV Paris-Bordeaux-Irun-Madrid.

**GINETTE DE MATHA** 

Alors que la compagnie aérienne cherche un partenaire international

## Le gouvernement belge décide de renflouer Sabena

Le gouvernement belge a finale-ment décidé de renflouer lui-même la compagnie aérienne nationale, dont l'Etat possède 54 %. M. Jean-Lue Dehaene, minîstre des communications, a annoncé vendredi 22 mars qu'il verserait 10 milliards de francs belges (1,6 milliard de francs français) dans le capital de la compagnie, et qu'il lui en accorderait encore huit des qu'elle aura trouvé un partenaire solide. Le gouvernement annulera en outre les dettes de la Sabena à l'Etat, qui s'élèvent à 16 milliards de francs belges. Le déficit d'exploitation de Sabena pour 1990 a dépassé les 6 milliards de francs belges, et celui de 1991 pourrait atteindre 4 milliards.

M. Pierre Godfroid, a annoncé la suppression de 2 200 emplois (18 % des effectifs).

Depuis que, le 9 novembre dernier, Depuis que, le 9 novembre dernier, le gouvernement beige a annoncé une privatisation partielle de la compagnie, celle-ci cherche « un partenaire industriel international et fort», selon les mots de son président. Le gouvernement et M. Godfroid semblent avoir écarté les propositions de la prospère compagnie charter beige TEA. C'est à une alliance avec British Airways, associée avec Sabena et KLM jusqu'à cette année, que l'on bense surtont, mais des discussions pense surtout, mais des discussions continuent avec d'autres compagnies. notamment American Airlines et

## Pertes record en 1990 pour SAS

STOCKHOLM

de notre correspondante

Sept cent soixante-trois millions de couronnes (environ 687 millions de francs) de pertes en 1990, contre 2,2 milliards (environ 2 milliards de francs) de bénéfices en 1989 pour le groupe SAS: selon M. Jan Carlzon, son président, qui a présenté le résul-tat annuel jeudi 21 mars à Stockholm, ces chiffres, les plus mauvais jamais enregistrés, pourraient être encore pires en 1991 si la crisc se poursuit. SAS a choisi d'inclure dans ses comptes 801 millions de couronnes, qui représentent les colts de restructuration de la division aviation - SAS Airlines - en vue de la dérégulation du trafie aérien en Europe. Mais la hausse brutale du prix du carburant entraînée par la

sagers qui s'est ensuivie et la basse conjoncture mondiale générale ont fait apparaître les faiblesses propres de SAS, affecté notamment par les importantes participations prises à la fois dans la compagnie aérienne américaine Continental - qui a essuyé un déficit record au quatrième trimestre 1990 - et dans la chaîne d'hôtels Intercontinental, qui lui a fait perdre 91 millions de cou-

La direction de SAS, qui avait déjà annoncé en début d'année la suppression de 3 500 emplois dans la division Airlines et de plus de 2 000 dans le reste du groupe, n'exclut pas

FRANÇOISE NIÉTO

#### **EN BREF**

o La Cogéma déboutée de sa plainte contre la société de Bourse Buisson. — Attendu depuis le 8 février, alors qu'il avait été reporté sine die, le jugement du tribunal de commerce de Paris concernant la plainte déposée par la Cogéma contre la société de Bourse Buisson a été rendu vendredi 22 mars. Le tribunal a condamné la Cogéma aux dépens du procès qu'elle a intenté à l'ancienne charge d'agent de change. Elle doit verser en plus à cette société 20 000 francs de dommages et intérêts. La Cogéma (Compagnie générale des matières nucléaires), filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique, evait intenté une action contre Buisson, à qui elle imputait la responsabilité de la perte de 259 millions de francs sur le Matif en décembre 1987. Elle lui réclamait 333,9 millions de francs de dommages et intérêts.

a M. Pierret dénonce les « propos partisans » de M. Chinand sur la Caisse des déplits. - Les propos « partisans » de M. Roger Chinand (UDF), concernant le mode de gestion des fonds d'épargne par la Caisse de dépôts et consignations et son directeur général, M. Robert Lion, «n'engagent que l'homme politique, et en aucun cas, la commission de surveil-

lance de la Caisse», a affirmé le 22 mars M. Christian Pierret (PS), président de cette commission. M. Chinaud, rapporteur général de la commission des finances du Sénat, a estimé dans un entrenen à l'AFP que « le problème de la confiance est posé » à propos de M. Lion, à la suite des opérations financières engagées par la Caisse sur ses fonds d'épargne (le Monde du 23 mars).

Le consommation des ménages français a légèrement reculé en février.
 La consommation des ménages

La consommation des menages français en produits manufacturés a diminué de 0,3 % en février par rap-port au mois précédent, selon des données corrigées des variations sai-sonnières publiées vendredi 22 mars par l'INSEE. En janvier, elle avait de 12 mars par l'INSEE. En janvier, elle avait progressé de 0,2 %. Le mois de février a été marqué par un recul de 0,5 % des achats de biens durables (automobiles, meubles) et par une nette pro-gression de ceux d'électronique grand public (+ 2 %) et d'électroménager (+ 3 %), Au cours des trois derniers mois, la consommation des menages est au total restée pratiquement sta-ble, mais elle a diminué de 0,9 % sur un an (entre février 1990 et février 1991).

#### La famille Vuitton se désengage de LVMH

Vuitton Investissement Gestion (VIG), détenu majoritairement par la famille Vuitton, a cédé jeudi 22 mars quelque 450 000 titres de LVMH (Moet-Hennessy Louis Vuitton), soit l'équivalent de 3,24 % du capital du numéro un mondial du luxe. C'est la banque américaine Goldman Sachs qui 2 acquis ces titres pour environ 1,6 milliard de francs. Cette opération - à l'issue de laquelle M. Henry Racamier conserve 8 % du capital du groupe dirigé par son ancien rival, M. Bernard Arnault lui assure par ailleurs les liquidités nécessaires au développement d'Orcofi, dont il veut faire un nouvezu pôle du hixe.

O Le groupe CBC chargé de la réha-bilitation de l'ancien immeuble Shell à Paris. - Le promoteur Kaufman and Broad a décide, le 22 mars, de confier le chantier de réhabilitation et de reconstruction de l'ancien siège de Shell, rue de Berri à Paris, au groupe CBC, filiale de la Compagnie générale des caux spécialisée dans le baliment et les travaux publics. Il s'agil d'un contrat d'environ 440 mil-

Soumis par le président Bush au Congrès

## Le projet de réforme bancaire préoccupe les établissements étrangers installés aux Etats-Unis

M. George Bush e transmis le 20 mars au Congrès le projet de loi portant réforme du système bancaire et d'essurance des dépôts. Le débat va s'engeger alors que l'orgeniame chergé d'essurer les dépôts bencaires récleme toujours daventage d'argent pour éponger les faillites bancaires et que de nombreux établissements devraient diminuer leurs dividendes, confirmant leurs contre-performances financières

**NEW-YORK** 

de notre correspondant

Inspiré des recommandations formulées en février par le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, et visant à créer un système bancaire « sûr et compétitif » (le Monde des 7 et 8 février), ce projet de réforme, au moins nussi volumineux (300 pages) que le rapport Brady, en reprend les grandes lignes : abolition de la séparation entre banque commerciale et banque d'affaires, possibilité offerte à de grands groupes industriels d'entrer au capital des banques, autorisation de créer des succursales hors de l'Etat où la banque est instal-

De l'avis des spécialistes, le seul point de consensus immédiat entre les parlementaires est l'obligation de recapitaliser au plus vite le Federal Deposit Insurance Corp (FDIC), charge d'assurer les dépôts bancaires pour éviter un effondre-ment de l'ensemble du système. M. William Seidman, président du

Forte progression

des investissements

français

à l'étranger en 1990

Les investissements français à

l'étranger auraient atteint environ

143 milliards de francs en 1990,

progressant d'environ 25 % par

rapport à 1989, selon les premières

les entreprises françaises ont multi-

plié par sept leurs achats à l'étran-

ger depuis cinq ans (en 1985, elles

n'avaient investi que 20 milliards

de francs). Cette internationalisa-

tion rapide s'explique par le besoin

de combler le retard pris au début

des années 80, lorsque les moyens

financiers manquaient. Elle s'expli-

que aussi par la nécessité de parti-

eiper à la mondialisation des mar-

chès qui force, pour assurer sa

survie, d'être présent au moins

dans les autres pays d'Europe, aux

Parallèlement à ce boom des

investissements français à l'étran-

ger, les investissements étrangers

en France ont sensiblement dimi-

nue. La chute serait d'environ un

quart en 1990 par rapport à 1989,

à 45 milliards de francs contre

60,9 milliards, eréant un véritable

déséquilibre.

Etats-Unis, voire en Asie.

FDIC. a annoncé, le 21 mars, le montant définitif de ses pertes pour 1990 (4,85 milliards de dol-tars, sois environ 27 milliards de francs), en s'empressant d'ajouter que son organisme devrait être doie de 35 milliards de dollars au cours des deux prochaines années pour empêcher le désastre.

La cause est entendue, mais des escarmouches ne sout pas à exclure à propos du système proposé : une assurance de 100 000 dollars par personne et par banque, sans limi-tation du nombre de comptes ouverts dans différents établissements. Certains membres de la Chambre des représentants ont dejà fait savoir qu'ils préconise-raient une assurance limitée à cette somme par déposant, quel que soit le nombre de comptes ouverts dans différents établissements.

#### Harmoniser la profession

En attendant de pouvoir se livrer à un examen détaillé des chapitres du projet de loi - qui va certainement soulever une petite tempête à propos des pouvoirs accrus accordes à une nouvelle institution directement rattachée au Trésor, au détriment de la Réserve fédérale -, les banques étrangères ins-tallées aux Etats-Unis ont été les plus promptes à réagir à une disposition qui les pique au vif : l'obligation de se constituer désormais en société bolding de droit américain, à l'image de leurs consœurs

Jusqu'à présent, les banques étrangères se contentaient de fonctionner en simples succursales de

capital et observer des ratios de capitalisation qui, jusqu'à present, n'avaient rien a voir orec ceux des autres banques amèricaines », explique l'un des banquiers concernes. - Dans l'esprit des auteurs du texte, on peut voir là un souci d'harmoniser la profession, mais tout le monde connaît le reproche fait aux banques étrangères de ne pas payer assez d'impôts aux Etaty-Unis et d'avoir une autitude très laxiste en motière de coût des ressources, ce qui leur permet de jouer fortement sur leurs resultois v.

concède un autre professionnel, Sitôt la menace confirmée. M. Lawrence R. Uhliek, directeur écutif de l'Institute of International Bankers, l'organisme new-yor-kais chargé de représenter les établissements etrangers, a déclare que la proposition du Trésor d'interdire aux bonques internotionales d'opèrer aux Etats-Unis à travers des succursales et des ogences compromettrait le fonctionnement du système bancaire dans son ensemble et pénaliserait le marché financier américoin ».

«Si d'autres pays venaient à exiger une mesure identique (un enregistrement de la banque là où elle opère, aux mèmes conditions juridiques que les établissements américains), on assisterait à une balkanisation du capital et o une perte d'efficocité sur les marchés mon-diaux », affirme M. Uhliek. Un rappel discret de la règle de réciprocité, les banques américaines installées dans la plupart des pays européens pouvant fonctionner en simples succursales si elles le sou-

SERGE MARTI

## La France et l'Allemagne précisent leur position sur l'union monétaire européenne Après leur rencontre du jeudi l'institution ne sera qu'une « prè-

21 mars, les ministres français et allemand des affaires étrangères, MM. Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, ont publié vendredi 22 mars un communique commun précisant leur position sur l'Union économique et monétaire européenne (UEM). Le texte stipule que la création de la banque centrale européenne interviendra bien au début de la deuxième phase de l'UEM, prévue pour 1994, el non, comme plusieurs dirigeants allemands en avaient exprimé le souhait récemment, au terme de cette étape.

Le texte franco-allemand rappelle néanmoins qu'à ee stade,

misse institutionnelle v, les autoriles nationales gardant le contrôle de leur politique monélaire. La troisième étape, au cours de laquelle l'Institution européenne sera pleinement opérationnelle et responsable, devrait commencer lir du le janvier 1997.

« La conférence intergouvernementale a été préparée de manière plus exhaustive et précise qu'aucune autre», souligne le communiqué, qui exprime le souhait que l'essen-tiel des travaux sur l'UEM, ainsi que sur l'union politique européenne, soil acbevé avant l'été

En lançant des OPE sur Poliet et Ciments français

## Paribas se renforce dans les matériaux de construction

Paribas sur deux de sea participations. Poliet et Ciments français (le Monde du 23 mars), ont pour objectif de renforcer leurs structures financières et de créer un pôle important dans les matériaux de construction.

Les OPE sur Poliet et Ciments français permettent aussi à Paribas de conforter la base de son actionnariat stable, tout en changeant de dimension. Elles l'amèneront à prendre le contrôle de Poliet, un bolding regroupant des sociétés dans le secteur des matériaux de construction dont il est déjà actionnaire à 37,5 %, et des Ciments français dont il détient, via Poliet, 29,7 % des parts. Dans une deuxième phase, Paribas apportera ses titres Ciments francais à Poliet par le biais d'une OPE.

Ainsi se dessine une structure à trois étages composée de Paribas contrôlant Poliet, ce dernier ayant la majorité du capital des Ciments français. A l'issue de cet adossement, le groupe Poliet doublera de taille, avec un chiffre d'affaires de plus de 35 milliards de francs, un résultat net de 1,5 milliard et une capacité d'endettement de 3,5 mil-liards. Cette restructuration met non seulement les Ciments français à l'abri de toute OPA éventuelle mais surtout, selon les initiateurs du montage, elle permet au troisième cimentier mondial de mobiliser rapidement des capitaux lors de prochaines acquisitions.

Cette rationalisation est faite en plein accord avec l'autre action-

Les offres publiques naire important des Ciments fran-d'échenge (OPE) lencées per cais. Aza, qui, en cédant ses cais, Axa, qui, en cédant ses 16,57 % du capital, enregistre une plus-value netle d'un milliard de francs et renforce de 2 % sa participation dans Paribas. Celle-ci nassera à près de 7,5 %, se situant au naires de la compagnie de la rue

Pour mener à bien ses différentes OPE, Paribas les financera par une augmentation de capital et par l'utilisation d'une partie de l'autocontrôle, qui reviendra de 6 % à 4 %. Le nombre de titres Paribas devrait croître de 20 % à 25 % par la création d'actions nou-velles, au maximum 23 millions venant s'ajouter aux 69 millions existants. La capitalisation boursière, qui est actuellement de 34,5 milliards de francs, devrait augmenter de 7 à 12 milliards de francs en fonction des résultats de

 Lafarge Coppée consolide ses positions au Maroc et en Turquie, – M. Bertrand Collomb, président de Lafarge Coppée, a annoncé le 21 mars que son groupe avait décide d'augmenter la participation (minoritaire) qu'il détient au Maroc dans la Cimenterie nouvelle de Casabianca . D'autre part, en Turquie, Lafarge Coppée a conclu avec le groupe Ybitas un nocord de joint venture pour la construction d'une station de broyage à Ankara. Le chiffre d'affaires du groupe en 1990 a atteint 32,54 milliards de francs (+ 7 %) et le bénéfice nel eonsolidé (pert du groupe) 2,19 milliards (+ 1 %).

## **Giboulées**

Avec l'errivée du printemps, le 1empe des gibou-- 1,54 % léee est revenu. Déjà douchée le hultelne précéléee est revenu. hultelne précé-

dente, le Bouree de Peris a, ces derniere joure, encore reprie l'everse, de sorte que pour le esconde semeine consécutive les valeurs frençaises ont baissé.

Ce n'est rien de dire que cette semsine avait mel commencé. Si mel que, dès lundi, le marché, à nouveau trempé, avait repiqué du nez (- 1,25 %). Loin de a'arrêter, les grêlons allaient encore tomber dru le lendemein (- 2,08 %), evant que, mercredi, lee lourds nuegee noirs décident de faire la plece, en deuxième pertie de séence seulement, à quelques reyone de soleil (+ 0,65 %). C'était, il est vrai, le fin du mols boursier. Lee ajuetements d'usage étaient terminés. Ils laiseaient la liquidetion emputée, mais encore gegnente (+ 3,49 %), pour le deuxième fois de l'ennée, mais aussi pour la cinquiàme foie - seulement -

depuis quinze mois. Jeudi, pour le première séance des cotatione à fin evril, un mouvement de repriee s'amorçait, mais après s'être eccéléré, il ralentissait et la journée s'achevait sur une hausse peu convaincente de 1,09 %. A la veille du week-end, calme et morosité se conjuguèrent pour feire régner une belle Indécision et porter le Bourse à prendre d'ebord du gîte (- 0,49 %) evant de retrouver son équilibre (+ 0,05 %). Bref, d'un vendredi à l'eutre, l'indice CAC 40 e encore belssé de 1,54 %

S'agit-il d'une nouvelle consolidation eprès huit semainee d'ascension menée au pas de charge et ponctuée par une haueee iné-gelée de 25 % ? A moine que le Bouree, comme les héros, ne soit fatiguée... Le moine que l'on puisse dire est qu'elle semble evoir perdu le feu sacré. Com-ment en serait-il eutrement ? La reprise était fondée eur l'espoir d'un redémarrage de l'expansion exelté par le fin dee hostilités dene le Golfe. Or rien n'eet encore vreiment venu soutenir cette espérance.

#### Méfiance

Le premier ministre, M. Michel Rocard, e beeu eouligner que deux mois seront nécessaires eprès la fin des hoetilitée pour mesurer l'Impact sur l'économie française, il ne convainc pas vraiment. Pee plus que les économistes eméricalne, pour qui le croissance doit reprendre « dura-blement » à le mi-1991 outre-Atlentique. La réduction d'un bon tiere du déficit commerciel françals pour février? Pour l'essentiel, elle résulte de le diminution des importations. Que dire de le hsusse inattendue de le production industrielle pour jenvier? « Prématurée pour constituer un vrai signal », essurent les spécialistes.

En fait, les boursiers n'ont eu à conneître cee derniers joure que des nouvelles propres à nourrir leur méfiance. A commencer par le flambée des prix de détail eux Etats-Unis, qui paraît eigner là-

bes une reprise de l'inflation et peut-être la fin d'une politique complaisante pour le crédit. Sens perler du doller, qui, dopé per « l'effet Bush » et la perspective d'une reprise économique dans le Nouveeu Monde, donne un bon prétexte aux Allemands pour différer une baiese de leurs taux et empêcher einsi lea Frençais d'en faire autent.

On peut toujoure srguer de e l'sudece » menifestée par la Benque de Frence en sbaissent d'un quert de point son taux d'intervention eur eppsi d'offres. ineignifiant pour lee boursière. Pour les benquiere eussi, qui, melgré les injonctions de Bercy, trainent lee pieds pour réduire leure taux de base. Que dire de l'indicataur evencé celculé par la BNP, qui recule derechef en mars et témoigne que la France, è eon

tour, est entrée en récession? La tournée économique et monétaire sereit incomplète si l'on ne parlait pas du cri d'elarme lencé par M. Karl-Otto Poehl, président de le Bundesbank ellemende, eur ele désastre de l'union monétaire ellemende », une façon élégante de repousser à plus terd l'union monétaire européenne, que le président Mitterrand souhaita comme couronnement de son deuxième septennat. Ajoutons que le montée

du chômage en Europe, prévisible evec l'errivée de le maind'œuvre venue de l'Est, poussera davantage à l'épergne qu'à la consommation, un facteur que

les marchés ne pourront ignorer. Que, dans ces conditions, les investisseurs eient jugé bon de camper sur leurs positione, comme sn témoigne la relative faiblesse des échanges catteeemaine - la moyenne quotidienne des trensections n'a pas excédé 2 millierde de francs, ne saurait vraiment étonner, Leur. comportement reste étroitement soumis à l'actualité.

Deux événements se sont produits en fin de semaine. L'un s concamé le bâtiment, avec le double OPE tancée par la Financlare Peribss sur Poliet et Ciments français, sur la bess de six ections Paribas contre cinq sctions Polist et d'une ection Peribee contra una action Ciments Frençais eu nominal divisé par trois.

L'eutre s întéressé l'industria du luxe. VIG (Vuitton investissement gestion), effaire contrôlée per la famille Vuitton, a, dans le cedre d'une application, cédé 450 000 ections LVMH (Louis Vuitton Moët-Hennessy), soit 3,25 % du capital du groupe de luxe, à Goldman Sachs, pour la modique somme de 1,6 milliard de francs. Ce « papier » devrait être reclessé eur la marché ou chez des « zinzins ».

ANDRÉ DESSOT

## **NEW-YORK**

## Rechute

NOTE DOWN THE PAS, comme espéré,

cooduit la grande Bourse de New-York à refaire sea forces pour franchir le mur, jusqu'ici interdit, des 3 000 poiots mesurés à l'indice Dow Jooes

des industrielles, cootrairement à ce qui avait été espéré. Le contraire s'est produit et le marché américain a pris uns bonoc bûche (-3 %), la pius belle de l'année même. Il faot remonter à la der-nière semaine du mois de décem-bre 1990 pour en retrouver une de Les ocuvelles de nature à faire

froncer les sourcils des iovestisscurs n'oot, il est vrai, pas manqué. A commencer d'entrée de jeu per les perspectives pessimistes pour l'industric chimique dressées par les analystes, eo point que le plus vieux et plus célèbre journal boursier new-yorkais Barron's recommande sux porteurs d'alléger leurs positions sur Du Pont. Ce qui s'est rarement vu. Les premières s'est rarement vu. Les premieres secousses ainsi imprimées ao marché ne furent rien à côté des turbulences causées vingt-quatre heures plus tard par IBM, valeur superstar de l'indice, la « Blue Chips » par excellence. Alors que les engures evaicot laissé espérer des résultats rimetriels caixonnebles nous le trimestriels raisonnables pour le ouméro un de l'informatique, « Big Blue » annooçait au contraire une chute prévisionnelle de 50 % enviroo de soo bénéfice pour les trois premiers mois.

Du «bloes». Wall Street a'est mis à broyer du ooir (-2,12 % durant la seule journée de mardi). La publication en rafale de l'indice des prix de détail pour février, deux fois plus élevé que prévu, et du déficit commercial pour jan-vier, nettement aggravé à 6,99 milvier, nettement aggrave a 0,79 milliards de dollars, n'arrangea riea. Le marché américain tenta bien de surmonter ses faiblesses, mais sams y parvenir vraiment. Dans l'immédiat, les opérateurs ne croient pins vraiment à un assouplissement du crédit et attendent avec inquiétude crédit et attendent avec inquiétude la poblication des premiers résultats d'entreprises pour le premier trimestre.

Indices Dow Jones dn 22 mars :

	Cours 15 mars	Cours 22 mars
lcoe	67 7/8	65 5/8
TT	33 7/8	33
loeing	48	47 5/8 13 7/8
hase Man. Bank	15	36 1/2
on Post de Nemours	37 3/4	43 1/8
estmen Kodek	44 5/8	
DOC	57 1/8	57 7/8
ord	34 5/8	32 3/4
ieneral Electric	68 3/4	66 1/4
Seneral Motors	40	37 1/2
Joodytar	22 1/2	22 1/8
BM	127	111 1/2
TT	55 5/8	54 1/4
Mobil Oil	64 1/2	64 3/8
162er	104 3/8	104
chlemberger	61 1/2	58 1/2
Exx.co	64 W4	64 1/4
JAL Corp. (ex-Allegis).	144 1/8	140 7/8
Union Carbide	18 1/4	17 5/8
JSX	30	30 1/4
Westinghouse	29	28 5/8
Kerox Corp	56 1/8	53 1/2

#### TOKYO

## **Tassement**

Le Kabuto-cho n'a marché japonais evait retrouvé pas réussi cette semaine encore à sorn Rlen, il est viei, oc s'est pro-

duit pour l'inciter a reprendre sa pro-gression. La faiblesse du yen vis-àvis du dollar, la baisse de Wall

Street : autant de raisons qui ont poussé le marché nippon à décrocher un peu.

La semaine avait pourtant bien commencé. Lundi, stimulé par la belic allure de New-York, la Bourse tokyote s'était offerte un petit galop et le Nikkei était alors mooté brièvement à la cotc 27 270. Mais le vent avait ensuite tourné et suivant Wall Street dans son dérapage, le Kabuto-cho enre-gistrait sa plus forte chute de l'an-

quelques conleurs, mises sur le compte de l'espoir d'une baisse du tanx de l'escompte pour le début avril. Cette rameur évoquée par le Nihon Keizai n'a pas été confirmée, mais la prenant pour la première hirondelle du printemps, les investisseurs procédèrent vendredi à quelques achats; qui évità-rent an bilan hebdomadaire de

Indices du 22 mars : Nikkef, 26 613,19 (c. 26 843,10); Topix, 1 980,80 (. 2 008,95)

BRUNO BIROLLI

Cours   15 mars   22 mars   22 mars   22 mars   22 mars   22 mars   23 mars   24 mars   24 mars   24 mars   25 mars   26 mar			
ridgestone 1 130 1 130 snon 1 629 1 560 1 560 2 660 (onda Motors 1 1840 1 750 (itsushith Heavy 6 6 680 6 680			
	snon uji Bank jonda Motors Intsushita Electric litubishi Heavy ony Corp.	1 130 1 629 2 650 1 560 1 840 820 6 689	1 130 1 560 2 660 1 470 1 750 799 6 680

#### FRANCFORT

Déprimé : -3,2%

oée. Fut-ce le repos forcé observé

mercredi pour célébrer la Fête de

l'égoinoxs? En tout cas, jeudi, le

De la préoccupation, la Bourse allemande est passé à la déprime et la semaine écoulée s'est achevée sur un bilan assez lourd (- 3,2 %). Les causes de tracas n'ent pas

manqué, à commencer par l'inso-lente hausse du dollar pour partie liée à la reprise de l'inflation sux Etats-Unis, qui pourrait bien met-tre fin à la politique accommo-dante du FED pour la crédit, Ajouter à cela la mootée do mécontentement dans l'ancienne Allemagne de l'Est et la déclaration fracassante du président de la Bun-desbank sur « le désastre de l'union monétaire allemande » : autant de raisons qui ont poussé les investisscurs à se dégager, mais sans préci-pitation exagérée cependant.

Indices du 22 mars : DAX, 1 520,29 (c. 1 570,55); Commerz-bank, 1 826,10 (c. 1 904,40).

	Cours 15 mars	Comes 22 man
AEG BASF Bayer Commerciantk Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Slemens	210 238 40 279,40 262,50 644,50 244,20 547 296 617,68	289 234,80 267,80 259,50 615 241,10 549 279 596,50
Voliciwagen	368,50	354.90

Le Monde PUBLICITE FINANCIÈRE 885 : 45-55-91-82, posse

#### LONDRES

Déception - 2,2 %

Le charme est rompu et après huit semaines de hausse, le London Stock Exchange a tourné casaque. Si bien que, d'un vendredi à l'aotre, l'iodice Footsie des 100 valeurs a baissé de 2,3 %.

D'une façoo générale, les ioves-tisseurs ont été décus par la baisse, jugée trop faible, des taux d'intérêt (uo demi-poiot de moios à 12,5 %), par le projet de budget aussi, juge beaucoup trop oeutre, par le relèvement inattendu de la TVA ds 15 % à 17,5 % — qui annule, dit-on, les mesures fiscales prises en faveur des entreprises. De surcroît, si les prévisions d'infla-tico pour 1991 soot optimistes (4 % seulement), la bonoc impressioo causée a été cootrebalancée par la perspective d'unc baisse de 2 % du produit intérieur brut.

Indices «FT» du 22 mars : 100 valeurs, 2 440,5 (c.2 494,2); 30 valeurs, 1 949,7 (c. 1 983,5); mines d'or, 145,3 (c. 145,6); fonds d'Etat, 856,03 (c. 84,61)

	Cours 15 mars	Cours 22 mars
Bowater  BP Charter Charter Courtanids De Beers Glaxo GUS ICI Recures Shell Unilever Vickers	5,77 3,32 5,05 3,94 12,31 10,20 16,00 16,33 8,84 4,77 7,42 2,42	5.97 3.32 5, 3.99 12,69 10,40 15,59 9.97 8,60 4,80 7,47 2,38

# Qui est capable de puese tion des prix du cale dans

années à venir? Ferrenne experts londosions de l'Enou Intelligence Unit (EIU), qui cu on an contract and the pagnes le marché va n redresser. A y regarder de plus p pronostie est somme mute per f la regle d'usage vouling q ne pervent que senonat. Ma ment cire se affirmant po matière première dopt in de solvable senolle avoir atte limites, celle 2 imparassant croît inélactique aux, par ?

D'après (FILL) la common devait de partie de production la production lable dans all millions avant.

La cadence de sions on calende cas relente cas cele ne s'est l'annual de veziment. La l'antonomie l'accente a' épé l'antonomie l'accente a' épé l'antonomie l'accente a' épé l'antonomie que la l'accente de d'article de l'accente de l'accente d'accente de d'accente d'accente d'accente de d'accente de d'accente de d'accente d'accente de d'accente de d'accente de d'accente d'accente de d'accente d'accente de d'accente d'accente de d'accente d'acc

d'une transaction est dévote, su défait voient un factour de néglembries de stitres.

Au cours de transacte projecteur. El Compartiment de la motionir similar perme derrait continuée. L'actue tourne sellicité il possent allement sellicité il possent allement sellicité il possent actue fois. Tetre motité que demand les parties en este plus compter ser le motité de massif que les alors apparts de sons breux toverés un pout trap solution. Ceux-ci registitus apparts de sons breux toverés un pou trap solution d'avoir trop factionnes pou trap solution, d'avoir trop factionness pou trap solution, d'avoir trop factionness pou trap solution, un renforcement internation mentione de la valeur de fois et faisinnest mériolisme un renforcement internation de la valeur de fois et faisinnest employers par certains confriées de ventre employers que sont intendices de ventre employers que sont intendicement démoncées et critiques et apparent de motion de la compart de la pair des que sont intendices de la pair des que sont motion de la convent de la propagnistic automo et aconvent de contre de la pair des performes au sont motion de la convent de la convent

propagate entenne et convent outre den bénérom non l'écu. Au calendriet de ces prochant mois, la Communité économique

MATIÈRES PREMIÈRE

passerout sless of the mo 69,1 cents to sym at 198 (1991-1992), arant d 125 cents d'ici 1995-1996 du café ca. 1989-1990 air

PRODUCTION COURS DE

Calore is a supple Train state	
Along plant (Product Troop states	
Mickel Building	
Sacre Francisco	
Call Called	
Cacae (Nor Full)	Delication
Bit (Chough Man	
Mar Dicay	
Sola (Optopol	

مكذامن زلامل

Matériel électrique 22-3-91 Diff. Alcatel-Alsthom ...... CSEE (ex-Signaux) ... Générale des eaux .... Intertechnique ...... Legrand. - 329 Lyon. des eaux .... Matra Merlia-Geria Moulinex..... Radiorechnique..... 360 - 2 1 501 + 32 485 - 7 143,40 - 0,70 629 - 60 307,10 + 1 SEB\_\_\_\_\_Sextant-Avionique ... 328,10 - 9 2 020 - 84 (1) Coupon de 5,40 F. Valeurs diverses 22-3-91 Diff. 22 18 15 34 5 768 676 097 738 345 Air liquide 115 490 385 115,20 Club Médit 115,20 + 140 + 50,15 -638 -216,20 + 515 -322 -356 -137,10 -496 -428 -428 -849 -713

Mines d'or,	<u>diamai</u>	its_
	22-3-91	Diff.
Anglo-American	171	+ 3,50
Amgold	342	
euf. Gold M	68,30	+ 1,30
De Beers	128	+ 4,80
Drief. Cons	54,50	- 0,60
Gencor	19,20	+ 0,30
Нагтову	33,80	- 0,10
Randiontein	17.75	- 0,05
Saint-Helena	39.60	- 0.49
Western Deep	152	4 50

Métallurgie,			
	22-3-91	Diff.	
Alspi Dassault-Aviation De Diesrich Fives-Lille Penhoèt Peupsot SAGEM Strafor, Facont Valco Vallourec	427,50 437 1 564 239,50 485 529 1 551 1 045 430 318	- 3 - 18 + 3,6 + 8 - 9 - 45 + 2,4 + 2,8	

	22-3-91	Diff.
Auxil. d'entr	1 109 571 430 148,90 773 401,80 237	- 12 - 24 + 10 - 1,10 + 1 - 4,30 + 0,10

Banques, assurances, sociétés d'investissement

		22-3-91	Diff,
	AGF  AXA (ex-Cic Midi) Bail Equipement Bancaire (C*) Cetelent (1) CCF CFF CFI Chargeurs CPR Eurafrance GAN Hénin (La) Locafrance Locindus AXA (Cie du Midi) Midland Bank OFF Paribas Schnelder	530 1 158 150 484 662 167 1 037 353,10 789 293,10 1 765 1 718 580 449 750 1 158 92,50 1 600 471,50 727	- 38 - 2,10 - 22 inch. - 8 - 56 - 22,90 - 49,90 inch, - 122 - 3 - 3 - 3 - 4 + 60 - 54,50 - 25
	Société générale	412,20	- 31,60
•	Sovac	692	+ 7
	Sucz (C. fin.)	347,50	+ 0,90
	UAP	545 160	- 35 - 15
	(I) Coupon de I	) F	

ovec Jez (C' fin.) AP	692 347,50 545 160	+ 2 + 0,90 - 35 - 15
(I) Coupon de l' Lines, caou		
	22-3-91	Diff.
éophysique étal étaleurop	730 309,70 114,40 88,10	- 30 + 33,70 + 15,90

Nombre de contrats : 55 280.

	22-3-91	-	Diff.
	24-3-71	_	UIII.
ophysique étal zaleurop	730 309,70 114,40	++	30 33,70 15,90
zeclia	88,10 52,75 1,74	=	0,85 0,01

de l					22-3-91		Diff
<u> 20U</u>	<u>tchouc</u>			last, Mérieux	4 050	+	20 50
	22-3-91		Diff.	Labo Roger Bellon Roussel-Uclaf	2 550 1 991	=	50 64
	730 309,70	=	30 33,70	Synthélabo	741 794	=	5 11
	114,40 88,10	÷	15,90	Hoechst	818	=	15 15
	52,75	+	0,85 0,01	Imp. Chemical Norsk Hydro	104,80 163,70	+	4
	247-4	_		ATIE		_	_

	22-3-91	Diff.
last, Mérieux Labo Roger Beilan Roussel-Uciaf Synthétabo BASF Bayer Hoechst Imp. Chemical Norsk Hydro	4 050 2 550 1 991 741 794 900 810 104,80 163,70	+ 20 - 50 - 64 - 5 - 11 - 15 - 15 + 1,20 - 4,10

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 22 mers 1991

COURS	ÉCHÉANCES					
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91	Déc. 91		
Premier	104,84	105,28	105,30			
+ hant	104,86	105,34	105,32	-		
+ bas	104,64	105,08	105,20	_		
Dernier	104,64	195,12	105,20	· -		
Compensation	104.64	105,10	105.14	105,10		

LE VOLU	JME DES	TRANSAC	TIONS (et	n milliers o	le francs)
	15-3-91	18-3-91	19-3-91	20-3-91	21-3-91
RM	2 501 428	1 776 151	2 647 758	2 478 940	2 193 428
R. et obl. Actions	10 068 648 147 <b>49</b> 5	8 599 246 432 325	6 879 845 163 107	8 385 606 303 740	6 332 911 412 909
Total	12 717 571	10 807 722	9 690 710	11 168 286	8 939 248
INDICES	S QUOTID	IENS (INS	EE base 10	0, 28 décemb	bre 1990)
Françaises Étrangères	117,7 111	116,4 111,4	114,3 111	114,4 109,8	115,8 110,9
	INDI	CES CAC (d	u lundi su ve	ndredi)	
	10 2 01	10.7.01	20.2.04	41 441	22 7 61

tions	147 495	432 325	163 107	303 740	412 909
al	12 717 571	10 807 722	9 690 710	11 168 286	8 939 248
NDICES	QUOTID	IENS (INS	EE base 10	0, 28 décemb	re 1990)
nçaises	117,7 111	116,4	114,3 111	114,4 109,8	115,8 110,9
	INDI	CES CAC	lu lundi su ve	ndredi)	
	18-3-91	19-3-91	20-3-91	21-3-91	22-3-91
_	(ba	ase 100, 31 d	écembre 19	B1)	
éral, l	475,7 (ba	471,7 se 1 000, 31		474,6 1 87)	473,17
240	1 777.91	1 740,97	1 752.22	1 771 32 1	1 772 14

Alimentation Filatures, textiles

magasins				22-3-91	Diff.
	22-3-91	Diff.	Beshin-Say	701	- 13 - 127
Agache (Fin.)	994 655 1 826 400,80 1 840 881 685 3 620 18 15	+ 58 - + 41 - 14 + 178	Bongrain BSN Carrefour Casino G., Perra Enromarché Guyenne-Gasc. LVMH Occid. (Gie) Olipar. PernRicard	2310 813 3488 139 4948 1210 3821 681 299,50 1104	- 127 - 12 - 87 - 4,76 + 18 + 25 - 28 - 28 - 31 - 23
Pétroles			Promodès	2 050 1 404 1 445	+ 34
	22-3-91	Diff,	Nexté	32 730	+ 130
BP-France ELF-Aquitaine Esso	120,10 336,50 673	- 140 + 5,30 - 11	MARCHÉ LI	BRE DE	L'OR

ELF-Aquitaine		+ 5,30	MARCHÉ LIBI	re de	L
rimagaz Sograp	391 438 710	+ 2		Cours 15-3-91	2
trofina	320,80 1 857	+ 14,80 - 12 + 9,50	Or the jatio on having	52 300 61 300	
roduits chi			a Pièce traçaine (10 fr.) Pièce suites (20 fr.)	415 403	
	22-3-91	Diff.	e Pièce tenicleure (20 fc.)	371 381 468	
st, Mérieux bo Roser Beilon		+ 20 - 50	e Desi-exerció	380 2 255	
muhčiabo	1 991 741	- 64 - 5	- 70 dollars	1 199 700	
ASF	794 900	- 15	- 56 pages	2.375	
1000.00	819	j – 15	- 10 Sortes	379	,

			a, y in aleuton
<b>COLUMN 14</b>	pier ette	т.	

DE COURS HEBDOMADAIRES						
Valents	Hausse:	Valens	Baisse %			
Imeta! Metaleurop Salomon SA Skir Rossigan! Comptoir Entr Zodisc	+13 +11,9 + 6,6 + 6,4 + 5,9 + 5,9	BNP-CI Paribes Act. A Locafrance Legrand Essilor Intl Groupe Cité	- 10.6 - 10 - 1,9 - 1,6 - 7,7 - 7,7			

Cześno + CSEE + Radoute (La) + OFP + DMC + Cerus +	\$1 \$4 \$4 \$4 \$4	CCII-led GAN Pechello Unios C Scon Compto	ormet rouer hed. Blat. irs mod	
VALEURS LE TRAIT				ENT
		re de	Val.	
Suez (C* de) Esux (G, des)	1	64 840 76 085		49 852
Alc. Alsthom Saint-Gobaiu	6	86 173 62 240 67 463	84790 2782	
Elf Aquitaine Total (Fr. P.)	3			2024

	Nore de	Val. en	
	titres	cap. (F)	
Suez (C* de)	3064 840	1057042928	
Emix (G. des)	176 085	445 449 852	
Alc. Alsthom	1 386 173	847900118	٠.
Saint-Gobaiu	662 240	278 279 801	
Elf Aquitaine	867 463	282 860 043	_
Total (Fr. P.)_	374169	262 382 024	- 1
Pengeot SA	665 634	346 943 954	1
LVMH	83 976	320468896	
AXA (ex-Midi)	188 194	206 286 064	- 1
Lyon. Domez	413191	248 093 378	- 1
BSN	440 909	356 334 789	- 1
L'Oréal	411658	205 694 455	
Emot SA-PLC	6277 045	320 469 221	1
L'Air liquide	432011	295725035	
(a) Du vendre	di 15 mars	991 au jeudi	

aus 1991 inches

## CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

## Un calendrier toujours chargé pour les emprunts en écus

La cadence des nouvelles émis-sions en ècus s'est, eertes, nettement ralentie ces dernières semaines, mais raientie ces dernières semaines, mais elle ne s'est jamais interrompue vraiment. La transaction la plus récente a été lancée vendredi 22 mars. Elle consiste en une nouvelle tranche de 50 millions d'écus, que la Banque européenne d'investissement, par l'intermédiaire d'une europanque japonaise, IBJ International, a rajouté à son emprunt 9 %, qui viendra à échéance en 1999. Cet emprunt avait vu le jour voici deux emprunt avait vu le jour voici deux ans. Il se montait au départ à 150 millions. Son encours est mainte-nant de 335 millions.

L'affaire est intéressante, car elle montre combien il est important pour les très grands débiteurs de disposer de toute une gamme d'opérations, de sorte qu'il y en ait toujours une dont le taux d'intérêt facial soit d'actualité et qu'on puisse aisément l'accroître. Augmenter un emprunt coûte normalement moins cher à un coûte normalement moins cher à un débiteur que d'en lancer un nouveau. Les gestionnaires de fonds sont prêts à accepter des conditions d'autant plus justes que la taille d'une transaction est élevée, car ils y voient un facteur de négociabilité

Au cours du trimestre prochain, le Compartiment de la monnaie euro-péenne devrait continuer d'être vivement sollicité. Il pourrait, toutefois, l'être moins que durant les pre-miers mois de l'année. On ne peut en effet plus compter sur le soutien massif que lui ont apporté de nom-breux investisseurs aux Etats-Unis. Ceux-ci regrettent aujourd'hni de s'être montrés un peu trop crédules, d'avoir trop facilement partagé les vues de ceux qui leur promettaient un renforcement imminent de la valeur de l'êcu et faisaient miroiter la perspective proche d'une Europe unie sur le plan monétaire.

Les méthodes de vente employees par certains courtiers outre-Atlantipar certains courtiers outre-Atlanti-que sont actuellement dénoncées et critiquées, et plusieurs spécialistes, comme M. Brendam Brown, de Mit-subishi Finance International, s'at-tendent même à une réaction néga-tive de la part des gestionnaires de fonds américains qui, en janvier ét en février, n'ont pas su résister à la propagande intense et souvent outrée dont bénéficiait alors l'écu.

Au calendrier de ces prochains

الوحد الله المراجع المراجع

Appropriate Commence of the second

الماك الأدام التامل المداه ويهامها المرهب يهاشيهم المعارب والمتراضعة والمهامة المجرون يهد

Make the second second

老的一声,事情:

4 ....

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

----

4/30 ---

A STATE OF THE STA

A Section of the sect

The same of the same

And the second s

-

The second second

-35

-

عقي عقي

Acres de contrar de

européenne figure à plusieurs reprises. Elle s'apprête à emprunter pour le compte de trois pays d'Europe de l'Est : la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie. L'opération tchécoslovaque devrait porter sur 185 millions d'écus et elle aura lieu vraisemblablement en avril; la hongroise est de l'ordre de 250 millions et la bulgare, qui se fera en deux tranches, totalisera 290 millions. A ce programme devrait a'ajouter un ce programme devrait a'ajouter un antre emprunt de 160 millions d'écus, dont le bénéficiaire sera l'Etat d'israël. Les fonds recoeillis sur le marché des capitaux seront reprêtés à ce pays, mais le prêt sera bonifié de façon à rédnire de 23,5 millions la charge d'intérêt. Cette aide à Israël est une consé-quence de la guerre du Golfe.

## La Belgique et l'Autriche à la recherche de francs suisses

D'autre part, parmi les débiteurs souverains qui pourraient se présen-ter prochainement, la France, l'Italie et l'Espagne ne devraient pas tarder. En revanche, les chances de voir l'Allemagne lancer un grand emprunt d'État en écus ont considérablement diminué depuis que, jeudi demier, M. Karl Otto Poehl, le président de la Banque centrale, en a publiquement désapprouvé le pro-jet. De même, le Danemark, long-temps considéré comme un des candidats les plus sérieux à l'emprunt en écus, paraît actuellement moins sûr : la situation financière de ce pays est présentement très favorable et son endettement, cette année, sera contenu dans des limites très raisonnables. Il ne lui reste pas plus d'I milliard de dollars à drainer d'Ici à la fin de l'année sur le marché international des capitaux.

Deux pays européens, la Belgique et l'Autriche, cherchent ces derniers jours à s'endetter en francs suisses, devises assorties de taux d'intérêt les plus bas de notre continent. Ils l'ont fait de façon détournée, empruntant dans d'autres monnaies, le dollar et le français, puis concluant des contrats, d'échange, an terme des-quels ils disposent de fonds dans la monnaie de feur choix, à des condi-tions extrêmement intéressantes qu'ils n'auraient pas pu obtenir directement.

mois, la Communanté économique marché de l'eurodollar où elle est

l'emprunteur d'une grande opéra-tion de 400 millions d'une dunce de sept ans. Les titres, rémunéres au taux facial de 8,75 %, étaient propo-

tanta racial de 6,73 m, chalent proposés mercredi aux investisseurs à un prix correspondant à un rendement de 56 points de base (ou centiemes de point de pourcentage) de plus que les obligations du Trésor améri-cain. L'opération a été très hlen accueillie au Japon, où l'intérêt pour des placements en dollars est pro-

Parallèlement, l'Union de ban-Parallèlement, l'Union de ban-ques suisses, à qui le mandat de l'emprunt belge était confiè, diri-geait également une émission de 200 millions de francs suisses pour une société du groupe pétrolier BP, qui, pour sa part, souhaitait obtenir des fonds en dollars. En permitant les deux opérations, il était possible de satisfaire une partie des exigences de la Belgique à un coût très avanta-geux puisque, tout compris, la tran-saction de BP revient pour son emprunteur à 7,08 % l'an. La banemprunteur à 7,08 % l'an. La ban-que s'est chargée d'organiser d'au-tres transactions des changes pour finalement procurer quelque 550 millions de francs suisses au Trésor de Bruxelles, à un taux infé-rieur à 7,10 %. La dette extérieure de la Belgique est, à raison de 32 %, libellée en francs suisses.

Quant à l'Autriche, c'est au travers d'un emprunt en francs français de quinze ans de durée, qu'elle a obtenu 150 millions de francs suisses pour une durée de quinze ans, qu'il lui faudra rémunérer en fonction de l'évolution du loyer de l'argent à court terme. L'opération, d'un caractère tout à fait privé, a été organisée par la banque américaine J.-P. Morgan. Elle sert à endosser une emprunt subordonné de 3 mil-liards de francs français émis par la société française Merlin Gerin.

Pour ce qui est des placements privés en francs français, les pou-voirs publics n'en autorisent le montage que cas par cas et il faut que les banques qui s'en chargent rempis-sent les mêmes conditions que celles habilitées à diriger des émissions publiques. C'est pourquoi, d'une façon générale, elles ne permettenl pas que dans le cadre d'un programme de medium term notes soient effectués des tirages en francs français. Le permettre serait admettre que les missions d'emprunt en france se fassent à leur insu

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

## Le dollar à 5,60 francs

Le dollar continue son ascension cette semaine, poussant une pointe, mardi 19 mars, à plus de 1,67 deut-schemark et de 5,678 francs, avant de céder un peu de terrain à la veille du week-end, sous les coups de boutoir répétés des banques centrales. Celles-ci repeus ues oanques centrates. Celles ci ont, à nouveau, entrepris de «casser» une spirale haussière qui paraît, de plus en plus, revêtir un caractère spé-culatif.

Certes, le dollar est encore notoire-ble de la baisse des taux d'intérêt, aux achets massifs de «billets verts» après la fin de la guerre du Golfe, pour des fins commerciales essentiellement.

#### Baisse probable du mark

Maintenant, on spécule sur la pour-suite d'un mouvement qui est fondé sinte d'un motivement qui est tonce autant sur la baisse du mark que sur la hausse du dollar. A cet égard, la vérita-ble bombe lancée mardi 19 mars à Bruxelles par le président de la Ban-que fédérale d'Allemagne, M. Karl-Otto Poehl, n'a pas fini de diffuser ses oades de choc sur les marchés internationsux. En déclarant tout crûment que les effets de l'union monétaire allemande étaient « désastreux », M. Pochi a laissé entendre que de graves difficultés étaient à prévoir dans les mois qui viennent, tout en réglant un vieux compte avec le chan-celler Kohl. En février 1990 ce demier l'avait placé devant le fait accompli par l'union monétaire allemande et la fameuse parité «ein für ein» (un mark de l'Est échangé contre un mark de

La montée du taux de chômage en ex-RDA laisse prévoir un été et un automne «chauds», voire une explo-sion sociale à Leipzig, à Dresde et à Chemaitz. Si on y ajoute une autre montée, celle de l'inflation au second montée, celle de l'inflation au second semestre – provoquée par la baisse du mark, qui accroît le cout des importa-tions, – et les mesures fiscales au le juillet (plus d'un demi-point, ou davantage de hausse des prix), il est bien possible que la tenue du mark en soit affectée, au-dehors et en dedans

du Système monétaire européen (SME). N'onblions pas, enfin, l'agita-nion politique en URSS, dont chaque rebondissement se répercute sur les marchés financiers d'un pays en pre-mite liere for à l'Est

Voici réunis les éléments d'un cocktail qui risque d'être bien amer pour la Bundesbank, dont la marge de manœuvre devient de plus en plus étroite. Cette banque centrale peut, certes, relever à nonveau son taux directeur pour freiner la baisse du mark mais, ce faisant, elle alourdit les charges pesant sur les entreprises alle-mandes au moment où un effort exceptionnel est demandé à l'Allemagne, Douloureux dilemme!

#### Net raffermissement du franc

Au sein du SME, l'événement a été l'amorce d'un raffermissement du franc, essentiellement vis-à-vis du mark, essentenement vis-a-vis au mark, dont le cours est revenu de 3,4080 francs à 3,40 francs et même im peu au-dessous pour la première fois depuis le début de février dernier. Ce raftermissement est d'autant plus remarquable qu'il s'effectue an lende-

#### l'Ouest), parité considérée par **COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 AU 22 MARS 1991**

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Ling	S E.U.	Franc français	Franc auissa	Q.mark	Franc beige	Florin	Lire iteliante
New-York.	1,7860		17,8491	70,8717	60,7348	2,9481	53,8793	0,4815
	1,8428	-	18,4297	72,4637	62,8140	3,0469	55,7258	0.88417
Pecis	18,0060	5,6025		397,05	340,26	16,5168	301,85	4,5697
	9,9946	5,4260	-	393,188	340,82	16,5326	302,368	4.5673
Zurich	2,5200	1,4110	25,1851		85,696	4,1597	76,0237	1,1508
	2,5419	1,3800	25,433		86,6834	4,2047	76,9016	1,1616
Franciort_	2,9406	1,6465	29,3886	110,69	-	4,8540	88,7122	1,3429
	2,9324	1,5970	19,3462	115,362	~	4,8507	88,7155	1,3408
Bremodles	60,5811	33,92	6,0541	24,0396	20,6012	-	18,2758	2,7667
	68,4522	32,82	6,0486	23,7826	20,6156		18,2892	2,7626
Amsterdam	3.3148	1,8560	33,1280	1,3153	112,723	5,4716	-	1,5138
	3,3054	1,7945	33,0722	1,3003	112,719	5,4677	-	1,5105
Milan	2189,636	1226	218,83	868,887	744,609	36,1438	660,56	-
	2188,29	1188	218,945	860,869	746,23	36,1974	662,022	-
Tokyo	245,307	137,35	24,5158	97,3423	83,4193	4,0491	74,003	0,11203
	251,709	136,65	25,1842	99,8217	85,8354	4,1636	76,1493	8,11502

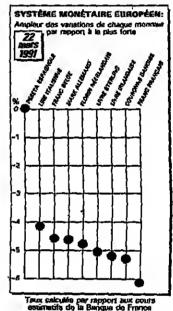
A Paris, t00 yens étaient cotés, le vendredi 22 mars, 4,0789 F contre 3,9707 F le vendredi 15 mars,

lique il est vrai, du taux directeur de la Banque de France, et en dépit des fluctuations du mark vis-a-vis du dollar: auparavant, la devise allemande pouvait monter ou baisser vis-à-vis du «billet vert», son cours se maintenait à près de 3,41 francs à Paris. Aujourd'hui, il n'est pas exclu de voir ce mark revenir au-dessous de 3,40 francs, en raison de la situation economique outre-Rhin, comme il a été exposé précédemment. Rappelons qu'au second semestre 1991, le rythme de l'inflation allemande risque de dépasser celui de l'inflation française,

phénomène gros de conséquences.

Antre phénomène, la peseta espa gnole caracole toujours en tête du SME, maigré l'abaissement d'un point du taux d'intervention de la Banque d'Espagne, ramené, il y a huit jours, de t4,50 % à t3,50 %. Cela n'a pas suffi, car les banques centrales de France et d'Espagne ont dù intervenir trois jours d'affilée pour empêcher la peseta de crever son plafond vis-à-vis du franc (écart maximum de 6,18 % au sein du SME). Le flux des capitaux en direction de la péninsule est encore trop fort, estime-t-on. Toutefois, le secretaire d'Etat espagnol à l'économie, M. Pedro Perez, a déclaré, jeudi 21 mars, que les teux d'intérêt à Madrid pourraient encore baisser adans un proche avenir» si l'inflation continuait de refluer et si le déficit de la balance des paiements courants diminuait, indication déjà donnée la veille par le premier ministre,

FRANÇOIS RENARD



## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## Eclaircie en Europe

Après la Banque d'Espagne la semaine dernière, la Banque de france et la Banque d'Angleterre ont abaissé leur taux d'intervention cette de la Société génésemaine, confirmant le sentiment de semaine, confirmant le sentiment de détente qui flottait dans l'air ; un véritable printemps! La Banque de France ouvrait le feu, lundi 18 mars, en réduisant par surprise son taux directeur, celui des adjudications sur effets de première catégorie, ramené de 9 1/4 % à 9 %. Par surprise, avons-nous dit, car, depuis des semaines, les opérateurs attendaient semaines, les opérateurs attendaient cette réduction, mais ils savaient bien qu'une telle mesure ne serait pas prise sans une réduction analogue en Espagne – pour faire baisser une peseta trop vigoureuse – et surtont un raffernissement du franc visà-vis du mark, dont le cours s'obstinait à dépasser 3,40 francs, fròlant même 3,41 francs jeudi 14 mars, à deux centimes du plafond de 3,43 francs.

## Accueil médiocre

Certes, Madrid avait cédé aux pressions, sans aucun effet, il est vrai, mais il restait le mark. Lundi donc, cédant prudemment à l'insis-tance de la rue de Bercy, la Banque de France s'exécutait... et le franc montait les jours suivants (voir en rubrique « devises et ar »), ce qui prouve bien qu'une baisse des taux d'une banque centrale, lorsque les données fondamentales du pays sont bonnes (inflation, déficit bu est considérée par les milieux finan-ciers internationaux comme une preuve de confiance dans la mon-

A la veille du week-end, enfin, pour la troisième fois depuis la mi-février, la Banque d'Angleterre abais-sait son taux d'intervention, ramené à 12,5 %, contre 14 % il y a un mois, ce qui faisait plutôt monter la livre sterling. A Paris, la diminution du taux

directeur de la Banque a été très médiocrement accueillie, dans la mesure où elle était largement antis bon parti des prix. cipée, déjà incluse dans les cours ÉRIC FOTTORINO (9 1/8 % à 9 1/4 % avant la mesure).

l'institut d'émission élargissait le «chenal» d'évolution du loyer de l'argent, porté de trois quarts de point à un point, puisque le taux des pensions à très court terme restait fixé à 10 %, et retirait 15 milliards de francs du marché. Audacieux mais point téméraire, il avertissait les opérateurs que l'assouplissement

était symbolique.

Mais les symboles sont importants et, dans le cas présent, il est bien clair que tout raffermissement du franc vis-à-vis du mark, processus déjà amorcé, rend à la Banque de France un pen de sa liberté de manœuvre. Cela significati la poursuite de la baisse des taux à court terme; quant au long terme, il dépend, encore, de la tenue des obligations allemandes (BUND) dont le rendement s'est élevé à 8,45 %, en raison de la baisse du mark et des propos alarmistes de M. Poehl.

L'évolution du MATIF reflète bien cet espoir diffus, le cours de l'échéance juin remontant à 105,20, après avoir fluctué de 105,60 à 104,60. De son côté, le rendement de l'OAT 10 ans a subi l'influence allemande, passant de 8,95 % à 9,13 % environ.

Sur le marché obligataire de Paris, l'atmosphère est toujours bonne, avec le retour, signalé la semaine dernière, des grands investisseurs et des OPCVM, qui parient maintenant sur le long terme, en prévision d'un reflux du court terme. Dans ces conditions, le Crédit national a levé, avec grand succès et en un tournemain, 1,5 milliard de francs sous l'égide du Crédit agricole et de la Société générale, grâce à son coupon élevé pour une grande signature : 9,40 % nominal et 9,50 réel, ce qui plaît à tout le monde, OPCVM et

Bon succès également pour le Gaz de France (1 milliard de france), en dépit d'un coupon moins élevé (9,10 % normal et 9,23 % reel) avec

rale, grâce à un très beau coupon de 9,70 %, tandis que FTNANSDER plaçait sans problème aucun son emprunt de 500 millions de francs à 9,40 % nominal et 9,32 % réel, assorti, il est vrai, de la très rare garantie de l'Etat, dont cet émetteur continue à bénéficier.

D'autre part, FLORAL, deuxième signature du Crédit local de France (groupe de la Caisse des dépôts), a lancé une émission obligataire de 500 millions de francs, sur huit ans, sans coupon mais avec indexation sur l'indice CAC 40 des actions francaises. Au bout de buit ans. FLO-RAL remboursera le capital initial, plus 115 % de la croissance de l'in-dice CAC 40 sur les buit ans, avec pour plafond buit fois le capital inipartial, soit un rendement maximum de 29,70 % par an. Le porteur aura la possibilité de se désengager à partir de la cinquième année par échange avec des obligations à taux fixe, en tenant compte de la progression de l'indice CAC 40. Véritable «coupon zéro», cette émission, dirigée par la Caisse des dépôts et Bankers Trust, offre pour la première fois à l'ensemble des investisseurs du marché domestique, institutionnels, OPCVM et particuliers, la possibilité de s'inté-resser à l'évolution de l'indice par le biais d'obligations.

Le Trésor a lancé sa première opération de rachat, contre espèces, de titres de la dette publique, sous forme d'une adjudication «à l'en-vers», proposée aux détenteurs de bons en compte courant à intérêt annuel (BTAN) sur trois lignes. Un programme de rachat a été élaboré, on le sait, afin de diminuer la charge financière de la dette publique, notamment par l'amélioration de la liquidité des titres d'Ezat, de «lisser» le profil de trésorerie de l'Etat, pour obtenir une plus grande régularité de ses appels au marché et d'allonger la durée moyenne de la dette publique.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

## La hausse dans le marc de café

tion des prix du casé dans les einq années à venir? Personne, sauf les experts londoniens de l'Economist Intelligence Unit (EIU), qui estiment qu'au cours des cinq prochaines campagnes le marché va nettement se redresser. A y regarder de plus près, le pronostic est somme toute peu risqué, la règle d'usage voulant qu'après être tombés si bas les prix du grain noir ne peuvent que remontet. Mais comment être si affirmatif pour une matière première dont la demande solvable semble avoir atteint ses limites, celle-ci apparaissant de surcroit iuelastique aux prix?

D'après l'EIU, la consommation devrait dépasser la production exportable dans un proche avenir. Les prix passeront alors d'une moyenne de 69,1 cents la livre en 1989-1990 à 100 cents la saison prochaine (1991-1992), avant d'atteindre 125 cents d'ici 1995-1996. Les experts londoniens estiment que la grave crise du café en 1989-1990 a incité de nombreux planteurs à réduire sensime des engrais et des pes-

blement i usage des engrans						
PROPUTTS	COURS PU 15-3					
Culsre h. g. (Londres) Trois mais	i 344 (+ 33) Livres/tonne					
Aleminista (Lonius) Trois mois	t 5t2 (- 30) Dollars/tonne					
Nickel (Loadies) Trois mois	9 180 (+ 558) Dollars/toune					
Secre (Pers)	296 (- 5) Dollars/tonne					
Cufe (Londres) Mai	596 (+ 40) Livres/tonne					
Cacao (New-York)	t (19 (- 43) Dollars/tonne					
Rié (Chicago)	283 (+ 8) Cents/boissrau					
Mais (Oscapo)	253,75 ]+ 4,75) Centz/boisscau					
Mai Soje (Chicago)	166 (+ 8,7) Dollars/L courts					
Mai	diam's indiance la					

variation d'une semaine sul l'antre.

Qui est capable de prévoir l'évolu-ion des prix du café dans les einq nnées à venir? Personne, sauf les en devises et grèvent les balances des pays producteurs, à un moruent où les revenus tirés des exportations de refliernce Unit [EIU], qui estiment la production exportable devrait reculer de 5 % et s'établir à 71,3 millions de sacs de 60 kilos. Les importations, poursuit l'Economist Intelligence Unit, s'inscriront cette année en baisse de 11 % les consommateurs ayant tendance à puiser dans les sto-cks considérables amassés depuis l'éclatement de l'accord international

> A partir de 1991-1992, la tendance pourrait s'inverser avec une production exportable de 77,4 millions de sacs, qui sera inférieure à la consommation attendue de 79,3 millions de sacs, en progression de 12 %. «Les importations seront supérieures à la production exportable pendant quatre des cinq prochaines saisons, précise le rapport de l'ElU, et les stocks des producieurs diminueront de plus de cinq millions de sacs entre septembre 1991 et septembre 1996, passant de l'équi-valent de 10,4 mois de consommation

#### La consommation européenne s'accroît

Les projections d'accroissement de la demande portent peu sur les Etats-Unis, où les consommateurs s'inquiètent des effets possibles du café sur leur santé, les boissons fraîches non alcoolisées exerçant en outre une devrait en revanche être davantage appréciè au Japon et en Extrême-Orient Quant à la consommation orient. Quant à la cousommation européenne, qui pourrait globalement augmenter de 11 % dans les cinq pro-chaines années, elle euregistrera ses plus fortes progressions dans les pays du sud de la Communauté, comme l'Espagne et l'Italie. Elle sera plus faible en France, aux Pays-bas et au Royaume-Uni.

Ces prévisions peuvent paraître optimistes au vu de la situation qui operation au vu ue la attuation qui prévaut depuis deux ans sur le mar-Seja (Chicago)

Mai

Dollars/L courte

Ché du café, caractérisé par des surché du café, caractérisé par de

Goife ont toutefois montre que les consommateurs pouvaient entrer dans des cycles d'achats irrationnels. Les ventes de café en France sont ainsi passées d'un indice hebdomadaire de 100 à 148 au demier trimestre de 1990.

On constate anssi que nombre de planteurs, découragés par la faiblesse des prix, ont tendance soit à pratiquer la rétention de leur marchandise, soit à soigner avec moins d'attention leurs caféiers, au total à produire moins. Entre mars et juillet, les profession-nels considérent que 8 millions de sacs de robusta seront consomnies dans le monde, pour une sortie des ports brésiliens, ivoiriens, indiens, vietnamiens et autres évaluée à 6 millions de sacs. En Côte-d'Ivoire, le financement manque pour l'achat de 100 000 tonnes, soit environ la moitié de la récolte.

Au Brésil, les surfaces de caféiers plantées dans l'Etat de Sao-Paulo pourraient diminner cette année de 10 %. Un déstockage apparaît inévirable et, avec lui, une remontée au moins légère des prix à court terme. L'avenir à plus longue échéance ne peut être décrit avec assurance que par les lecteurs avisés du marc de café... Il reste que cette matière premiére demeure cruciale dans nombre de pays d'Amérique latine et d'Afri-

Les exportations d'arabica ont ainsi rapporté en 1990 1,4 milliard de dol-lers à la Colombie, ce montant dépas-sant pour la première fois celui tiré par le Brésil de la même activité (1,3 milliard de dollars). Les professionnels de Bogota attribuent cette percée à l'offensive commerciale lancée vers l'étranger (en Asic notamment) par le gouvernement colombien après l'éclarement de l'accord international. La Colombie a glané 1,4 milliard de dollars en exportant 13,9 millions de sacs, alors que le Bresil, tout en écoulant un plus gros volume (17 millions de sacs) a tiré un

The state of the second state of

Tirs à la carabine sur les CRS

## Regain de tension à la Réunion

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION de notre correspondant

---

Le climat s'est alourdi à la Réunion, vendredi 22 mars au soir. Des affrontements ont opposé des petits groupes de anifestants aux forces de l'ordre qui, pour la première fois, ont essuyé des tirs de carabine.

La journée avait pourtant été calme, comme d'habitude. M= Mitterrand qui est arrivée dans l'île jendi, a rencontré, au Chaudron, une délégation de ce quartier où ont commencé les récentes émeutes. La population a accneilli ebaleureusement l'épouse du président de la République. Des jeunes, des mères de famille lui ont demandé de faire libérer les «émeutiers» emprisonnés et d'intercéder euprès du président de le République pour la protection de Télé Free-DOM.

Les jeunes dn Chaudron, en présence du maire adjoint - et aussi des CRS, - ont organisé une conférence de presse. « On

veut la paix au Chaudron, et on ne veut plus des gens extérieurs qui viennent faire monter la pres-sion, qu'ils soient casseurs d'autres quartiers ou CRS », ont-ils

Mais, un peu plus tard, à Bellepierre, quartier des heuts de Saint-Denis, la maison du direc-teur de RFÓ-Réunion, M. Jean-François Roussy, a été attaquée à coups de galets. Les forces de l'ordre qui voulaient dégager les lieux ont été accueillies, pour la première fois, par des tirs de carabine 22 long rifle. Pour la première fois également, les poli-ciers étaient armés de fusils à pompe, revêtus de gilet pare-balles et autorisés à faire usage de balles en caoutchone Simultanément, au Camélia, des groupes de dix à vingt personnes s'attaquaient aux forces de l'ordre evec des galets et des cocktails Molotov. Des manifestants circulaient avec des bidons d'essence et certains défiaient les forces de l'ordre, le sabre à canne à la

main. - (Interim.)

Les suites de la campagne législative

## Un mystérieux cambriolage à Lyon

M. Bernard Botton, gendre de M. Michel Noir, le maire de Lyon, et candidat soutenn par le RPR à l'élection législative partielle des 27 janvier et 3 février derniers dans le 3º circonscrip-tion du Rhône, a fait état, jeudi 21 mars, d'un témoignage selon fequel le cambriolage de sa permanence, quatre jours avant le premier tour, aurait été com-mandité par un membre de l'entourage de M. Noir.

La presse locale fait état de cette affaire, samedi 23 mars. Le service régional de police judi-ciaire de Lyon a été saisi vendredi par le parquet et chargé d'une enquête préliminaire, avant l'éventuelle désignation d'un juge d'instruction.

L'affaire, pour le moment, n'est étayée, sur le plan de l'en-quête, que par le témoignage d'un seul homme, et par une cassette reproduisant nne conversation entre ce témoin et l'un des auteurs supposés du cambriolage. Ce témoin met en cause une société lyonnaise spé-

cialisée dans la sécurité, ainsi que le chef de cabinet de M. Noir à la mairie de Lyon et à la communanté urbaine, M. Bernard Sarroca, qui qualifie cette affaire de « mauvais roman d'espionnage ». Le témoin a adressé son témoignage, par écrit, an procureur de la République.

#### M. Michel Noir : « une affaire de haine personnelle »

Interrogé, samedi 23 mars, en fin de matinée sur l'antenne de FR 3 Rhône-Alpes à propos des révélations de M. Bruno Ortega, M. Michel Noir a déclaré qu'il s'agit d'une « affaire à dormir debout, d'un mauvais roman policier. (...) J'ai envie de rire. J'ai une totale confiance en Bernard Sarroca. Je ne souhaite à personne d'avoir un tel gendre. Pierre Botton n'est plus l'homme que j'ai connu. C'est une affaire de haine personnelle». La mort d'un jeune voleur de voiture à Liévin (Pas-de-Calais)

## Le « geste malheureux » du policier Pluta

Un sous-brigadier de police de Liévin (Pac-de-Calsis), Jean Pluta, âgé de quarante-neuf ans, a été incuipé, vendredi 22 mars, de s coups et blessures voiontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner» par un juge d'Instruction de Béthune, M. Benoît Persyn. Dans la nuit de mercredi à jeudi, le policier avait ouvert le feu sur un mineur âgé de seize ans, le tuant sur le coup, alors que celui-ci tentait de lui échapper à

bord d'une voiture voiée. «Il aurait pu tirer dans les pneus, dit la grand-mère de Patrick. Un gamin de seize ans et demi, vous vous dez compte?» Patrick, cinquième fils d'un chauffeur-maçon, avait mal tourné après evoir arrêté l'école maigré son rêve de «faire l'horticulteur dans un jardin public». Patrick, déjà inculpé pour une affaire de vol avec violence, déjà repéré par les services de police et les éducateurs, a vécu sa dernière équipée sauvage, jeudi 21 mars, à trois heures, à bord d'une

La balle s'est fichée dans la nuque, Patrick s'est écroulé sur le volant et la voiture e roulé quelques mètres encore, le temps de s'affaisser lentement dans un fossé, de permettre aux deux passagers d'infortune d'ovvrir les portières, de c'enfuir et de laisser le policier et sa victime dans un tête-à-tête ahuri.

#### Le « mauvais réflexe »

La soirée avait commencé à Liévin, à bord d'une Peugeot 505 volée. Les trois garçons, âgés de quinze ans, seize ans et dix-sept ans, l'avaient alimentée en essence en oubliant de payer la note à la station-service. Ils crovaient en leur chance quand, surpris par des policiers en flagrant délit d'un autre mauvais coup - la tentative de vol d'une deuxième voiture, selon le rapport d'enquête, - ils par-vinrent à égarer les sirènes et les gyrophares qu'ils précédaient dans

cur course folle. Pent-être se sont-ils réjouis un peu policier des liaisons radios. Aussi roulèrent-ils seuls, leurs poursuivants ayant faché prise. Mais quand ils atteignirent Bully-les-Mines, une commune evoisinante, ils virent à nouveau des policiers. Et quand ils firent demi-tour vers Liévin, ils

retombèrent dans une imparable sou-

A bord d'une voiture de patrouille, le sous-officier Jean Pinta avait entendu les messages. Il attendait la voiture, debout au milieu de la chausse. Quand celle-ci arriva en trombe, le sous-brigadier dut reculer de quelques pas afin d'échapper à sa trajectoire, si l'on en croit les premiers éléments de l'enquête confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

« Pour des raisons qu'il n'explique pas, il a eu un mauvais réflexe. Il a tiré, il dit qu'il n'a pas cherché à viser quelqu'un, ni quelque chose, précise M. Jean-Dominique Sarcelet, procu-reur de la République de Béthune. C'est une faute grave, ce n'est peut-être pas une bavure au sens commu-nément admis. Le dispositif policier mis en place était le bon. Il y a eu ce geste malheureux, cette initiative individuelle.»

Jean Pluta a été placé sous contrôle judiciaire. Sa mise en liberté est assortie d'une interdiction d'exercer ses fonctions de policier, de rencontrer ses collègues, de fréquenter le commissariat et de résider dans la circonscription de Liévin. Les deux compagnons de Patrick, qui evaient réussi à rentrer chez leurs parents, ont été interpellés vendredi matin au sant du lit. L'un d'eux est inculpé de recel, pour la voiture volée.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

#### La villa de M. Jacques Médecin « résidence officielle de la République »

Vingt-quatre heures après la vente aux enchères infructueuse de la villa de M. Jacques Médecin, le ministre délégué eu budget, M. Michel Charasse, a annoncé, vendredi 23 mars, à Nice, que l'Etat se portait acquéreur de la maison de l'encien maire (CNI) de la ville «pour en faire une ré dence officielle de la République» (le Monde du samedi

24 mars) « Après tout, e décieré M. Charasse, c'ast une bella maison. Ella va donc entrer

dens le patrimoine de l'Etat. »

Il Le chômage dans la CEE a'est stabilisé en janvier. — En janvier, le taux de chômage par rapport à la population ective était estimé à 8,4 % dans les douze pays de la Communauté, scion les statistiques publices par Eurostat. Alors que on comptait 14,4 millions de demandeurs d'emplois, en données brutes, en décembre dernier, ce chiffre correspond à une stabilité sur les six derniers mois et à une baisse de 0,1 point par rapport à janvier 1990. Par Etat membre, la situation est toutefois plus contrastée. La Grande-Bretagne enregistre une hausse, passant de 6,3 % à 7,2 % en un an, l'irlande connaît à 7.2 % en un an, l'Iriande connaît à nouvesn une augmentation, après une baisse de 2,4 points entre 1987 et 1990, le Danemark retrouve une diminution, qui fait suite à une longue période d'aggravetion. Dans l'uncienne RFA, le taux diminne de 0,5 point, mais on comptait officiellement sept cent cinquante-sept mille inscrits dans les cinq nouveaux Landers et à Berlin-Est, en janvier 1991. n Baisse attendue de 7% de la production mondiale de blé en 1991-1992. - La production mondisie de blé va diminuer de près de 7 % la saison prochaine (juillet 1991-juin 1992) par rapport au secord atteint en 1990-1991, passant de 595 à 555 millions de tonnes, estime le Conseil international du blé (CIB) dans son dernier rapport, publié le 21 mars à Londres. La forte reconstitution des stocks enregistrée cette saison sera probablement de courte durée, car la consommation, bien que stamante par rapport à 1990-1991. dépassera la production de 15 millions de tonnes. La production e enregistré une progression remarquable, de 9,5 % cette saison par rapport aux 543 millions de tonnes récoltées en 1989-1990, et le CIB a attribué le revirement attendu la saison prochaine à une réduction substantielle des surfaces emblavées aux Etats-Unis et en URSS.

#### L'ESSENTIEL

DATES

ll y a vingt ans. l'éclatement du

**ETRANGER** 

Violences aux Etats-Unis La police sur la sellette.... La guerre civile en Ethiopie Les rebelles nordistes progres-

#### sent vers Addis-Abeba...... 5 **POLITIQUE**

Solidarité entre les communes Les députés edoptent le projet du

Statut de la Corse Les sénateurs s'opposent à une refonte des listes électoreles

Changement de majorité en Polynésie M. Flosse et M. Vernaudon se partagent le pouvoir ...

## SPORTS

La sélection françeise pour France-Albanie.

CULTURE

Paris, capitale de la mode La présentation des collections de prêt-à-porter féminin de nélancolique qu'euphorique.. 11 Horst, photographe

de l'élégance Un entretien evec l'artista elle-

#### mand à l'occasion d'une exposi tion à Paris ..... HEURES LOCALES

geois • La montée en puissance des missions locales • Des élus 

#### ÉCONOMIE

La réforme bançaire aux Etats-Unis Les éteblisaements étrengera sont inquiets.....

Paribas se renforce dans les matériaux de construction La acciété financière lance des OPE sur Poliet et Ciments fran-

Revues des valeurs...... 18 Changes, Crédits Grands Marchés..

## Services

Abonnements Météorologie Mots croisés Radio-Télévision .....

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro da « Monde » daté 23 mars 199 i e été tiré à 531 370 exemplaires

## Le Congrès américain a adopté un projet de loi réduisant les aides à la Jordanie

Les conséquences de l'opération « Tempête du désert »

Le Congrès américain e adopté, vendredi 22 mars, un projet de loi qui réduit l'aide américaine à la Jordanie mais permet ou président de la rétablir si cela fevorise le processus de paix au Proche-Orient.

Les parlementaires ont aussi eppronvé un projet qui prévoit le déblocage de 15 milliards de dol-lars pour couvrir les frais de l'opération « Tempête du désert ». Ces deux documents sont des compromis entre des formules adoptées un peu plus tôt par le Sénat et le Chambre des représentants. Ils ont été transmis au président George Bush afin qu'il les signe.

L'administration Busb s'était vivement opposée à un projet de réduction de l'eide à la Jordanie adopté cette semaine par le Sénat. Il portait sur 35 millions de dollars d'assistance économique et 20 millions de dollars d'aide militaire pour l'exercice fiscal en cours, mais n'affectait pas l'aide humani-

La constitution d'une véritable

identité européenne en matière de défense prendra du temps », estime le ministre de la défeuse, M. Pierre

Joxe, dans un entretien accordé aux rédacteurs de la lettre men-

suelle interne Objectif-Défense, qui est publice par le SIRPA an profit des «patrons» d'unités dans les

trois armées . « Pour commander, explique-t-il, il faut une autorité unique qui n'existe pas à l'heure

actuelle au plan européen. Avant celà, il faut aussi une entente politi-

que sur les buts à poursuivre, sur-

de façon pragmatique, tous les rap-prochements entre responsables militaires de nature à faire progres-

miniares de nature à jaire progres-ser une conception commune de la défense ainsi que les projets concrets répondant à des besoins déjà recensés », ajonte M. Joze, qui cite en exemple, à nonveau, le domaine spatial, où la France, l'Es-pagne et l'Italie se sont associées

pour la mise au point de satellites d'observation.

« D'ici là, nous devons favoriser.

tout en temps de crise ».

Selon le document amendé, le chef de la Maison Blanche pourra rétablir l'aide à Amman e'il certifie au Congrès que la Jordanie e a pris des mesures pour faire progresser le processus de paix au Proche-Orient, ou que l'octroi d'une assistance à la Jordanie serait bénéfique au processus de paix».

Le projet relatif à l'opération « Tempête du désert » interdit les ventes, les crédits on les garanties nortant sur des articles militaires e à tout pays qui a pris l'engagement d'apporter une contribution aux coûts de l'opération « Tempête du désert » et n'a pas rempli ses engagements». Les milieux offi-ciels américains comptent sur tions promises par les alliés pour couvrir la totalité du coût, pour les

Etats-Unis, de la guerre du Golfe. Les 15 milliards sur lesquels porte le deuxième projet de loi adopté vendredi répondront aux besoins immédiats et combleront

Le ministre de la défense consi-

dère que les partenaires privilégiés de la France, en matière de coopé-ration en Europe, sont l'Alle-magne, la Grande-Bretagne, l'Italie

« Nous aurons, dans la décennie

qui vient, à répondre aux espoirs suscités par la fin de la guerre

froide. Cet événement est porteur de

promesses, mais aussi de risques. Il

nous appartiendra, des cette année,

de préparer les choix qui permet-

tront à la France de contribuer acti-

vement à la définition d'un nouvel

ordre international fondé sur le

droit, le règlement négocit des conflits et le non-recours à la

force », conelnt M. Joxe, qui

estime, après le rétablissement de

ce que les contributions alliées pourraient ne pas couvrir. L'administretion Bush e par eilleurs informé le Congrès qu'elle enten-dait vendre pour 919 millions de dollars de pièces détachées militaires et autres à l'Arabie saoudite, et vendre une nouvelle batterie de missiles Patriot à Israel pour 350 millions de dollars, e annoncé le département de la défense. - (Reuter.)

O Le roi Hussein de Jordanie à l'Élysée le 29 mars. - Le roi Hussein de Jordanie sera reçu le 29 mars à Paris par M. Mitterrand, a-t-on annonce vendredi 22 mars i e. Je sonve oura un entretien avec le président français, qui sera suivi d'un déieuner. Les deux chefs d'Etat s'étaient rencontrés en aeptembre et en novembre 1990 pour tenter de trouver une issue pacifique à la crise du Golfe,

La « guerre » contre la drogue

## M. Michel Charasse prend la défense des douaniers inculpés

délégué chargé du budget, et à ce titre responsable des douanes, preud la défense des douaniers mis en cause par l'enquête menée à Dijon sur une saisie litigieuse de drogue. Denx d'entre eux. MM. Jean-Pierre Caze et Pierre Dorey, ont été remis en liberté, jeudi 21 et vendredi 22 mars, tandis que MM. Pierre Tardy et Michel Ribatet, responsables de l'antenne lyonnaise de la Direction nationale des recherche et enquêtes douanières (DNRED)

restent détenus. Dans une interview à Libération samedi 23 mars, M. Charasse affirme d'emblée: «Je sens derrière tout ça d'étranges parfums. Quand je suis arrivé au budget en 1988, j'ai prescrit à la douane de taper très fort contre la drogue (...) I'al dit aux agents : « C'est la guerre et il faut en employer les moyens ». Qui peut me dire que ce n'est pas une forme de guerre?» Quant aux opérations de «livralson surveillée ou contrôlée», qui sont au cœur du différend actuel entre la justice et les douanes et qui impliquent une provocation du délit par des agents infiltrés, M. Charasse

M. Michel Charasse, ministre ajoute : « Ce n'est pas ce gouvernement qui les a inventées, ni mises en place, mais les institutions internationales: il y a beau temps que in douane les pratique (...) et on décou-vre aujourd'hui que le droit français: ne les prévoit pos. Mais il n'existe aucun texte qui les interdise expressément et li est aussi un principe qu'il ne faut pas oublier : tout ce qui n'est pas interdit est autorisé».

« Quand on fait la guerre, on fait parfois des choses qui ne sont pas risoureusement conformes à la bien-séance des mondanités», insiste M. Charasse, répétant que les opéra-tions de livraison contrôlée «ne sont pas interdites en droit français, simplement elles ne sont pas organisées par la loi». Le ministre du budget s'étonne enfin que le statut d'officier de police judiciaire soit «chipoté» aux douaniers et souhaite que le premier ministre organise « très vile » une concertation interministérielle, en rappelant que la Convention de Vienne sur la lutte contre le trafic international de stupéfiants, qui doit entrer en vigueur le 31 mars, autorise la méthode des livraisons contrôlées.

### Un médecin militaire figure parmi les seize inculpés pour trafic d'armes

An total, seize inculpations ont été prononcées depuis le mercredi 20 mars par le juge Christian Mirande, magistrat instructeur à Pau (Pyrénées-Atlantiques), pour association de malfaiteurs et acquisition et commerce d'armes de guerre entre l'Afrique, le Liban et la France (ie Monde du 23 mars).

Parmi les personnes inculpées vendredi 22 mars figurent le commandant Jacques Pull, médecin major au 3 régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa) de Carcassonne, Cédrie Labarchède, policier affecté à la CRS 27 basée à Toniouse, et Jean Messager, ancien sous-officier au 1= régiment de bussards parachutistes de Tarbes.

Connu comme collectionneur d'armes, le commandant Pull, un médecin passionné par l'Afrique, avait été placé en garde à vue depuis mercredi, le magistrat le soupconnant d'avoir participé au trafic en vendant des armes au cours de ses missions outre-mer.

la souveraineté du Kowelt sur décias souveramete de Roweit sur decision des Netions unies, qu'il s'agit de témoigner de « la même résolution politique et diplomatique pour obtenir l'application du droit international à l'égard d'Israël et du libre et bles de de Polesti. Liban, et blen sur des Palesti-

## Décès du cuisinier Jacques Manière

Une déclaration de M. Pierre Joxe

La constitution d'une Europe

de la défense prendra du temps

et l'Espagne.

Le chef cuisinier Jacques Manière est mort, vendredi 22 mars, des suites d'une longue maladle. Il était âgé de soixante-huit ans.

Pour bien des gourmets, son nom restera celui du chef qui créa le res-taurant Dodin Bouffant. Pour quelques-uns qui suivirent ses pérégrinations, il fut le cabochard inspiré, le chef enthousiaste, l'ami indéfectible. Je le connaissais depuis ses débuts, dans un bistrot de Pantin quelque peu délabré, ce qui lui valut une empoisnade avec le Michelin qui, même au faîte de sa carrière, lui mégota les étoiles. C'est un souper

de générale de l'Olympia, donné par Bruno Coquatrix, sur mes conseils, qui livra son nom aux médias Bientôt, il s'installait sur le boulevard Saint-Germain, refaisant le fameux pot-au-feu Dodin Bouffant. de Marcel Rouff, alternant les aris-tocratiques paupiettes de truffes et la simple tourtière de salsifis.

Rieur et coléreux tout ensemble. sachant raison garder jusqu'en les plats les plus originaux, mais ajoutant tout son savoir aux classiques les plus respectables. Manière? Un grand serviteur de la cuisine française n'est plus. Nous perdons elle et

COURTINE